

Centre Thucydide

Analyse et recherche en relations internationales

Cahier Thucydide n°17

**Les projets de la Russie et de la Chine
en Asie centrale
Coopération – Compétition**

Aleksandra BOLONINA

Mémoire – juin 2017

Cahiers Thucydide

Les textes mis en ligne dans le cadre des Cahiers Thucydide sont exclusivement diffusés sous cette forme. Ils ne font pas l'objet d'une publication papier parallèle. La série rassemble des études et recherches de caractère académique réalisées dans le cadre du Centre Thucydide depuis plusieurs années. Elle est appelée à être régulièrement enrichie de nouvelles études et recherches. Il s'agit pour une part de monographies rédigées par des membres du Centre, mémoires de Master ou thèses de Doctorat, pour une autre part d'Actes de colloques, enfin de Rapports de recherche réalisés pour des institutions publiques.

Les Cahiers Thucydide n'obéissent pas à une périodicité particulière. Sont mis en ligne les travaux qui en sont jugés dignes après leur rédaction et leur évaluation. Leur numérotation suit un ordre chronologique. Les analyses qui y figurent et les opinions qui y sont émises sont celles de leurs auteurs, et le Centre Thucydide n'en assume pas nécessairement la responsabilité. Ils sont librement ouverts à la consultation des utilisateurs du site « afri-ct.org ». Le Centre Thucydide remercie ceux qui les citent, quelle qu'en soit la forme, de mentionner leur source, avec la référence aux Cahiers et leur numéro d'ordre.

Liste des Cahiers Thucydide

- n°1 : L'instrumentalisation politique de la famine au Niger, 2004-2005
- n°2 : Doctrine du maintien de la Paix des Nations Unies : conditions de réussite des opérations de maintien de la paix
- n°3 : La Convention d'Ottawa, dix ans après
- n°4 : Christian Zionism and its Strategic Consequences for the United States, Israel and the Palestinians (en anglais)
- n°5 : La géopolitique de l'Arctique face au réchauffement climatique
- n°6 : Richesse énergétique et stabilité dans les pays en développement, de Port-Harcourt à Kashagan
- n°7 : Les Etats-Unis et « l'axe du mal » : étude d'une rhétorique des relations internationales
- n°8 : Stratégies gouvernementales pour le développement du nucléaire civil : pratiques françaises et américaines
- n°9 : Analyse, interprétation et conséquences des événements militaires en Géorgie (août 2008)
- n°10 : L'Afrique et les juridictions internationales pénales
- n°11 : La mise en place du Service européen pour l'action extérieure
- n°12 : Six mois à l'UNESCO
- n°13 : La France et le règlement de la question libyenne, 1945-1949
- n°14 : L'Union européenne et les résolutions du Conseil de sécurité des Nations Unies
- n°15 : La construction du concept d' « Amérique latine ». La France, les États-Unis et la latinisation du continent américain
- n°16 : Le Caire, l'Égypte, le Moyen-Orient : Français, Anglais et les autres (1940-1945)
- n°17 : Les projets de la Russie et de la Chine en Asie centrale : coopération – compétition

Le **Centre Thucydide – Analyse et recherche en relations internationales** a été créé en 1999, dans le cadre de l'Université Panthéon-Assas (Paris 2). Le Centre est généraliste et se consacre aux relations internationales dans leurs diverses dimensions, ce qui se traduit par la publication, depuis 2000, de l'Annuaire Français de Relations Internationales, publié chaque année aux éditions Bruylant. Il organise, seul ou en partenariat, des colloques et conférences en France ou à l'étranger et conduit des projets de recherche académique ou appliqués qui donnent lieu à publication ou à diffusion restreinte.

Il comporte une équipe d'une vingtaine de chercheurs, doctorants ou docteurs. Il est équipe d'accueil pour le Master Relations internationales de l'Université et pour les doctorants de l'Ecole doctorale Droit international, Droit européen, Relations internationales et Droit comparé. Créé par le professeur Serge Sur et dirigé par lui jusqu'en 2014, il est désormais sous la direction du professeur Julian Fernandez.

Il doit son nom à l'historien grec Thucydide (v. 460 av. JC / v. 400 av. JC), auteur de La Guerre du Péloponnèse (431 av. JC / 404 av. JC), considéré comme l'un des fondateurs de l'histoire mais aussi de l'étude rationnelle des relations internationales. Il est l'un des maîtres de la géopolitique comme de l'analyse des conflits et de la compétition pour la puissance entre entités politiques. Thucydide traite également des institutions publiques et met en débat les questions de la guerre et de la paix, des alliances, de la décision politique, en illustrant ce qui relève de l'action humaine, calculs, stratégies, valeurs, et les facteurs objectifs qui la conditionnent et en orientent les résultats. Humaniste et réaliste, sa pensée est pleinement moderne.

Adresse postale

Centre Thucydide - Analyse et recherche en relations internationales
Université Panthéon-Assas (Paris II)
Bureau 219
12, place du Panthéon - 75005 Paris

Site internet : www.afri-ct.org

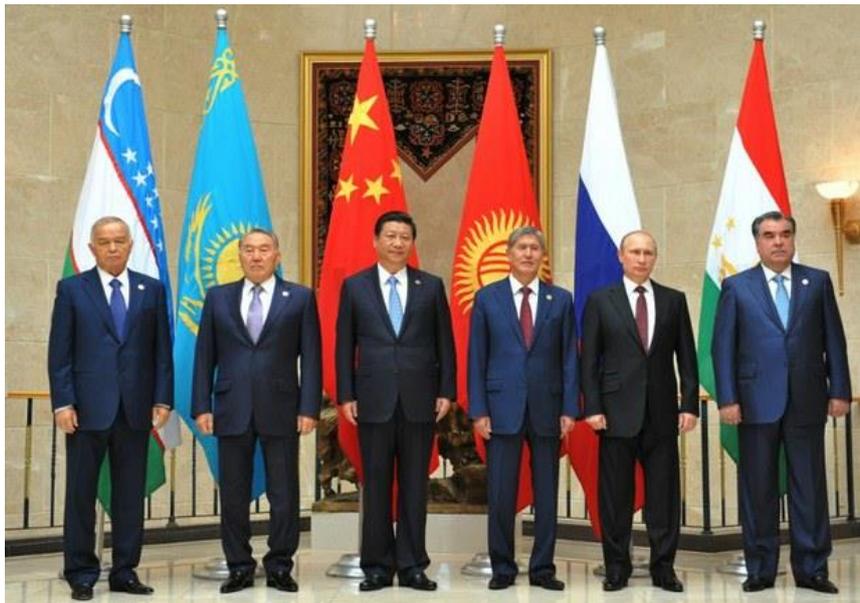


Paris II – Paris IV



Master 2 Mention Histoire
Spécialité Relations internationales
mémoire de recherche

LES PROJETS DE LA RUSSIE ET DE LA CHINE EN ASIE CENTRALE : COOPÉRATION - COMPÉTITION



sous la direction de
M. le Professeur Olivier FORCADE

présenté par
Aleksandra Bolonina
(numéro étudiant : 1604476)

année universitaire 2016-2017

REMERCIEMENTS

La réalisation de ce mémoire a été possible grâce au concours de plusieurs personnes à qui je voudrais témoigner toute ma reconnaissance.

Je voudrais tout d'abord adresser toute ma gratitude à mon directeur de mémoire, Monsieur Olivier Forcade, pour sa patience, sa disponibilité et surtout ses conseils, qui ont contribué à alimenter ma réflexion.

Je désire aussi remercier les professeurs des Universités Paris II et Paris IV, qui m'ont fourni les outils nécessaires à la réussite de mes études universitaires.

Je tiens à remercier les chercheurs Nikita Mendkovich et Evgueniya Kim qui m'ont guidé dans ma recherche et qui m'ont conseillé des ouvrages de référence.

Je voudrais exprimer ma reconnaissance envers mes parents et mes amis qui m'ont apporté leur support moral et intellectuel tout au long de ma démarche. Je remercie mes parents, Léonid et Éléna, pour leur encouragement. Je remercie très spécialement Godefroi Engelberg qui a toujours été là pour moi, pour sa patience et son support inestimable.

À tous ces intervenants, je présente mes remerciements, mon respect et ma gratitude.

SOMMAIRE

CHAPITRE I. Les questions sécuritaires en Asie centrale et l'implication de la Russie

1. Les défis sécuritaires en Asie centrale à l'époque post-soviétique
2. La fin de la présence américaine militaire en Asie centrale
3. La stratégie russe en Asie centrale

CHAPITRE II. L'intégration économique eurasiatique

1. La période transitoire des années 1990
2. Les étapes d'intégration eurasiatique
3. Enjeux énergétiques en Asie centrale

CHAPITRE III. Les réformes linguistiques dans les États d'Asie centrale en tant qu'un indicateur d'une volonté politique

1. La réforme de la langue kazakhe en tant qu'ouverture des débats sur l'alphabet cyrillique
2. La composition et recomposition de l'Asie centrale dans la perspective historique
3. L'évolution de la diversité linguistique en Asie centrale.
4. La langue en tant qu'outil politique

CHAPITRE IV. La nouvelle Route de la Soie : ambition majeure de Xi Jinping

1. L'essentiel du projet OBOR
2. La place de l'Asie centrale dans le projet de la nouvelle Route de la Soie
3. Les défis de la nouvelle Route de la Soie

CHAPITRE V. Le croisement des intérêts sino-russes en Asie centrale

1. La nature des relations sino-russes en Asie centrale
2. L'OSC en tant que plaque tournante entre les intérêts de la Chine et de la Russie en Asie centrale
3. La position des États d'Asie centrale dans le contexte de la compétition sino-russe

INTRODUCTION

Le projet de la restauration de la Route de la Soie lancé par le Président de la République populaire de Chine (RPC) Xi Jinping a provoqué des critiques de toute sorte. Du scepticisme par rapport à la bonne volonté affichée de la Chine jusqu'aux pronostics de domination globale de la Chine. Si pour le moment, il est difficile de prédire les vraies intentions de la Chine et l'éventualité probable du succès de ce projet, nous pouvons déjà voir quels territoires le projet « *One Belt, One Road* » va concerner et quelles implications cela peut avoir. La route terrestre est censée réunir l'Asie-Pacifique et l'Europe *via* l'Asie centrale par le biais d'investissement dans les infrastructures et dans le développement général des cinq États.¹ Pourtant, la présence chinoise en Asie centrale, vu son potentiel, peut constituer une menace pour les intérêts de la Russie dans la région. Il faut rappeler que la Russie est déjà engagée dans la réalisation d'un projet Eurasiatique qui inclut, entre autres, les États d'Asie centrale. Dans le contexte actuel, la Russie se positionne en tant qu'allié politique de la Chine et accueille favorablement l'initiative de la Nouvelle Route de la Soie. Pourtant les relations sino-russes se poursuivront-elles dans cette voie quand la Chine va véritablement s'investir en Asie centrale ?

L'Asie centrale est une région où se croisent de nombreuses cultures, ethnicités et religions. Une longue histoire de conquêtes a laissé sa marque sur son développement. Cela se traduit par la diversité religieuse, linguistique, par le mode de vie et les mentalités. On le voit également dans les objets de culture, dans l'architecture des cinq États d'Asie centrale. Une telle diversité s'explique aussi par la position géographique de la région. Placée entre les géants que sont la Chine et la Russie, l'Asie centrale se trouve au Nord de l'Iran, un pays d'héritage perse, et du monde turcophone – le Caucase du Sud et la Turquie, faisant elle-même partie de ces deux derniers ensembles. Elle réunit l'Asie et l'Europe, faisant office de pont entre les deux mondes. D'ailleurs, l'Asie centrale est une région enclavée qui n'a jamais subi l'influence des grandes découvertes maritimes du XVI^e siècle. Ce facteur a une incidence majeure sur la mentalité des peuples de la région, principalement les peuples de la steppe. Il s'en suit qu'il est assez difficile de définir à quelle aire culturelle l'Asie centrale appartient.

D'un côté, cela est un avantage, vu que le caractère multilatéral de la région lui offre un choix en matière de développement et d'orientation politique. De l'autre, vu que le

¹ Les cinq États d'Asie centrale considérés dans le cadre de ce mémoire sont le Kazakhstan, le Kirghizistan, l'Ouzbékistan, le Tadjikistan, et le Turkménistan.

potentiel d'influence politique des cinq États d'Asie centrale est assez faible, des acteurs extérieurs cherchent à s'imposer dans la région. Les États qui poursuivent leurs intérêts en Asie centrale recourent au *soft power* et évoquent tantôt l'unité du monde « turcophone » (la Turquie), l'ancienne Route de la soie (la Chine), le Turkestan oriental (les mouvements des ouïghours en Chine), ou bien le *Heartland* eurasiatique (la Russie).

De telles manipulations de l'héritage historique et culturel de la région proviennent du fait que les cinq États d'Asie centrale sont indépendants depuis relativement peu de temps et que par conséquent, ils sont toujours en cours d'élaboration de leur propre politique étrangère. Tout au long du XX^e siècle, ils ont été incorporés à l'URSS et avant cela à l'Empire russe. Pour cette raison, la question de leur orientation politique ne se posait pas. Le monde était clairement divisé en blocs capitaliste et socialiste. Or, à l'occasion de la chute de l'URSS, de nouveaux partages territoriaux ont eu lieu dans l'espace post-soviétique. Dans les années 2000, ce repartage a pris une forme extrême, notamment sur le territoire de la Géorgie (Abkhazie, Ossétie du Sud) et en Ukraine (Donbass, Crimée), ou encore en Moldavie (Transnistrie), engendrant des conflits armés. Ainsi, l'Asie centrale devenue indépendante a attiré l'attention de nombreux acteurs des relations internationales.

Malgré leurs nombreuses tentatives, les États centrasiatiques hésitent à se lier de manière trop forte à un Etat particulier et privilégient plutôt la coopération multilatérale sur différents axes. La Turquie a ainsi cherché à tirer profit de la chute de l'URSS pour essayer de consolider ses positions dans la région et de remplir le vacuum idéologique présent temporairement en Asie centrale. Ce vacuum est dû au fait que la Russie, qui avait longtemps exercé son contrôle presque absolu sur les cinq États centrasiatiques, a été plongée dans une crise politique et économique majeure dans les années 1990, et pour cette raison elle se trouvait dans l'incapacité de s'occuper des problèmes de la région d'Asie centrale, son attention étant toute tournée vers l'Occident. Parallèlement, l'ex-Président turc Turgut Özal engage l'Asie centrale dans une campagne d'unification du monde turcophone. Initialement, dans l'espace ex-soviétique, des idées panturquistes provenaient des peuples tatars, et à partir de 1908 elles se sont répandues jusqu'en Asie centrale. Le terme « panturquisme » définit l'idée de l'unité politique, culturelle et ethnique des différents peuples turcs qui partagent des racines historiques, culturelles et linguistiques communes.¹ La Turquie a cherché à promouvoir son modèle de *state-building*, c'est-à-dire le modèle d'un pays laïc, démocratique, avec une économie libérale. Ce modèle se présentait également avantageux pour les pays

¹ DAGIEV Dagikhudo, *Regime transition in Central Asia*, Routledge, 2014, p. 16 (240)

d'Occident qui pourraient potentiellement étendre la coopération économique plus profondément en Asie.

D'ailleurs, les problèmes sécuritaires communes ont permis à l'Asie centrale de se rapprocher d'autres acteurs politiques. À partir de 2001, la question du terrorisme devient centrale dans la vie politique internationale. Les événements tragiques du 11 septembre 2001 ont mobilisé les États-Unis contre un ennemi omniprésent. La proximité de l'Afghanistan limitrophe au Tadjikistan, au Turkménistan et à l'Ouzbékistan met la région centrasiatique au contact direct de la zone de risque. Ainsi, une telle conjoncture sécuritaire résulte en le déploiement des forces de l'Alliance atlantique (OTAN) au Kirghizistan et au Tadjikistan. Les États-Unis s'engagent aussi à fournir une aide financière pour lutter contre le terrorisme et contre le trafic de drogue.¹ Pourtant, une fois que les forces occidentales se furent retirées d'Afghanistan en 2014 et que le gouvernement démocratique y fut implanté, toutes les bases militaires américaines ont été retirées d'Asie centrale. Néanmoins, les questions sécuritaires demeurent toujours actuelles.

Au début des années 2000, la Russie se tourne de nouveau vers l'Asie centrale. Après avoir échoué dans ses tentatives de rétablir des relations de confiance avec les pays occidentaux, elle s'oriente progressivement vers le projet eurasiatique. L'eurasisme en tant que courant idéologique est apparu dans les années 1920, mais c'est seulement dans les années 1990 qu'il a été mis en œuvre au niveau politique par les élites politique russes. Après la chute de l'URSS, la Russie devait trouver sa place dans un nouveau monde politique et délimiter son « espace critique »² sur la carte. À cet effet, la théorie du *Heartland* de Halford MacKinder a été évoquée. Le géographe anglais, inspiré par les vastes espaces de l'Eurasie, croyait que le système développé des communications et de transport permettrait à la région de contester la primauté des puissances de l'Île Mondiale.³

C'est ainsi que l'Asie centrale ou l'« étranger proche », tel qu'il a été nommé dans le discours politique russe, est devenue un domaine important des intérêts stratégiques de la Russie et le grand projet de la construction de l'espace eurasiatique a été déclenché. Le retour de la Russie dans la région après la chute de l'URSS impliquait la création d'une base institutionnelle qui s'est traduite par les organisations comme l'Organisation du traité de

¹ Russia re-evaluates security ties in Central Asia, Russia re-evaluates security ties in Central Asia, Nazarbayev university political science review, le 3 mars 2016 [En ligne]

<https://nupsreview.wordpress.com/2017/01/11/russias-military-bases-in-central-asia/>

² SENGUPTA Anita, Heartlands of Eurasia. The geopolitics of political space, Lexington Books, 2009, p. 25

³ MACKINDER H. J., The Geographical Pivot of History. The Geographical Journal, Vol. 23, No. 4, Apr. 1904, pp. 421-437

sécurité collective (OTSC), visant à la coopération dans le domaine sécuritaire, ou l'Union économique (UEE), destinée à la création d'un marché commun¹. Progressivement, la coopération sur plusieurs axes avec les pays d'Asie centrale a été restaurée.

La coopération militaire est le domaine le plus développé de coopération entre la Russie et l'Asie centrale. Le voisinage avec l'Afghanistan et la Région autonome ouïghoure du Xinjiang en Chine implique de nombreuses menaces, liées tout d'abord à la prolifération des mouvances religieuses islamistes radicales. Ainsi, le Kazakhstan, le Kirghizistan et le Tadjikistan abritent actuellement des bases militaires russes selon des contrats de location à longue durée. Faute des capacités économiques et techniques nécessaires pour la création de leur propre potentiel militaire, les pays centrasiatiques recourent à l'aide de leur grand voisin septentrional et s'intègrent ainsi dans le complexe local de sécurité sous les auspices de la Russie.

Les organisations qui réunissent la Russie et les pays d'Asie centrale ont également pour objectif de maintenir les liens politiques au plus haut niveau formés à l'époque soviétique. Les dirigeants des pays de l'« étranger proche » sont dans leur majorité des représentants de l'élite politique soviétique désignés à l'époque avec l'aval de Moscou. La Russie s'efforce de soutenir ces liens, comme l'atteste la visite de Vladimir Poutine au Kazakhstan, Tadjikistan et Kirghizistan en février 2017, qui visait à renforcer leur « allégeance géopolitique »² avec la Russie. De plus, le modèle et la culture politiques des pays centrasiatiques ressemblent beaucoup à celles de la Russie, qui se traduisent en particulier par l'importance des pouvoirs concentrés dans les mains du Président. Ces deux facteurs assurent la compréhension entre la Russie et l'Asie centrale et facilitent leur coopération multilatérale.

L'héritage soviétique se traduit également par des liens économiques forts, notamment dans le domaine de la coopération énergétique. Des compagnies pétrolières russes, comme par exemple Gazprom et Lukoil, sont fortement implantées dans la région. De plus, des flux importants de main-d'œuvre se dirigent vers la Russie depuis l'Asie centrale chaque année. D'après le Ministère des affaires intérieures russe, à la fin de 2016, 3 354 389 citoyens

¹ SAUZE Caroline, *Quelles stratégies russes et chinoises en Asie centrale?*, Institut de Relations Internationales et Stratégiques, 3 mai 2016

² DOUBNOV Arkadiy, *Пограничное беспокойство. Что показал тур Путина по Центральной Азии*, *Centre Carnegie de Moscou*, le 1 mars 2017 [En ligne] carnegie.ru/commentary/?fa=68144 (date de consultation : le 13 mai 2017)

ouzbékistanais résidaient sur le territoire de la Fédération de Russie¹. Cela peut constituer un atout pour la Russie lors des négociations avec des pays centrasiatiques. Des concessions dans la législation migratoire concernant les travailleurs immigrés peuvent être utilisées afin d'atteindre un accord. Par exemple, lors de la visite officielle mentionnée ci-dessus au Kirghizistan, le Président russe a souligné le rôle important de la Russie dans l'économie du pays et a remarqué que « grâce à l'entrée du Kirghizistan à l'UEE, les virements de ses travailleurs migrants depuis la Russie ont augmenté de 18,5% au cours des derniers neuf mois et ont atteint le montant de 1,3 milliard USD, c'est-à-dire un tiers de son PIB »².

Cependant le projet eurasiatique russe fait face à de nombreuses difficultés dans la région. Après avoir obtenu l'indépendance en 1991, les États centrasiatiques sont désormais intéressés à créer une union fondée sur la coopération d'égal à égal et non pas sur l'interdépendance. Dans ce contexte, la position de domination de la Russie en raison de son potentiel économique et militaire peut être un obstacle pour le projet eurasiatique. De plus, à l'heure actuelle le maintien de l'interdépendance structurelle des différentes filières économiques de la Russie et des pays centrasiatiques est conditionné surtout par l'isolation économique et géographique de l'Asie centrale et par le monopole de la Russie sur le transit des hydrocarbures³. Afin de diminuer le rôle monopolisant de la Russie, les États d'Asie centrale s'ouvrent parallèlement à d'autres acteurs ayant des intérêts dans la région, qui sont en mesure de contester les positions de la Russie.

Dans ce contexte, il s'agit surtout du voisin oriental de l'Asie centrale, la Chine. Dans les années 2000, la coopération politique et sécuritaire, associée à l'essor des relations économiques bilatérales avec les cinq républiques d'Asie centrale ont permis à Pékin de renforcer son influence dans la région⁴. Les ambitions de la Chine ont été encadrées officiellement en 2013 par le projet de restauration de la Route de la Soie, *One Belt, One Road (yidaiyilu)*, lancé par le Président de la RPC Xi Jinping. De manière générale, *One Belt, one Road* se traduit par des ambitions à long terme concernant le développement de la coopération économique, de l'interconnexion et du progrès infrastructurel de la région eurasiatique sous l'égide de la Chine. Bien qu'un certain nombre de programmes qui

¹ Données statistiques sur la situation migratoire dans la Fédération de Russie pour 12 mois de l'année 2016, Ministère de l'intérieur de la Russie

² DOUBNOV Arkadiy, Пограничное беспокойство. Что показал тур Путина по Центральной Азии, *Centre Carnegie de Moscou*, le 1 mars 2017 [En ligne] carnegie.ru/commentary/?fa=68144 (date de consultation : le 13 mai 2017)

³ BORODIN E.A., Интеграционные процессы Центральной Азии, *Мир и политика*, n.7, 2012

⁴ KELLNER Thierry, La tranquille montée en puissance de la Chine en Asie centrale, dans *Quinze ans d'indépendance, les nouveaux enjeux en Asie centrale*, sous la direction de Sébastien Peyrouse, La revue internationale et stratégique, numéro 64, hiver 2006-2007, p. 154

désignent ses objectifs et champs d'application aient déjà été publiés, le cadre du projet n'a toujours pas été strictement défini. Ce projet est vital pour la Chine pour de nombreuses raisons. Premièrement, Il faut faire remarquer le fait que la Chine est le plus grand consommateur de ressources pétrolières au monde. Vu que presque la moitié de ses importations du pétrole provient du Moyen Orient¹, elle est naturellement intéressée à les diversifier, ce qui pousse la Chine à se tourner vers ces voisins de l'Ouest et notamment vers leurs gisements d'hydrocarbures.

Les dirigeants du projet chinois soulignent que cette initiative n'implique pas de compétition avec d'autres acteurs présents dans la région ou toute sorte de limitation de leurs activités. Comme l'a remarqué le Président Xi Jinping lors de son discours d'ouverture du Forum *One Belt, One Road*, la Chine « n'a pas l'intention d'imposer sa volonté aux autres. [...] Nous espérons créer une grande famille de coexistence harmonieuse. [...] Nous devons créer un nouveau type de relations internationales basé sur une coopération « gagnant-gagnant » ; et nous devons consolider des partenariats de dialogue sans confrontation et plutôt de l'amitié que d'une alliance ». ² Or, est-il possible de concevoir un projet s'appuyant principalement sur les ressources financières chinoises et visant à investir dans le développement de pays économiquement plus faibles, et que ce projet ne se donne pas d'objectifs politiques ? Il faut noter que *One belt, one road* est le premier projet chinois à une telle échelle depuis la fondation de la RPC. Il coïncide bien avec un ralentissement de sa croissance économique, obtenue par le succès de la politique de réforme et d'ouverture (depuis 1978) de Deng Xiaoping. De plus, au début du XXI^e siècle on trouve également l'initiative du Partenariat Trans-Pacifique (TPP), traité de libre-échange à l'initiative des Etats-Unis excluant la participation de la Chine et visant la création d'un contrepoids économique à la RPC. Dans ce contexte, on peut supposer que *One belt, one road* est à la fois une riposte au TTP et une réaction au ralentissement économique chinois. Afin de favoriser la poursuite de son développement, la Chine entreprend un « tournant vers l'Ouest » pour trouver de nouveaux marchés pour des biens produits en Chine et des débouchés pour les investisseurs chinois.

Ainsi, malgré ses objectifs économiques, *One belt, one road* comprend de manière inévitable (ou délibérée) une dimension politique. Certains experts en parlent déjà comme d'un nouveau « plan Marshall » ³. On ne peut donc pas ignorer la possibilité d'une confrontation entre les intérêts de la Chine avec ceux d'autres Etats dans les régions ciblées, y

¹ Breakdown of China's crude oil imports in 2014, by source country, Statista

² Full text of President Xi's speech at opening of Belt and Road forum, Xinhua, le 14 mai 2017 [En ligne] news.xinhuanet.com/english/2017-05/14/c_136282982.htm

³ TIEZZI Shannon, The New Silk Road: China's Marshall Plan?, The Diplomat, November 06, 2014

compris avec les intérêts de la Russie. Au fur et à mesure, l' « étranger proche » de la Russie risque de se transformer en « étranger proche » de la Chine, vu que le potentiel économique de cette-dernière est beaucoup plus attractif pour les pays centrasiatiques que celui de la Russie.

Le croisement des intérêts de la Russie et de la Chine en Asie centrale, encadré par le croisement des projets eurasiatique et *One belt, one road*, semble imminent. Aujourd'hui, il n'y a pas de confrontation sérieuse entre la Russie et la Chine ce qui peut être expliqué entre autres par le contexte actuel. Actuellement, la Russie mène une politique relativement isolée par rapport aux États-Unis et à l'Union européenne, à cause du conflit avec l'Ukraine et des sanctions qui en résultent. Dans cette situation, la Russie a mis en œuvre le pivot asiatique, afin de nouer de nouveaux liens économiques et de trouver de nouveaux alliés politiques. De plus, les avancées de la Chine en Asie centrale n'ont pas encore atteint le niveau qui pourrait porter une atteinte grave aux intérêts russes. Le directeur de l'Institut des études internationales de l'Université de Pékin Tsinghua, Yan Xuetong, indique que le projet de la Chine concernant la construction de l'infrastructure dans le cadre de la Nouvelle route de la soie est « au-delà de ses possibilités »¹.

Au vu d'une compétition très probable entre la Chine et la Russie depuis la fin des années 1990 après la délimitation officielle de leurs frontières, de nombreuses tentatives d'encadrer les relations des deux pays ont été entreprises. Le « Partenariat stratégique » (1996) et le Traité d'amitié (2001) ont évolué au fur et à mesure en création d'une plateforme institutionnalisée de l'Organisation de coopération de Shanghai (OCS) qui sert aujourd'hui de terrain de coordination des activités de la Russie et de la Chine. Les deux États ont mis l'accent sur le rôle régional de l'OCS.

Dans le cadre de l'OCS, une certaine notion de « norme » des relations sino-russes a été élaborée : des relations égales pragmatiques désidéologisées ayant pour but de poursuivre leurs intérêts dans le cadre desquelles chaque État garde des attentes réalistes concernant le comportement de l'autre. D'ailleurs, après que selon les propos du secrétaire chinois de l'OCS en 2004, la sécurité et l'économie soient devenues « les deux roues » de l'organisation², il

¹ YAN Xuetong, KOROSTIKOV Mikhail, Ne ponimau, potchemou Rossiya ne nastai vaet na formirovanii aliynsa s Kitaem (*Je ne comprends pas pourquoi la Russie n'insiste pas sur l'alliance avec la Chine*), Rossiya v globalnoi politike, le 17 mars 2017

² KELLNER Thierry, La tranquille montée en puissance de la Chine en Asie centrale, dans *Quinze ans d'indépendance, les nouveaux enjeux en Asie centrale*, sous la direction de Sébastien Peyrouse, La revue internationale et stratégique, numéro 64, hiver 2006-2007, p. 152

existe un accord tacite entre la Russie et la RPC sur la domination militaire russe et sur la non-opposition à l'extension de l'influence économique chinoise¹.

Cette logique explique l'ambition de la Russie et de la Chine de conjuguer le projet eurasiatique russe avec *One belt, one road*. Le 25 juin 2016 la Commission eurasiatique économique et le Ministère du commerce de la RPC ont lancé l'un des premiers mécanismes de coordination. En octobre 2016, Vladimir Poutine et Xi Jinping ont réaffirmé leur intention mutuelle de coopération. D'après le ministre russe de l'Industrie et du Commerce Denis Mantourov, « la Russie continue les négociations sur la jonction de l'UEEA avec le projet de la Ceinture économique « Route de la soie » réalisée par la Chine »².

Pourtant, la coopération sino-russe implique également quelques difficultés. *One belt, one road*, aussi bien que le projet eurasiatique de la Russie ne peuvent faire abstraction des problèmes sécuritaires en Asie centrale. Afin de mener ces deux projets à bien, il est nécessaire d'assurer la stabilité politique et le maintien du climat de paix dans la région. Si la priorité donnée domaine sécuritaire et politique l'est surtout du côté russe, la RPC est également étroitement liée aux pays centrasiatiques par des enjeux communs de sécurité. Tout d'abord, à propos de la prolifération des mouvances religieuses radicales et du mouvement séparatiste ouïghour. Depuis leur indépendance, les Républiques d'Asie centrale les ont vus se développer dans le cadre de la perspective potentielle de création d'un État ouïghour, ou du Turkestan chinois, ce qui va à l'encontre directe des intérêts de la Chine.

Afin de contenir des mouvements radicaux et de prévenir d'éventuelles attaques terroristes, le Mécanisme quadrilatéral de coordination et de coopération, incluant l'Afghanistan, le Pakistan, le Tadjikistan et la Chine a été mis en place. Dans le cadre de cette structure, les pays parties envisagent de fonder un système régional de sécurité, sans participation de la Russie. Il n'est pas donc étonnant que cela a provoqué une certaine incompréhension, voire un mécontentement de cette dernière. Comme l'a remarqué dans son entretien pour « Izvestiya » Andreï Serenko, expert du Centre d'études de l'Afghanistan contemporain, il s'agit de la « création d'une sorte d'OTAN centrasiatique sous la parapluie de la Chine »³. Certes, ce format quadrilatéral est beaucoup moins puissant que l'OTAN et

¹ EDER Thomas Stephan, *China Russia Relations in Central Asia*, Springer VS, 2014, p. 28

² RF prodolzhaet peregovory po sopryazheniy EvrAzÈS I Ekonomitcheskogo poyasa "Chelkovogo pouti" (La Russie poursuit les négociations sur la jonction de l'UEEA et de la Ceinture économique "Route de la soie"), TASS, le 13 octobre 2016

³ BAIKOVA Tatyana, Kitai tesnit Rossiю v Tsentalnoi Asii, *Izvestya (La Chine déloge la Russie en Asie centrale)*, le 16 mars 2016

mérite des évaluations plus objectives. Cependant, la création d'une telle structure pousse la Russie à réévaluer ses positions dans la région vis-à-vis de la Chine.

De manière générale, l'avenir des relations sino-russes va définir le développement économique et politique des pays centrasiatiques. Premièrement, la compétition entre les deux voisins pourra permettre de favoriser leur croissance économique : l'intérêt de la Chine et de la Russie pour les hydrocarbures va les pousser à découvrir et développer des gisements encore non-exploités et faire venir leurs investisseurs dans la région. Deuxièmement, la Chine et la Russie s'efforceraient de maintenir la stabilité politique de l'Asie centrale et de sauvegarder le *statu quo* des régimes présidentiels. Cependant, il est toutefois nécessaire de maintenir un équilibre, fragile au demeurant, entre les avancées de la Russie et de la Chine en Asie centrale.

Le fait que la coopération entre la Russie et la Chine est contextualisée par le refroidissement des relations de la première avec l'Union Européenne et les États-Unis est un facteur affaiblissant la durabilité d'une telle alliance. Il faut se demander si dans le cas où le contexte change et la Russie rétablit ses contacts avec l'Occident, elle va poursuivre sa politique d'entente avec la RPC.

Ainsi, nous pouvons constater que l'alliance sino-russe que nous observons à l'heure actuelle est un phénomène contradictoire. Nous devons nous interroger sur la pérennité d'une telle union. C'est la question centrale de notre travail de recherche. Afin de répondre à cette question, nous allons examiner plusieurs problématiques. Notre recherche s'appuie sur trois axes de réflexion.

Premièrement, nous allons étudier l'impact de l'héritage soviétique sur les États d'Asie centrale. Il s'agit d'analyser les liens qui réunissent toujours des États centrasiatiques avec la Russie depuis la désintégration de l'URSS. Vu que la Russie est le pays le plus présent militairement en Asie centrale, il nous semble nécessaire de comprendre si les États centrasiatiques sont en mesure de garantir leur propre sécurité, et dans le cas contraire dans quelle mesure sont-ils dépendants de la Russie dans ce domaine. Il est également nécessaire d'examiner les contacts au niveau des élites politiques, les contacts économiques et leur ampleur, et les liens culturels, y compris linguistiques. Dans ces trois chapitres, nous allons voir donc comment le projet eurasiatique se sert de cet héritage soviétique et nous allons évaluer à quel point il est efficace. La base bibliographique de ce chapitre est composée principalement d'ouvrages des auteurs russes, par exemple, d'E.A. Borodine, D. Trenine, I.S. Ivanov et de N.A. Mendkovitch, mais elle ne s'y limite pas. Nous nous sommes servis

également des travaux des chercheurs étrangers, par exemple, de Marlène Laruelle, Sébastien Peyrouse, Serge Sur et d'autres.

Deuxièmement, nous allons analyser le projet *One belt, one road* de la Chine. Il nous est intéressant de voir sur quels axes et par quels moyens il se réalise. Notre objectif est d'étudier la stratégie de la RPC, en particulier dans le secteur énergétique qui est un des atouts principaux de l'Asie centrale. Nous allons également étudier des points faibles de ce projet qui font l'objet de nombreuses critiques, et vérifier s'ils peuvent porter atteinte à son bon déroulement. Lors de la rédaction de ce chapitre, nous allons adopter une approche multilatérale en matière de la bibliographie. Nous avons étudié les rapports de certains centres de recherche, notamment du Stockholm International Peace Research Institute (SIPRI), de l'Institut français des relations internationales (IFRI), du Conseil des Affaires étrangères de la Russie, du Conseil européen des Relations étrangères, de l'Institut de la Banque asiatique de développement et d'autres. Nous allons en particulier souligner les ouvrages et les publications de Thierry Kellner, spécialiste de l'Asie centrale.

Finalement, nous allons voir les zones de croisement des intérêts russes et chinois dans la région. Nous allons chercher à savoir si la coopération sino-russe en Asie centrale est envisageable ou bien si elle risque plutôt de se transformer en compétition. Afin d'atteindre cet objectif, nous devons étudier les contacts sino-russes en matière de sécurité et d'économie et voir s'il existe des mécanismes efficaces aptes à les coordonner. Ce chapitre s'appuie de manière générale sur les travaux de chercheurs chinois, comme Li Chunmei et Li Xioamin (Université de Lanzhou), et russes, des travaux de collaboration et des travaux étrangers sur les relations sino-russes, comme ceux de Marlène Laruelle et Sébastien Peyrouse.

En plus des ouvrages et des articles scientifiques, nous nous sommes servis des rapports et des informations des tables rondes, des conférences, comme ceux du club international Valdai (2016), de la conférence de l'Institut français des relations internationales (2015) et du sommet international *Yidai Yilu* (2017).

Vu que le sujet de notre recherche est actuel et qu'il fait l'objet de développement permanent, il nous a semblé nécessaire d'appuyer notre travail par des témoignages des personnes qui sont d'une façon ou d'une autre liées aux projets de l'Eurasie et de la Nouvelle Route de la Soie.

La base documentaire de la présente recherche est composée de plusieurs catégories de sources. Premièrement, il s'agit de sites Internet officiels, des communiqués de presse des

organes des États et des institutions internationales, comme la Commission nationale du développement et des réformes de la RPC, le ministère des Affaires étrangères russe. Deuxièmement, la base documentaire est présentée par des sources en accès libre des organisations ou entreprises privées comme Gazprom et la China National Petroleum Corporation. Enfin, nous avons étudié les discours officiels des représentants des États prononcés lors de sommets et de conférences.

Cette recherche a donc pour but d'analyser le développement des relations sino-chinoises au fur et à mesure que la nouvelle Route de la soie est mise en place. Notre réflexion s'inscrit dans la continuité de quatre théories qui traitent cette question. D'après le chercheur chinois Yu Bin, il en effet existe quatre écoles. L'école limitationniste (Bobo Lo, Garnett, Anderson) prend une approche assez critique et met l'accent sur la longue histoire de confrontation entre la Chine et la Russie, fondée sur la méfiance et l'hostilité. L'école alarmiste (Donaldson, Gill) met en avant l'aspect sécuritaire de la coopération sino-russe et promet une alliance sécuritaire entre la Russie et la Chine en tant que contrepoids de la puissance américaine. L'école identitaire fait un parallèle entre les structures politiques et économiques des deux États et considère que ces similarités peuvent constituer une base pour leur alliance. Finalement, l'école de la normalité (Yu Bin, Bellacqua) souligne le caractère pragmatique des relations sino-russes fondées sur les intérêts communs des deux États. Contrairement à l'école alarmiste, elle récuse la probabilité de l'alliance sécuritaire sino-russe contre les États-Unis¹. Nous allons articuler notre recherche autour des idées de ces quatre écoles et analyser la viabilité de leurs hypothèses.

¹ EDER Thomas Stephan, *China Russia Relations in Central Asia*, Springer VS, 2014, p. 57-58

CHAPITRE I :

LES QUESTIONS SÉCURITAIRES EN ASIE CENTRALE

ET L'IMPLICATION DE LA RUSSIE

La longue histoire de la domination russe en Asie centrale, d'abord sous l'Empire tsariste, puis sous l'Union soviétique, a laissé un important héritage aux États d'Asie centrale dont nous pouvons toujours observer les traces. Juste après la désintégration de l'URSS, l'Asie centrale s'est retrouvée pour un temps à la périphérie de la politique extérieure de la Russie¹ pour plusieurs raisons. Tout d'abord, la Russie a été touchée par plusieurs années de crise politique et économique. Dans le contexte où le but principal consistait en remettre l'État sur les rails, il n'était pas envisageable de s'occuper davantage des problèmes des ex-républiques de l'URSS. De plus, la politique étrangère de la Russie a été orientée en direction des pays Occidentaux et elle a été nourrie par les ambitions de l'intégration européenne multilatérale. Or, au début des années 2000, l'échec du volet occidental de politique étrangère russe est devenu évident. C'est ainsi qu'à cette époque la Russie a entrepris de se retourner, notamment, vers l'Asie centrale. En ce moment-là, la région centrasiatique était marquée par de nombreux problèmes sécuritaires liés à la montée des mouvances religieuses radicales et du trafic de drogues. Lors des années 1990, les républiques d'Asie centrale ont échoué dans la gestion d'un grand nombre de ces importants problèmes qui menacent aujourd'hui leur intégrité et leur prospérité. La corruption et l'autoritarisme ont bloqué les réformes politiques et économiques pourtant nécessaires.²

1. Les défis sécuritaires en Asie centrale à l'époque post-soviétique

L'un des problèmes sécuritaires majeurs en Asie centrale est étroitement lié à la diffusion des mouvements islamistes radicaux. L'Islam joue traditionnellement un rôle important dans la région. Historiquement, l'Asie centrale a servi de plaque tournante entre les peuples musulmans du Moyen-Orient et de la Russie, notamment des régions du Tatarstan, du

¹ SAUZE Caroline, « Quelles stratégies russes et chinoises en Asie centrale ? », *IRIS*, le 3 mai 2016, [En ligne] iris-france.org/77158-queelles-strategies-russes-et-chinoises-en-asie-centrale/ (date de consultation : le 5 mars 2017)

² KONECNY Peter, « Asie Centrale : une histoire hypothéquée par les conflits » dans *Asie Centrale et Caucase. Une sécurité mondialisée*, sous la direction de JUNEAU Thomas, HERVOUET Gérard, LASSERRE Frédéric, Les presses de l'Université Laval, 2004, p. 21

Caucase, de la Sibérie et de la Volga. Durant des siècles l'islam définissait des relations socio-politiques, garantissait la légitimité des régimes en Asie centrale et assurait une certaine stabilité. Ainsi, son rôle ne se limitait pas à la formation de l'identité culturelle, mais il s'est étendu jusqu'à la formation des identités nationales et politiques. Après que les Bolcheviks avaient pris le pouvoir au début du XX^e siècle, ceux-ci ont lancé des campagnes contre la religion résultant en la destruction de nombreuses mosquées et en persécutions massives. Cela a duré jusqu'à la Deuxième Guerre mondiale, quand l'attitude vers la religion en URSS a de nouveau changé. Afin de disposer de recrues en nombre pour l'Armée rouge et engager les populations d'Asie centrale dans la guerre, les autorités soviétiques se sont servies du facteur religieux¹. Dès lors, l'islam connaît un regain dans les États d'Asie centrale. En 1943, l'Administration spirituelle des musulmans d'Asie centrale et du Kazakhstan (SADUM) a été créée². Bien qu'elle ait été soumise au contrôle permanent de Moscou, elle a largement contribué au développement de l'islam en Asie centrale. Dans les années 1950-1960, des organisations religieuses clandestines sont apparues et leur mission s'est élargi de manière significative par comparaison à celle du SADUM. Les dernières années de l'existence de l'Union soviétique ont été marquées principalement par les vagues nationalistes, alors que l'islam à son tour est resté à l'ombre.

A la suite de la chute de l'URSS, l'islam est de nouveau au centre des priorités sécuritaires en Asie centrale. Initialement, le retour de l'islam s'est traduit par des idées de réunification des nations d'Asie centrale sur la base de l'islam en tant que religion officielle. Pourtant, les régimes locaux ont hérité de l'URSS un système laïc fort, et les élites au pouvoir, elles-mêmes des héritières du temps soviétique, avaient l'intention de maintenir ce système. Quelques années après la déclaration de l'indépendance, l'islam ne présentait plus une alternative idéologique au nationalisme. L'islam était plutôt considéré comme une « forme de spécificité locale », peu enracinée dans le dogme islamique³. Pour cette raison, les régimes locaux ont commencé à percevoir l'islam en tant que menace qui était en mesure de déstabiliser la région.⁴ C'est surtout le cas de l'Ouzbékistan et du Tadjikistan, où l'influence de l'islam est particulièrement importante. Les dirigeants ont adopté des mesures extrêmement répressives pour éliminer toute forme d'extrémisme. Par conséquent, des

¹ SAIDOV Chukhrat, « Исламский фактор в политических процессах Центральной Азии », *Вестник ТГУИИП*, 2013, №1 (53), p. 197

² BOBOKHONOV Rakhimbek, *История ислама в Центральной Азии (средневековое, новое и новейшее время)*, vol.2, 2016, 420 p.

³ KHALID Adeeb, « L'islam et l'État post-soviétique en Asie centrale », dans *Quinze ans d'indépendance, les nouveaux enjeux en Asie centrale*, sous la direction de SÉBASTIEN PEYROUSE, La revue internationale et stratégique, numéro 64, hiver 2006/2007, p. 103

⁴ DAGIEV Dagikhudo, *Regime transition in Central Asia*", Routledge, 2014, p. 57

groupes islamistes en opposition aux régimes post-soviétiques se sont composés, comme par exemple le Parti de la Renaissance Islamique (PRI) au Tadjikistan et le Mouvement islamique d'Ouzbékistan (MIO). Au fur et à mesure, ces groupes ont été soutenus par le régime des Talibans en Afghanistan et par Al-Qaïda, ce qui a d'autant renforcé la démarche des autorités centrasiatiques. Ainsi, par exemple, le 13 mai 2005 une tentative de coup d'État islamiste, telle qu'elle a été présentée par les dirigeants, a eu lieu dans la troisième grande ville ouzbékistanaise, Andijan. Elle a abouti à la mort de plusieurs centaines de personnes sur la place centrale de la ville. L'événement a été interprété de manière différente par les médias étrangers et par les autorités locales. Les médias ont été convaincus qu'une répression massive avait eu lieu contre la population civile, et qu'une telle réaction du gouvernement s'inscrivait bien dans le cadre d'une évolution de plus en plus dictatoriale du régime ouzbékistanais¹. De la même façon, le MIO a été perçu comme un « produit de la «répression féroce et excessive» menée en Ouzbékistan ».²

Si avant 2001, la lutte contre le terrorisme se traduit par des arrestations massives d'opposants et par d'autres mesures contradictoires et a été perçu négativement par le monde occidental, cette vision change après les attentats du 11 septembre aux États-Unis. Désormais, la communauté internationale est appelée à « redoubler d'efforts pour prévenir et éliminer les actes terroristes, y compris par une coopération accrue » et à « travailler ensemble de toute urgence pour traduire en justice les auteurs, organisateurs et commanditaires de ces attaques terroristes ».³ Les mouvements de l'orientation islamiste partout dans le monde ont attiré l'attention, y compris ceux d'Asie centrale où la menace terroriste est largement présente. La conséquence directe des attentats du 11 septembre a été traduite par l'installation des bases américaines au Kirghizistan et en Ouzbékistan⁴. D'ailleurs, la politique d'Islom Karimov a été

¹ PEYROUSE Sébastien, « Le tournant ouzbek de 2005. Éléments d'interprétation de l'insurrection d'Andijan » dans *Quinze ans d'indépendance, les nouveaux enjeux en Asie centrale*, sous la direction de Sébastien PEYROUSE, La revue internationale et stratégique, numéro 64, hiver 2006/2007, p. 80

² SHIHAB Sophie, « Toutes les conditions « classiques » menant à l'émergence de mouvements extrémistes sont réunies en Ouzbékistan », *Le Monde*, le 9 septembre 2000 [En ligne] lemonde.fr/archives/article/2000/09/09/toutes-les-conditions-classiques-menant-a-l-emergence-de-mouvements-extremistes-sont-reunies-en-ouzbekistan_3709490_1819218.html?xtmc=islam_karimov&xtcr=82 (date de consultation : le 10 mars 2017)

³ S/RES/1368 Résolution 1368 du Conseil de sécurité des Nations Unies, 2001

⁴ POUJOL Catherine, « L'Islam en Asie centrale : une visibilité accrue après un long confinement » dans *Questions internationales, L'Asie centrale. Grand Jeu ou périphérie*, La documentation française, numéro 2, novembre-décembre 2016, p. 69

désormais considérée dans une certaine mesure justifiée, puisque son but ultime était la sécurité et l'ordre de l'État¹.

Un trait caractéristique des régimes des États centrasiatiques consiste également en la fusion de la menace terroriste avec celle posée par le trafic de drogue. À la suite de la chute de l'URSS, l'ouverture des frontières a permis de diversifier des routes de la drogue. Comme le constate Sophie Hohmann, chercheuse de l'Institut national d'études démographiques à Paris, « à la période soviétique, les opiacés, substances contenant de l'opium, et l'héroïne transitaient presque uniquement par les routes méridionales depuis le Triangle d'Or (Birmanie, Laos, Thaïlande) et le Croissant d'Or (Afghanistan, Pakistan et Iran). Depuis 1991, le trafic s'est rapidement réorienté vers l'Asie centrale en direction de la Russie et de l'Europe »². Le plus grand fournisseur des opiacés dans la région est l'Afghanistan. Bien que le régime des Talibans ait été défait, la stabilité de l'État est toujours mise en cause, aussi bien que ses capacités d'assurer la sécurité de ses frontières. D'après le rapport du groupe de travail russo-américain sur le trafic de drogue afghane *East-West*, le long de la frontière afghano-tadjikistanaise qui s'étend sur 1206 km (la frontière la plus étendue de l'Afghanistan) il n'y a qu'un seul garde-frontière pour 50 km².³ La surveillance est d'autant plus compliquée, vu qu'il s'agit des reliefs montagneux et difficiles d'accès. Il s'ensuit que les trafiquants franchissent facilement la frontière tadjikistanaise et s'ouvrent ainsi l'accès à la Russie à travers l'Asie centrale. Le trafic de drogue provenant de l'Afghanistan passe par le Tadjikistan afin d'arriver au Kirghizistan et ensuite au Kazakhstan et finalement en Russie. Ainsi, le Tadjikistan constitue une plaque tournante du trafic de drogue en Asie centrale les prix y sont les plus bas. L'échelle du commerce des opiacés en Asie centrale s'est agrandie à tel point que ce ne sont pas forcément des trafiquants et revendeurs individuels qui fonctionnent de manière clandestine, mais des groupes criminels organisés dont les réseaux s'étendent à travers toute la région.

Ce sont ces groupes qui posent le problème le plus important. Comme le remarque Sébastien Peyrouse, il existe une « unification artificielle » des dealers des drogues et des

¹ KONECNY Peter, « Asie Centrale : une histoire hypothéquée par les conflits » dans *Asie Centrale et Caucase. Une sécurité mondialisée*, sous la direction de Thomas JUNEAU, Gérard HERVOUET, Frédéric LASSERRE, Les presses de l'Université Laval, 2004, p. 22

² HOHMANN Sophie, « Le narcotrafic en Asie centrale : enjeux géopolitiques et répercussions sociales » dans *Quinze ans d'indépendance, les nouveaux enjeux en Asie centrale*, sous la direction de Sébastien Peyrouse, La revue internationale et stratégique, numéro 64, hiver 2006/2007, p. 111

³ *Афганский наркотрафик: состояние границ Афганистана*, Совместная российско-американская рабочая группа по афганскому наркотрафику East-West, avril 2015, p. 11 [En ligne] eastwest.ngo/sites/default/files/ideas-files/Afghanistan%27s%20Borders.pdf (date de consultation : le 11 mars 2017)

insurgés islamistes¹. Cette notion provient du fait que le MIO s'est engagé dans le commerce de drogue lors de ses interventions en Ouzbékistan et au Kirghizistan en 1999 et 2000. Par contre, le trafic de drogues n'est pas la seule source de financement de tels groupes. D'ailleurs, il est nécessaire de rappeler qu'une majeure partie du trafic de drogue en Asie centrale est le trafic dit « rouge »². Il s'agit du commerce de drogues avec le soutien des forces de l'ordre. Le trafic « rouge » s'appuie sur un système bien rodé, qui dispose de moyens de transportation et de distribution. Pour cette raison, le trafic « rouge » est potentiellement considéré comme le plus fiable parmi les trafiquants. Parallèlement, les autorités locales créent un paravent de la lutte à la fois contre le terrorisme et contre le trafic de drogue qui leur permet de masquer les répressions des opposants politiques. Dans tous les cas, le trafic de drogue demeure un problème majeur dans la région qui porte atteinte à la sécurité, non seulement de la région d'Asie centrale elle-même, mais également à celle de la Russie, située au débouché de cette route. Le trafic de drogue prend une plus grande ampleur en raison de l'évolution qui a eu lieu en Asie centrale. Passant d'une zone de transit, la région est devenue au fur et à mesure elle-même productrice de drogues. Notamment, l'Asie centrale se démarque par le nombre de plus en plus important de laboratoires clandestins.

2. La fin de la présence américaine militaire en Asie centrale

La Russie, en tant que pays limitrophe de l'Asie centrale est directement concernée par les enjeux sécuritaires de la région. A l'heure actuelle, c'est le pays le plus présent militairement en Asie centrale. Juste après la chute de l'URSS, les relations entre la Russie et les ex-républiques soviétiques ont été encadrées par la Communauté des États indépendants (CEI), créée en 1991. La coopération en matière de sécurité dans le cadre de CEI prévoit la collaboration dans le domaine de garde des frontières³, de la lutte contre le terrorisme⁴, contre le crime organisé, et d'autres menaces potentielles. Malgré les missions déclarées, la CEI ne s'est pas avérée véritablement efficace. Au fur et à mesure, les États centrasiatiques membres de la CEI se sont distanciés de la Russie. C'est notamment le cas du Tadjikistan, de

¹ PEYROUSE Sébastien, « Наркотрафик в Центральной Азии. Плохо продуманная борьба? », Аналитическая записка № 218, *ПОНАРС Евразия*, сентябрь 2012 года

²« Правоохранительные органы способствуют развитию наркотрафика в Центральной Азии », *agence de presse REGNUM*, le 10 février 2015 [En ligne] regnum.ru/news/1893843.html (date de consultation : le 5 mars 2017)

³L'accord sur la collaboration dans le domaine de garde des frontières des États membres de la CEI, le 10 juillet 1996, Le registre unique des actes législatives et réglementaires et d'autres documents de la CEI

⁴ La décision du Conseil des chefs d'États du CEI du 21 juin 2000 sur « La création de Centre contre terrorisme des États membres de la CEI », Le registre unique des actes législatives et réglementaires et d'autres documents de la CEI

l'Ouzbékistan et du Turkménistan qui ont préféré s'orienter vers les pays Occidentaux. L'échec de la CEI peut être expliqué par sa précocité dans le temps. Au moment de sa création, il n'y avait pas de base suffisamment solide pour une telle union. La CEI a joué le rôle d'un organisme transitoire pour les ex-républiques de l'URSS. De plus, elle ne présentait pas une perspective attirante vu qu'elle impliquait une potentielle domination russe sous une nouvelle forme.

Ainsi, au début des années 2000, face au défi terroriste, le Tadjikistan, le Kirghizistan et l'Ouzbékistan ont accueilli favorablement (sous l'aval de la Russie) la présence de bases américaines sur son territoire. Les États-Unis, envisageant de rétablir l'ordre en Afghanistan, avaient besoin de disposer de bases en Asie centrale pour faciliter le transit de leurs troupes et de leur matériel vers l'Afghanistan. Le Kirghizistan a rapidement rejoint la coalition anti-terroriste et a fourni la base aérienne de Manas pour constituer un pont aérien d'appui essentiel pour l'US Air Force pour un loyer d'un montant de 2 million USD¹. L'Ouzbékistan à son tour a accordé aux États-Unis le droit d'utiliser la base de Khanabad, base-arrière des forces aériennes œuvrant en Afghanistan. Dès lors, la présence militaire américaine a sapé les positions militaires russes en Asie centrale.

Or, le contexte des révolutions de couleur a changé le climat en Asie centrale. La « révolution des tulipes » au Kirghizistan et des violentes manifestations à Andijan ont provoqué une condamnation sévère de la part des pays Occidentaux, y compris des États-Unis. Le gouvernement ouzbékistanais réagit nettement en se rapprochant immédiatement de Moscou au point d'obliger les États-Unis à l'évacuation de leur base, que l'US Air Force abandonne en novembre 2005². De la même façon, le Tadjikistan a condamné des « espions et traîtres » agissant pour des ONG soutenues depuis l'étranger, c'est-à-dire, soit des États-Unis, soit d'Europe³.

La même année, les États membres de l'Organisation de coopération de Shanghai (OCS), regroupant le Kazakhstan, le Kirghizistan, le Tadjikistan, l'Ouzbékistan, la Russie et la Chine, signent une déclaration commune demandant aux États-Unis et à leurs alliés en Afghanistan de préciser la date de fermeture de leurs bases en Asie centrale. Parallèlement, des négociations au plus haut niveau entre la Russie et les dirigeants des États d'Asie centrale

¹ NICHOL Jim, *Kyrgyzstan and the Status of the U.S. Manas Airbase: Context and Implications*, Congressional Research Service, 2009, p. 4

² DREYFUS François-Gérard, « La Russie et l'Asie centrale », *Académie de géopolitique de Paris*, le 22 mars 2016 [En ligne] academiedegeopolitiquedeparis.com/la-russie-et-lasie-centrale/ (date de consultation : le 2 avril 2017)

³ « Some countries want to destabilize Tajikistan – Speaker of Parliament », *AKIpress*, le 1 juillet 2014 [En ligne] akipress.com/news:544000/ (date de consultation : le 2 avril 2017)

se poursuivent. Notamment, après qu'en 2007 une nouvelle loi sur les travailleurs migrants a été adoptée en Russie, le représentant du Kirghizistan, pays qui est la source principale de main-d'œuvre étrangère en Russie, est venu à Moscou pour négocier une politique migratoire en échange d'un élargissement majeur de la présence militaire russe au Kirghizistan¹. Malgré des efforts considérables des États-Unis visant à maintenir la coopération militaire avec l'État kirghizstanais, comme par exemple la proposition d'augmentation du loyer à 15 million USD², ceux-ci ont dû finalement quitter le territoire en 2010 après que le nouveau gouvernement a refusé de prolonger le contrat.

3. La stratégie russe en Asie centrale

La fin de la présence américaine en Asie centrale a laissé la Russie le seul État étranger présent militairement dans la région, sauf en Ouzbékistan et au Turkménistan qui refusent d'accueillir sur leur sol des forces militaires étrangères. Il serait erroné de penser que le but ultime de la Russie est la résurrection de l'Union soviétique. Au contraire, il s'agit plutôt du maintien de la région dans un état où les régimes des cinq pays centrasiatiques seront dans de bonnes dispositions par rapport à la Russie et où le danger de l'expansion de l'extrémisme islamiste et la pénétration du trafic de drogue sur le territoire russe seront minimales. Ainsi, la stratégie russe dans le domaine militaire en Asie centrale consiste en la lutte contre le terrorisme, le séparatisme et l'extrémisme³, et en le maintien de la stabilité politique des régimes que la Russie considère lui être favorables.

L'expansion militaire russe a commencé dès les premières années de l'existence des États indépendants d'Asie centrale. Elle a été surtout orientée vers les États du Kazakhstan, du Tadjikistan et du Kirghizistan. Après la chute de l'URSS, le complexe militaire unique du pays s'est effondré. Par conséquent, les États d'Asie centrale se sont retrouvés dans une position vulnérable face à de nombreux défis sécuritaires.

Les tentatives de rétablir une nouvelle structure sécuritaire se sont traduites au niveau institutionnel par la création de l'Organisation du traité de sécurité collective (OTSC)

¹ NICHOL Jim, *Kyrgyzstan and the Status of the U.S. Manas Airbase: Context and Implications* », Congressional Research Service, 2009, p. 5

² RADNITZ Scott, « Memories of Manas: What Central Asia Taught America about Geopolitics, The National Interest, le 30 juin 2014 [En ligne] nationalinterest.org/blog/the-buzz/memories-manas-what-central-asia-taught-america-about-10782 (date de consultation : le 2 avril 2017)

³ LO Bobo, « La Russie a-t-elle une stratégie en Asie centrale », *IFRI*, Centre Russie/NEI, janvier 2015, p. 12

dont les membres sont entre autres le Kazakhstan, le Kirghizistan et le Tadjikistan¹. L'OTSC a été créée en vertu du Traité de Tachkent, signé au lendemain de la désintégration de l'URSS, qui prévoyait la mise en place d'une alliance de sécurité et de défense. Notamment, selon l'article 4 du Traité, « toute agression (attaque armée qui porte atteinte à la sécurité, stabilité, intégrité territoriale et souveraineté) dirigée contre un État membre, est considérée par les États membres comme agression (attaque armée qui porte atteinte à la sécurité, stabilité, intégrité territoriale et souveraineté) contre l'ensemble des États membres du Traité présent »². De manière générale, l'OTSC se veut une organisation de sécurité régionale principale dans l'espace post-soviétique, y compris en Asie centrale. Afin d'assurer une telle domination, l'OTSC cherche à se doter d'une véritable force armée collective capable d'intervenir à travers la région. Depuis 2001, il existe des Forces collectives de déploiement rapide (FCDR) qui sont composées de bataillons de la Russie, du Kazakhstan, du Kirghizistan et du Tadjikistan. C'est la première fois que des forces multilatérales sont organisées dans la région d'Asie centrale. Déjà en 2002, la formation du complexe aérien des FCDR a été lancée à l'aérodrome de Kant, au Kirghizistan, à la base militaire aérienne russe. En 2009, un mécanisme des Forces collectives de réaction rapide (FCRR) a été créé³. En théorie, les FCRR et les FCDR peuvent être déployées sur le territoire de tout État membre de l'OTSC.

Au fur et à mesure, l'OTSC a constitué une alternative crédible au relâchement de l'intérêt des États-Unis. Contrairement aux États-Unis qui ont commis l'« erreur » d'interférer dans les affaires internes des États centrasiatiques et qui ont perdu par la suite leurs positions dans la région, comme par exemple en Ouzbékistan, la stratégie russe est différente. Elle consiste en un soutien fort des régimes locaux et en la garantie de leur stabilité, ce qui répond parfaitement aux intérêts des élites politiques des États d'Asie centrale. Pour cette raison, l'aspect du maintien des liens politiques entre les dirigeants des États constitue une partie importante de la mise en place de la stratégie russe. Ainsi, lors de la dernière visite du Président russe au Kazakhstan, au Kirghizistan et au Tadjikistan en février 2017, celui-ci a cherché à consolider les liens avec ses partenaires et renforcer la coopération mutuelle.

¹ L'Ouzbékistan a été État membre de l'OTSC en 1992-1999 et en 2006-2012.

² « Если одно из государств – участников подвергнется агрессии (вооруженному нападению, угрожающему безопасности, стабильности, территориальной целостности и суверенитету), то это будет рассматриваться государствами – участниками как агрессия (вооруженное нападение, угрожающее безопасности, стабильности, территориальной целостности и суверенитету) на все государства – участники настоящего Договора » Traité de sécurité collective, le 15 mai 1992

³ ISKANDAROV Akbarcho, « Безопасность и интеграция в Центральной Азии: роль ОДКБ и ШОС », *Центральная Азия и Кавказ*, №2, 2013, p. 25

L'OTSC n'est pas le seul débouché de la stratégie russe dans le domaine sécuritaire. Depuis l'effondrement de l'URSS, l'engagement russe s'est développé également au niveau interétatique.

C'est par exemple le cas avec le Tadjikistan. Les années de 1992 à 1996 ont été marquées par la coopération étroite entre ce pays et la Russie. Cette-dernière a fourni l'aide financière et non-financière afin de reconstruire la filière de défense du Tadjikistan. Ainsi, la Russie a octroyé une aide destinée à la formation de la défense anti-aérienne tadjikistanaise et en 2000 la première division aérienne tadjikistanaise est entrée au service. L'assistance russe a consisté également en la fourniture d'armes et en l'entraînement des troupes. En 1993, les *Collective Peacekeeping Forces* ont été établies afin de résoudre les troubles qui affectaient le pays à cette période¹. La base documentaire de la coopération de la Russie et du Tadjikistan a été créée en 1999, année où les deux États sont arrivés à l'Accord sur l'union de coopération orientée pour le XXI^e siècle. D'après l'Accord, les deux pays envisagent de « coordonner la politique extérieure afin de mettre en œuvre, si nécessaire, des actions communes ou concertées visées à renforcer la sécurité dans la région centrasiatique » et à « mener une coopération active en matière de défense commune dans le cadre des objectifs militaires stratégiques énoncés par le Traité de sécurité collective du 15 mai 1992 ».² La coopération militaire des deux pays se traduit notamment par la présence de la 201^e base militaire russe à Douchanbé, à Koulyab et à Aini³. D'ailleurs, à la suite du sommet de la CEI qui a eu lieu en 2016, la Russie envisage de faire passer le nombre de ses militaires au Tadjikistan de 5900 à 9000.

Un autre terrain de déploiement des forces militaires russes est le Kazakhstan où la Russie dispose du plus grand nombre d'objets militaires à l'étranger. C'est notamment au Kazakhstan que se trouvent le cosmodrome de Baïkonour, où la Russie effectue 70% de ses lancements spatiaux, mais également plusieurs polygones d'essai et d'entraînement ainsi

¹ DZHABIROV Roustam, « Наша безопасность – наша общая забота », *Asia-Plus*, le 21 février 2017 [En ligne] news.tj/ru/news/tajikistan/security/20170221/nasha-bezopasnost-nasha-obtshaya-zabota (date de consultation : le 5 avril 2017)

² « *Российская Федерация и Республика Таджикистан будут координировать свою внешнеполитическую деятельность с целью осуществления в необходимых случаях совместных или согласованных действий, направленных на укрепление безопасности в центрально-азиатском регионе*»; « *Стороны будут активно взаимодействовать в обеспечении совместной обороны в рамках общих военно-стратегических задач на основе Договора о коллективной безопасности от 15 мая 1992 года* » Accord sur l'union de coopération entre la Fédération de Russie et la République du Tadjikistan orientée pour le XXI^e siècle, le 16 avril 1999, Département juridique du Ministère des affaires étrangères de la Russie, registre des accords bilatéraux internationaux de la Fédération de Russie

³ L'accord entre le gouvernement de la Fédération de la Russie et le gouvernement de la République du Tadjikistan sur les biens immobiliers, la quantité et les limites des terrains fournis à accueillir les installations militaires russes, et sur leur location sur le territoire de la République du Tadjikistan, Bulletin des accord internationaux, Ministère des affaires étrangères, 2005, № 8, p.70

qu'une station radar d'alerte avancée. La coopération dans le domaine de sécurité entre la Russie et le Kazakhstan a été formalisée par le Traité sur la coopération militaire de 1994, et comme dans le cadre des relations bilatérales avec le Tadjikistan, elle implique la coordination de la politique étrangère et l'assistance mutuelle en matière de sécurité. Également, en vertu de l'accord de 1994, les deux États envisagent de « mettre en place des mesures coordonnées sur les frontières afin de prévenir des actions terroristes, le trafic illégal d'armes, de drogue et d'autres objets de contrebande »¹.

En ce qui concerne le Kirghizistan, les bases militaires russes se sont installées en 1993 au bord du lac d'Issyk-Koul à Karakol. Parallèlement, la coopération s'effectue au niveau de l'entraînement et de l'assistance financière. Parmi les quatre objets militaires étrangers stationnés actuellement au Kirghizistan, l'un est à la disposition des Forces collectives de réaction rapide de l'OTSC en vertu d'un protocole d'accord concernant l'établissement d'une base militaire dans la ville de Kant pour une durée de 15 ans. Contrairement aux bases russes, celle de l'OTSC ne prévoit aucun paiement de loyer pour son stationnement. La présence russe au Kirghizistan a été d'autant plus importante qu'elle servait de contrepoids à la base militaire américaine². Après le retrait des forces américaines de la région, la question sur la présence russe s'est également posée. Ainsi, le 1^{er} décembre 2016, le Président Almazbek Atambaïev a déclaré que « le Kirghizistan doit compter sur ses propres forces à l'avenir. Cela concerne également la base russe »³. Le système sécuritaire kirghizstanais ne permet pas actuellement de se passer de l'assistance russe, mais il est très probable que la question va être au nouveau soulevée aux cours des années à venir.

L'Ouzbékistan et le Turkménistan sont un cas particulier. Généralement, la politique étrangère de l'Ouzbékistan se fonde sur le principe de neutralité. Notamment, elle « exclut la présence de bases militaires étrangères sur son sol, récuse toute participation à des blocs ou à des alliances militaires et se réserve le droit de quitter une organisation régionale ».⁴ La Russie, à son tour, exprime sa déception quant à de la répugnance de l'Ouzbékistan à construire des relations de coopération dans le domaine sécuritaire. D'ailleurs,

¹ L'accord entre la Fédération de la Russie et la République du Kazakhstan sur la coopération en matière de garde des frontières, le 21 octobre 1994, Bulletin des accord internationaux, Ministère des affaires étrangères, 2004, № 5, p. 11

² MADIEVA-MARTIN Maral, « Les enjeux russes au Kirghizstan et Tadjikistan », *Regard sur l'Est*, le 17 décembre 2010 [En ligne] regard-est.com/home/breve_contenu.php?id=1141 (date de consultation : le 6 avril 2017)

³ VOROBIEV Vladislav, « Атамбаев : Российская база должна уйти из Киргизии », *Российская газета*, le 1 décembre 2016 [En ligne] rg.ru/2016/12/01/atambaev-rossijskaia-baza-dolzha-budet-ujti-iz-kirgizii.html (date de consultation : le 11 avril 2017)

⁴ MARANGE Céline, « Ouzbékistan : une quête d'autonomie contrariée », *Questions internationales*, numéro 82, novembre-décembre 2016, p. 83

ce dernier préfère maintenir son partenariat avec les États-Unis, dans le cadre duquel les deux États effectuent le commerce d'armes. Ainsi, les États-Unis ont fourni 300 véhicules conçus pour résister à l'explosion des mines à l'Ouzbékistan en 2015.¹

Le Turkménistan, au contraire d'autres États d'Asie centrale, a opté pour une « neutralité permanente »². Dès son indépendance, il s'est distancié de la Russie, en cherchant à mener une politique indépendante. Le Turkménistan fait partie de la CEI, mais seulement en tant qu' « État associé ». La stratégie qu'il suit dans les relations internationales tourne autour de plusieurs axes : le Turkménistan maintient des rapports officiels avec la Russie et avec l'Organisation de sécurité et coopération en Europe (OSCE), refusant de la même façon que l'Ouzbékistan de s'associer à un bloc particulier.

Il existe donc diverses évolutions de l'engagement de la Russie dans le domaine militaire dans la région d'Asie centrale. Même le rôle de l'OTSC est remis en cause.

D'un côté, il est peu probable qu'un complexe de sécurité régionale puisse être créé sous l'égide de cette organisation. Premièrement, le fait que le Turkménistan, mais surtout l'Ouzbékistan ne fassent pas partie de l'OTSC la rend incomplète, puisque la solution des deux problèmes majeurs de la région – le terrorisme et le trafic de drogues- n'est pas envisageable sans la participation de ces deux États. De plus, le rôle de la Russie dans l'OTSC reste assez ambigu pour les autres États membres. Bien que l'organisation propose une participation basée sur le principe d'égalité, le potentiel militaire et financier de la Russie soulève des doutes quant à ses ambitions réelles.

De l'autre côté, l'OTSC est actuellement la seule structure du caractère militaire présente dans la région qui est en mesure de contenir les menaces potentielles. Vu que les États centrasiatiques ne sont pas entièrement capables d'assurer eux-mêmes leur propre sécurité, la présence des forces de l'OTSC semble nécessaire.

Sans aucun doute, la présence militaire russe dans la région centrasiatique n'est pas négligeable. Ses relations avec ses trois alliés principaux, le Kazakhstan, le Kirghizistan et le Tadjikistan, promettent une coopération stable en matière de sécurité, ce qu'attestent les

¹ ABDOURASOULOV Abdouzhilil, « Россия усиливает военное присутствие в Центральной Азии », *BBC : Russia service*, le 16 octobre 2015 [En ligne]

bbc.com/russian/international/2015/10/151016_cis_summit_kazakhstan (date de consultation : le 6 mai 2017)

² GILBERT François, « La politique extérieure du Turkménistan. Entre neutralité permanente et diplomatie économique », *Questions internationales*, numéro 82, novembre-décembre 2016, p. 94

dirigeants de ces États. De plus, une telle coopération est suffisamment bien appuyée par la solidarité qui s'est formée entre les élites politiques.

Les similarités entre les régimes des quatre États servent de base fiable qui consolide cette alliance et assure la coordination de leur politique extérieure. Il faut se rappeler également que les forces militaires destinées à maintenir la sécurité dans la région sont aussi une sorte de garantie de la stabilité de ces régimes. Pour cette raison, nous pouvons constater que le Kazakhstan, le Kirghizistan et le Tadjikistan vont poursuivre leur coopération avec la Russie.

Par contre, la position du Turkménistan et de l'Ouzbékistan demeure dans une certaine mesure inaccessible pour la Russie. C'est dans cette zone-là que l'influence de la Russie est la plus vulnérable et où la Russie risque de perdre ses positions.

CHAPITRE II :

L'INTÉGRATION ÉCONOMIQUE EURASIATIQUE

Depuis l'époque de l'URSS, il existe des liens assez forts entre la Russie et les États d'Asie centrale. Au cours du XX^e siècle, la région a servi de fournisseur de ressources hydrauliques, d'hydrocarbures, et également de producteur majeur du coton. En quelques décennies l'économie de la région s'est développée et s'est élargie. Pourtant, cet épanouissement s'est effectué dans des conditions de dépendance politique absolue du centre de l'Union soviétique, Moscou. Les interdépendances forgées à l'époque soviétique ont joué un rôle-clé après la chute de l'URSS. Les ex-républiques soviétiques, après avoir obtenu l'indépendance, se sont retrouvées à la croisée des chemins, face à un choix politique majeur. Il ne leur était pas envisageable de s'isoler totalement de la Russie au vu de l'héritage commun qui les lie toujours. Le défi des ex-républiques soviétiques en Asie centrale consistait donc à définir une politique vis-à-vis de la Russie qui permettrait de profiter de cet héritage et de conserver leur souveraineté. Dans ce chapitre, nous allons voir quelles stratégies ont été choisies par les États d'Asie centrale en matière de coopération économique avec la Russie, de l'effondrement de l'URSS jusqu'à aujourd'hui.

1. La période transitoire des années 1990

Les enjeux stratégiques en Asie centrale sont largement dépendants de l'orientation politique des cinq États. Après la chute de l'URSS, sans domination omniprésente de la Russie, ils se sont retrouvés ouverts à de nombreuses options de développement. Or, les liens formés durant l'existence de l'URSS les contraignent dans une certaine mesure à poursuivre la politique d'intégration avec la Russie. Elle est d'autant plus nécessaire que l'effondrement de l'URSS a également entraîné la désintégration des structures économiques communes à toutes les républiques. Autrement dit, les années 1990 ont constitué une période de crise non seulement politique, suite à la disparition de l'État soviétique, mais également économique.

À la fin des années 1980, plusieurs entreprises de l'URSS ont été bien intégrées dans l'économie commune. Elles disposaient de nombreux partenaires à travers l'Union, aussi bien que de débouchés commerciaux. Dans la plupart des républiques, de 16% à 28% de la

consommation était constituée des biens en provenance des autres républiques.¹ Ainsi, par exemple, les entreprises industrielles à travers l'URSS importaient sur une grande échelle le coton de l'Ouzbékistan².

Nous pouvons constater que la solution pour franchir la crise économique grave des années 1990 consistait à resserrer les liens entre la Russie et les autres ex-républiques soviétiques. Or, cela n'a pas eu lieu immédiatement après la chute de l'URSS. Initialement, les États nouveau-nés, y compris ceux d'Asie centrale, ont pris des mesures singulières afin de restaurer leurs économies. Le Kazakhstan et le Kirghizstan ont suivi le parcours de la Russie, notamment la « thérapie de choc » qui impliquait de rapides transitions économiques parallèlement à la libéralisation politique. Le Turkménistan et, dans une moindre mesure, l'Ouzbékistan, ont opté pour une voie isolationniste, avec une régime autoritaire et présidentiel et une sorte d'économie dirigiste. Le Tadjikistan, quant à lui, s'est enfoncé dans la guerre civile de 1992 à 1996³.

Au début des années 2000, il est devenu évident que sans une expansion, les économies des États centrasiatiques risquaient de tomber dans la stagnation. Les États centrasiatiques ont dû faire face au fait qu'ils ne pouvaient pas faire abstraction de leur dépendance économique vis-à-vis de la Russie⁴. Pour cette raison, des formes précurseurs d'Union eurasiatique commencent à apparaître.

Les premières tentatives ont été effectuées dès les années 1990, notamment au sein de la CEI. Pourtant, comme le notent de nombreux experts (Nikita Mendkovich, E.A.Borodine, Julien Vercueil), la CEI était plutôt un outil de démantèlement de l'URSS qu'une véritable alliance de coopération. De même, de nombreux accords, tels que l'Accord sur l'union économique (1993), des accords sur la zone de libre-échange (1994), et l'Accord sur l'union monétaire (1995) ont été principalement déclaratifs. Ainsi, malgré de nombreuses tentatives de créer une base normative pour la coopération économique et financière, de véritables avancements en matière d'intégration n'ont pas eu lieu. Au contraire, le secteur de

¹ MENDKOVICH N. A., *На пути к евразийскому экономическому чуду. Россия и интеграция на постсоветском пространстве*, ТД Алгоритм, 2015, p. 22 (240)

² CHUMSKOY N. N., *Региональные экономические объединения постсоветских государств: организационно-правовое обеспечение процессов интеграции*, Беларуская навука, 2010, p. 66

³ PEYROUSE Sébastien, « L'Asie centrale quinze ans après l'indépendance. Un bilan en demi-teinte », *Politique étrangère*, 2006/2 (Été), p. 397-406

⁴ BAYOU Céline, « Les hydrocarbures centrasiatiques à la croisée des chemins » dans *Questions internationales, L'Asie centrale. Grand Jeu ou périphérie*, La documentation française, numéro 2, novembre-décembre 2016, p. 51

l'industrie de transformation des États centrasiatiques a connu une forte dégradation, et leurs économies se sont dirigées principalement vers les exportations de matières premières¹.

2. Les étapes d'intégration eurasiatique

Une décennie après l'effondrement de l'URSS, nous observons finalement le remplacement des « accords bilatéraux de libre-échange sans consistance »² des années 1990 par une véritable zone de libre-échange. En juin 2000, le conseil des chefs des États de la CEI a adopté le plan de la mise en œuvre des propositions de la formation du fonctionnement de la zone de libre-échange et le Programme d'action pour le développement de la CEI jusqu'à 2005. Les États ont voulu coordonner leurs efforts pour créer des conditions favorables au libre-transit de services, du capital et de la main-d'œuvre, d'assurer le fonctionnement efficace des axes de transport, la participation commune dans les projets économiques, etc.³ L'objectif des ex-républiques soviétiques, y compris la Russie, était de créer une union économique d'après le modèle de l'UE dans l'espace eurasiatique. Afin de fournir une base normative plus efficace et plus orientée vers l'économie, la Russie, le Kazakhstan, le Kirghizistan, la Biélorussie et le Tadjikistan ont signé en 2000 l'accord sur la création de la Communauté économique eurasiatique (CEE). Nous remarquons par ailleurs que cinq ans plus tard la CEE a incorporé l'organisation Coopération centrasiatique créée auparavant. Or, tout au début cette organisation ne se composait que de quatre États d'Asie centrale, à l'exception du Turkménistan qui avait opté pour une politique isolationniste. Au fur et à mesure, quand il s'agissait de rejoindre la CEE, c'est l'Ouzbékistan qui a préféré s'abstenir de participer. Le cas de l'Ouzbékistan est assez particulier : tandis que le Turkménistan reste ferme sur sa politique d'isolation du projet eurasiatique, l'Ouzbékistan agit en fonction de circonstances et oscille tantôt vers les États-Unis, tantôt vers les États eurasiatiques. Ainsi, avant 2005, il a préféré se rallier avec les pays occidentaux, et il a permis notamment le stationnement de bases militaires américaines sur son territoire. Néanmoins, après avoir été critiqué sévèrement suite aux événements de 2005 à Andijan, l'Ouzbékistan décide d'intégrer la CEE et l'OTSC. Pourtant, au fur et à mesure, il quitté les deux organisations en 2008 et en 2012 respectivement.

¹ BORODIN E.A., « Интеграционные процессы Центральной Азии Журнальный клуб Интелпрос », *Мир и политика*, №7, 2012

² VERCUEIL Julien, « L'Union économique eurasiatique : vue d'Asie centrale et de Moscou » dans *Questions internationales, L'Asie centrale. Grand Jeu ou périphérie*, La documentation française, numéro 2, novembre-décembre 2016, p. 59

³ AVCHAROV Arsen, *Государственная внешнеэкономическая политика Российской Федерации: Учебник*, Питер, 2012, p. 379 (528)

Dans le même temps, au début des années 2000, les relations économiques de la Russie avec les États centrasiatiques s'améliorent. Ses échanges avec la région dans son ensemble ont progressé en volume, parfois de manière très substantielle, en particulier à partir de 2004. « Ainsi, le commerce russo-kazakh a augmenté de 216,5 % entre 2001 et 2005 pour atteindre presque 10 milliards de dollars, soit environ un cinquième des échanges totaux du Kazakhstan, lequel est le premier partenaire de la Russie dans la région. Celle-ci se situait, en 2005, au premier rang des partenaires commerciaux du Kazakhstan, de l'Ouzbékistan et de la République kirghize et au deuxième dans les cas du Turkménistan et du Tadjikistan. »¹

Le 19 septembre 2003 les Présidents de la Biélorussie, du Kazakhstan, de la Russie et de l'Ukraine ont signé l'accord sur la création de l'espace économique unique. Plus tard, en octobre 2007, la déclaration de la Biélorussie, du Kazakhstan et de la Russie sur la création de la base normative de l'Union douanière au sein de la CEE a été faite. Au bout de plusieurs années de travail, 70 accords internationaux ont été signés et plus de 900 décisions de la Commission de l'Union douanière ont été prises.² Finalement, l'Union douanière s'est formée *de facto* en 2010. L'étape finale de l'intégration eurasiatique s'est traduite par la transformation en 2015 de la CEE en Union économique eurasiatique (UEE).³ Ainsi, vers 2015 un espace économique eurasiatique unique a été institutionnalisé.

Le commerce dans la partie centrasiatique de l'espace eurasiatique est constitué largement par les échanges de matières premières. La Russie importe des matières premières, des produits agricoles et les produits de l'industrie chimique. Les produits finis sont principalement importés du Kazakhstan et de l'Ouzbékistan. À son tour, la Russie exporte des dérivés du pétrole au Kazakhstan (qui les réexporte en Chine), et au Tadjikistan et au Kirghizistan à un tarif avantageux en une sorte d'assistance économique. La Russie exporte majoritairement des produits finis, comme de l'équipement de transport, des voitures et d'autres produits. Au début des années 2000, la région centrasiatique recevait approximativement 27% de la production technique en provenance de la Russie, alors que pendant la période 2005-2015, la part de ces exportations a significativement diminué à cause

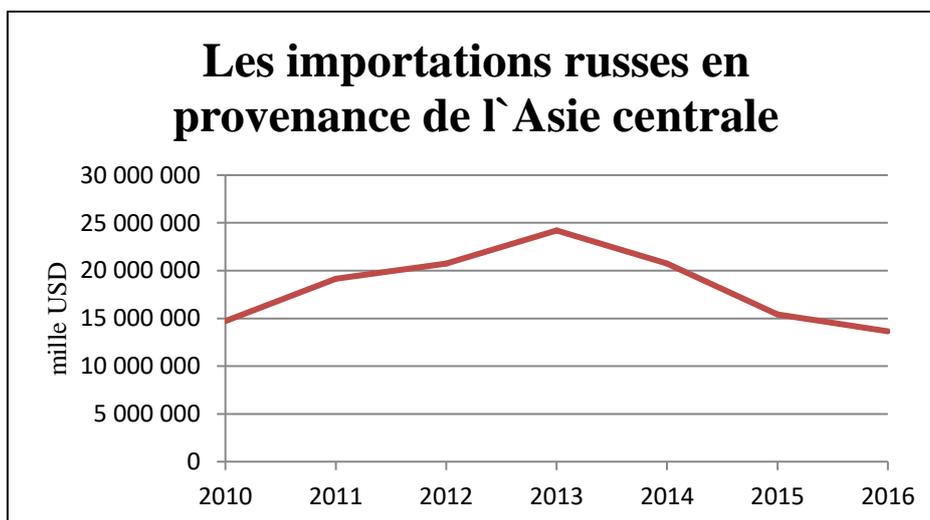
¹ DJALILI Mohammad-Reza, KELLNER Thierry, « L'Asie centrale, terrain de rivalités », *Le Courrier des pays de l'Est*, 2006/5 (no 1057), p. 4-16

² MENDKOVICH N. A., *На пути к евразийскому экономическому чуду. Россия и интеграция на постсоветском пространстве*, ТД Алгоритм, 2015, p. 27

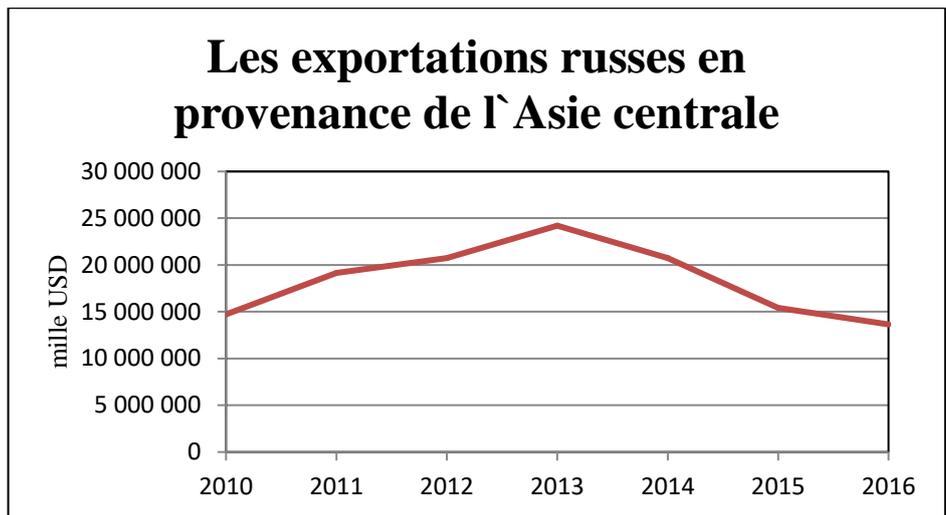
³ ZELENÉVA Irina, « Перспективы экономического и политического присутствия России и Китая в Центральной Азии », *Управленческое консультирование*, numéro 9, 2014, p. 32 (31-38)

du manque de compétitivité des produits et faute de mécanisme de soutien des exportations à la Russie.¹

La baisse des échanges commerciaux entre la Russie et les pays d'Asie centrale peut être expliquée également par la crise économique qui a touché ces États. Alors que l'économie de la Russie, du Kazakhstan, du Turkménistan et de l'Ouzbékistan s'appuie principalement sur des exportations des hydrocarbures, ces pays se trouvent de fait largement dépendants des prix du pétrole. Depuis la deuxième moitié de 2014, quand les prix du pétrole ont commencé à baisser pour finalement chuter, la crise économique a eu un impact considérable sur le potentiel des pays exportateurs d'hydrocarbures. Comme nous pouvons le voir sur les deux schémas suivants, c'est lors de cette période que la circulation des marchandises entre la Russie et des États centrasiatiques a ralenti.



¹ *Перспективы сотрудничества России и Китая в Центральной Азии*, sous la direction d'IVANOV I.S., Conseil russe des affaires internationales, numéro 28, 2016, p.23 (52)



Toutefois, le projet de l'espace économique eurasiatique peut être avantageux pour ses participants. Premièrement, il permet d'élargir la zone de commercialisation des biens, de trouver de nouveaux partenaires en dehors des frontières de l'État. De même façon, la présence des biens sur un marché commun les contraint à être compétitifs et conduit au fur et à mesure à l'amélioration de la qualité des produits.

Pour la Russie, l'Union eurasiatique est une opportunité de trouver des débouchés pour ses compagnies pétrolières et d'avoir accès à de la main-d'œuvre bon marché. De même, sa volonté de construire l'espace eurasiatique représente ses intentions géopolitiques. Cela lui permet de diffuser son influence économique et politique dans la région centrasiatique et d'« endiguer » ses concurrents économiques dans la région, en particulier l'Union européenne et la Chine. Les tarifs préférentiels au sein de l'UEE servent à privilégier les relations entre membres du « club eurasiatique » sur les relations avec d'autres partenaires. La ressemblance des systèmes politiques de la Russie et de ses partenaires centrasiatiques est également une sorte de *self-recognition* grâce à laquelle il existe des conditions favorables au commerce. Tandis que certains phénomènes politiques peuvent potentiellement provoquer une critique de la part des pays d'Occident, ils sont reconnus en tant que norme au sein des pays centrasiatiques et la Russie et par conséquent ne présentent pas un obstacle aux relations économiques. Pourtant, une stratégie similaire a été prise par l'un des concurrents de la Russie dans la région, la Chine, qui met en œuvre une approche similaire, mais qui dispose d'un potentiel économique beaucoup plus puissant que la Russie².

¹ Calculé sur *International Trade Agency Trade Map* [En ligne] trademap.org/Index.aspx (date de consultation: le 14 mars 2017)

² Pour en savoir plus, regardez la chapitre III

Du côté des États d'Asie centrale, l'UEE et toute autre forme de coopération avec la Russie présentent également certains avantages. Premièrement, des flux d'investissement en provenance de la Russie contribuent largement au développement de la région. D'après le ministre des Affaires étrangères de la Russie, Sergueï Lavrov, au cours des dix dernières années la Russie a octroyé une aide financière d'un montant de 6,7 milliard USD, dont 4 milliard USD ont été livrés sur la base d'accords bilatéraux, soit plus que les 570 million USD fournis par les agences des Nations Unies, plus que les 1,3 milliard USD de la Banque mondiale et d'autres structures financières, et plus que les 592,3 millions USD de l'UEE (qui correspondent à la cotisation de la Russie au Fond eurasiatique de stabilisation et développement).¹

Deuxièmement, dans des conditions de pauvreté où il est impossible d'assurer le plein-emploi, la participation à une forme de coopération avec la Russie permet un échange efficace de main-d'œuvre. C'est par exemple le cas du Tadjikistan, l'un des pays les plus pauvres d'Asie centrale, qui a un taux de chômage assez élevé – 10,8% d'après l'Organisation mondiale du travail². La majorité des Tadjikistanais se dirigent vers la Russie afin de trouver un emploi et de financer leurs familles. Bien que les données concernant le montant des transferts financiers des migrants tadjikistanais depuis la Russie ne fassent pas l'objet de publications officielles (pour des raisons essentiellement politiques), d'après des déclarations non-officielles nous pouvons conclure que ces transferts constituent de 30 à 40% du PIB de l'État.³ De même, au premier trimestre 2017 le volume des transferts d'argent depuis la Russie vers le Kirghizistan a atteint le montant de 444,5 million USD, en augmentation de 47,3% par rapport à la même période en 2016.⁴

Troisièmement, la participation dans des unions et autres formes de coopération économique dans l'espace eurasiatique, bien organisées et s'appuyant sur des règles acceptées par tous les États membres, est une alternative aux relations bilatérales au sein desquelles la Russie dispose logiquement d'une position plus avantageuse. Comme le remarque Julien

¹ Entretien avec Sergey Lavrov lors de la 25^e anniversaire de l'établissement des relations diplomatiques avec des États d'Asie centrale, *International affairs*, le 15 mars 2017 [En ligne] interaffairs.ru/news/show/17094 (date de consultation : le 20 avril 2017)

² International Labour Organization, ILOSTAT database [En ligne] data.worldbank.org/indicator/SL.UEM.TOTL.ZS?locations=TJ (date de consultation : le 20 avril 2017)

³ KAZOUKHIRO Koumo, « Таджикские трудовые мигранты и их международные денежные переводы », *Экономика региона*, № 2 / 2012, p. 286 (285-301)

⁴ Кыргыз Республикасынын Улуттук банкына [En ligne] nbkr.kg/newsout.jsp?item=31&lang=RUS&material=79425 (date de consultation : le 22 avril 2017)

Vercueil, « l'UEE peut servir de forum de discussion plurilatéral se substituant à une relation bilatérale trop inégale avec la Russie ». ¹

3. Enjeux énergétiques en Asie centrale

Le potentiel économique des membres de la CEE n'est pourtant pas homogène et il est largement prédéterminé par la situation géopolitique en Asie centrale. Alors que le Kazakhstan, le Turkménistan et l'Ouzbékistan disposent d'un sous-sol riche, les pays montagneux comme le Kirghizistan et le Tadjikistan ont une position géographique moins avantageuse. Les premiers détiennent des quantités notables de ressources naturelles, et ce sont en effet les exportations d'hydrocarbures qui constituent la partie majeure du revenu de ces États. Ainsi, par exemple, le Kazakhstan possède des plus grandes réserves de pétrole de la région, avec 30 milliards de barils à la fin de 2015², tandis que le Turkménistan possède le plus de gaz naturel, avec 17.5 trillions de mètres cubes à la fin de 2015. ³ Pour cette raison, le fait que les richesses économiques des pays d'Asie centrale sont inégalement réparties provoque un brassage considérable au niveau de leurs capacités économiques. C'est notamment le cas du Kazakhstan qui s'est rétabli assez rapidement après le choc économique des années 1990 et qui à partir de 2003 a profité de l'augmentation des prix des hydrocarbures pour développer son économie en atteignant une croissance évaluée entre 5 et 10 % par an⁴. Pourtant, il faut rappeler que de nombreux gisements en Asie centrale sont peu accessibles et difficilement exploitables, et qu'ils nécessitent du temps, de la technologie et des investissements.⁵

Les hydrocarbures d'Asie centrale suscitent un intérêt auprès de nombreux États étrangers, y compris la Russie. Ici, toutes les conditions pour la « mise en scène des jeux

¹ VERCUEIL Julien, « L'Union économique eurasiatique : vue d'Asie centrale et de Moscou » dans *Questions internationales, L'Asie centrale. Grand Jeu ou périphérie*, La documentation française, numéro 2, novembre-décembre 2016, p. 59

² British Petroleum Statistical Review of World Energy : Oil, juin 2016 [En ligne] bp.com/content/dam/bp/pdf/energy-economics/statistical-review-2016/bp-statistical-review-of-world-energy-2016-full-report.pdf (date de consultation: le 5 mars 2017)

³ BP Statistical Review of World Energy : Natural Gas, juin 2016 [En ligne] bp.com/content/dam/bp/pdf/energy-economics/statistical-review-2016/bp-statistical-review-of-world-energy-2016-natural-gas.pdf (date de consultation: le 5 mars 2017)

⁴ Peyrouse Sébastien, « L'Asie centrale quinze ans après l'indépendance. Un bilan en demi-teinte », *Politique étrangère*, 2006/2 (Été), p. 397-406

⁵ BAYOU Céline, « Les hydrocarbures centrasiatiques à la croisée des chemins » dans *Questions internationales, L'Asie centrale. Grand Jeu ou périphérie*, La documentation française, numéro 2, novembre-décembre 2016, p. 52

d'alliances entre les producteurs et les consommateurs »¹ existent. Dans les années 1990, les projets russes se sont focalisés principalement sur le Kazakhstan. La Russie demeure encore le pays de transit le plus important pour le gaz kazakh. Les relations entre les deux États dans le domaine énergétique se sont développées en particulier après la signature en 2002 de l'accord bilatéral sur la Délimitation des fonds sous-marins de la mer Caspienne pour la mise en œuvre des droits souverains à leur exploitation.² Depuis la signature de l'accord, les acteurs majeurs du domaine énergétique russe se sont largement impliqués au Kazakhstan : il s'agit notamment de Gazprom, Loukoil et Rosneft, qui réalisent des investissements destinés au renseignement géologique et à l'exploitation des gisements du plateau continental de la mer Caspienne.³ A ce titre, des entreprises russes participent activement dans la construction des gazoducs et des oléoducs, comme l'« Atyrau – Samara » mis en place par KazTransOil (Kazakhstan) et Transneft (Russie), le « Téngiz – Novorossiisk » réalisé par Caspian pipeline consortium (CPC) et plusieurs autres pipelines datant de l'époque soviétique.

Tandis que la coopération énergétique de la Russie avec le Kazakhstan est assez stable et développée, la situation est plus particulière avec le Turkménistan. Malgré la politique d'isolation menée par ce dernier, la Russie a fait de grands efforts afin de s'engager dans la coopération avec le plus grand producteur de gaz naturel dans la région⁴. Depuis 2007, le Turkménistan fait partie de la collaboration énergétique démarrée par le Kazakhstan et la Russie. Les trois États ont notamment conclu un accord sur la coopération dans la construction du gazoduc « Pri-Caspyiski », qui va compléter le système des pipelines « Asie Centrale – Centre » (existant depuis l'époque soviétique), pour l'acheminement du gaz naturel turkmène et kazakh à travers les territoires de la République du Kazakhstan, de la Fédération de Russie et du Turkménistan. Or, les différends politiques entre la Russie et le Turkménistan ont empêché la réalisation de ce projet. A l'inverse, TurkmenGas, entreprise d'État turkmène, s'est mis à construire le gazoduc « Est – Ouest » qui traverse actuellement le pays et débouche vers la mer Caspienne. Les relations entre les deux États se sont d'autant plus dégradées que le Turkménistan avait refusé le projet « Est – Ouest » à Gazprom.

¹ STOUPNIKOVA Liubov, « Les alliances énergétiques : vers une réorganisation de l'espace eurasiatique ? », *Revue internationale et stratégique*, 2008/4 (n° 72), p.131 (p. 131-140)

² Договор о разграничении дна северной части Каспийского моря в целях осуществления суверенных прав на недропользование от 6 июля 1998 года, Бюллетень международных договоров, 2004, №1, стр.71

³ PARAMONOV Vladimir, STROKOV Aleksei, « Проекты и инвестиции России в государствах Центральной Азии: нефтегазовая сфера », *Центральная Азия и Кавказ*, numéro 6(60), 2008, p. 102 (pp. 101-113)

⁴OVERLAND Indra, TORJESEN Stina, « Just good friends. Kazakhstan's and Turkmenistan's energy relations with Russia », dans *Caspian Energy Politics* sous la direction de OVERLAND Indra, KJAERNET Heidi, KENDALL-TAYLOR Andrea, Routledge, 2010, p. 141 (pp. 136 - 149)

En ce qui concerne l'Ouzbékistan, c'est surtout dans l'exploitation des gisements que les compagnies russes sont impliquées. En août 2003, lors d'une rencontre entre Islom Karimov et Vladimir Poutine à Samarcande, un rapprochement a été conclu. Il a été convenu entre les deux Etats de « favoriser la participation du monopole russe de Gazprom dans le secteur gazier ouzbékistanais » et d' « élargir la participation des sociétés russes au secteur ouzbékistanais des hydrocarbures »¹. Malgré des accords de coopération existants, c'est plutôt la Chine qui domine actuellement dans le domaine énergétique en l'Ouzbékistan.

Les nombreuses perspectives qu'offre l'UEE et toute les autres formes de coopération en Asie centrale ne sont pas aussi prometteuses qu'elles peuvent le paraître de prime abord. Le problème le plus important consiste en le fait que la région, en tant que plaque tournante entre la Russie, l'Asie et l'Europe, n'est pas un ensemble ni un espace homogène, y compris en matière des relations avec la Russie.

Alors que l'UEE regroupe le Kazakhstan, le Kirghizistan (et potentiellement le Tadjikistan), l'Ouzbékistan et le Turkménistan s'abstiennent ostensiblement d'y participer. Pourtant, ces deux États sont essentiels pour l'UEE et leur participation pourrait contribuer largement au développement de l'alliance. L'UEE y perd plus qu'elle n'y gagne, car le Turkménistan et l'Ouzbékistan se rallient à la Chine, notamment dans le domaine de la coopération énergétique.

Les positions de l'UEE ont été également sapées par la crise économique et pétrolière. Dépendants des exportations des hydrocarbures, la Russie et les États centrasiatiques ont été largement touchés, et ils ont eu besoin d'une assistance financière importante. Or, la Russie en tant que meneur de l'Union s'est trouvée n'être pas entièrement en mesure d'affronter les conséquences d'une telle crise. C'est dans ces conditions-là que les États centrasiatiques cherchent à diversifier leurs partenariats économiques et se tournent vers d'autres acteurs.

¹ DJALILI Mohammad-Reza, KELLNER Thierry, « L'Asie centrale, terrain de rivalités », *Le Courrier des pays de l'Est*, 2006/5 (no 1057), p. 4-16

CHAPITRE III :

LES RÉFORMES LINGUISTIQUES DANS LES ÉTATS D'ASIE CENTRALE EN TANT QU'UN INDICATEUR D'UNE VOLONTÉ POLITIQUE

L'une des dimensions de la politique d'indépendance des États d'Asie centrale est la politique linguistique de la région. Dans ce chapitre nous allons examiner le rôle que les réformes linguistiques dans les républiques centrasiatiques jouent dans leur orientation politique. L'intérêt pour cet aspect est motivé principalement par le lien entre la langue et l'identité culturelle. D'après Patrick Charaudeau, linguiste français, fondateur de l'analyse du discours communicationnel, « *la langue est un système de formes qui véhiculent en même temps du sens enregistré socialement comme une sorte de plus grand dénominateur commun pour les membres d'une communauté linguistique. À ce titre, elle témoigne d'une certaine identité (nationale, régionale), celle du groupe qui la parle servant ainsi de référence unitaire pour chacun de ceux qui s'en réclament* »¹. De-là, toute transformation de la langue est un reflet des changements sociaux ou bien d'une volonté de provoquer ces changements. Pour cette raison, nous ne pouvons pas négliger l'importance des réformes linguistiques qui sont mises en œuvre actuellement dans les États d'Asie centrale.

1. La réforme de la langue kazakhe en tant qu'ouverture des débats sur l'alphabet cyrillique

En avril 2017, le Président du Kazakhstan, Noursoultan Nazarbaïev, a pris la décision de latiniser l'alphabet kazakh avant 2025. L'annonce a provoqué de nombreuses réactions dans les médias étrangers, en particulier russes, dont certains l'ont traitée en tant que rupture avec le « monde russe »², et comme intention de diminuer l'influence de la Russie ou bien de se rapprocher des cultures turques. Les représentants officiels du Kazakhstan, y compris Noursoultan Nazarbaïev, lient cette décision à la spécificité des nouvelles

¹ CHARAUDEAU Patrick, « Langue, discours et identité culturelle », *Ela.Études de linguistique appliquée*, vol. 123-124, no. 3, 2001, pp. 341-348.

² NIKOLAEV Andrey, « Қазақстан, Казахстан или Kazakhstan? », *РОСБАЛТ*, 3 марта 2016 [En ligne] rosbalt.ru/world/2016/03/03/1495258.html (date de consultation: le 13 mai 2017)

technologies et communications du XXI^e siècle. Dans le même temps, ils nient toute implication géopolitique¹.

Le projet de latinisation de la langue kazakhe a été énoncé comme composante de la « Stratégie-2050 », un grand projet ayant pour but de transformer le Kazakhstan, et qu'il devienne l'un des trente pays les plus développés au monde par le biais du développement de l'économie et des infrastructures, de la libéralisation et de la démocratisation. Cette modernisation implique également la conservation de la culture, du propre « code national ». ² Il s'en suit que la latinisation de la langue kazakhe est une condition *sine qua non* pour la sauvegarde de la culture kazakhe. D'ailleurs, cette réforme doit potentiellement faciliter les contacts extérieurs avec le monde majoritairement anglophone et attirer ainsi de nouveaux investissements. La décision sur la latinisation n'est cependant pas la première fois que la langue de l'un des États centrasiatiques subit une transformation aussi importante³, cela fait en effet partie de la longue histoire de leurs évolutions.

2. La composition et recomposition de l'Asie centrale dans la perspective historique

Sur le plan linguistique, l'Asie centrale est à la croisée des sphères turco-mongole, iranienne, arabe, russe, voire chinoise.⁴ Sur le territoire d'Asie centrale, plusieurs empires se sont construits et se sont écroulés au cours des siècles. C'est par exemple l'empire d'Alexandre le Grand au IV^e siècle avant J.-C. et l'apparition des États gréco-bactriens, qui ont été suivis par la conquête musulmane entre 690 et 750. Les premières dynasties musulmanes régionales, Samanides, Ghaznévides et Karakhanides (X^e - XII^e siècles) s'y sont taillé des États. L'Empire mongol du XIII^e siècle de Gengis Khan et, après sa mort, des Gengiskhanides, a perduré au cours des XIII^e - XIV^e siècles. Finalement, la conquête entamée par la Russie tsariste au XIX^e siècle a consacré la présence russe dans la région. À la suite de la chute de l'Empire russe et la formation de l'URSS, la totalité de l'Asie centrale a été

¹ LIKHOMANOV Petr, « Устали от языка », *Российская газета*, 12 апреля 2017 [En ligne] rg.ru/2017/04/12/nazarbaev-obiavil-o-perevode-alfavita-v-kazahstane-s-kirillicy-na-latincu.html

² « Stratégie Kazakhstan-2050 », allocution de Noursoultan Nazarbaiev, le 14 décembre 2012, portail « Stratégie-2050 »

³ NAZARBAEV Noursoultan, « Болашаққа бағдар: рухани жаңғыру », *Егемен Қазақстан*, №70 (29051), le 12 avril 2017

⁴ FATHI Habiba, « Genre, modernisation soviétique et usage des « langues de religion » en Asie centrale (Ouzbékistan et Tadjikistan) », *Revue des mondes musulmans et de la Méditerranée*, numéro 124, novembre 2008, p. 181-202

divisée en des républiques fédérées du Kazakhstan, du Kirghizstan, de l'Ouzbékistan, du Tadjikistan et du Turkménistan¹.

Ainsi, aujourd'hui l'Asie centrale conserve des traces des cultures provenant du Sud, de l'Est et du Nord de l'Eurasie. Pour cela, il serait erroné de voir l'Asie centrale en tant qu'une région homogène. Souvent, les différences culturelles, ethniques et linguistiques entre les pays et les peuples de la région deviennent sources de conflits frontaliers ou interétatiques, liés à la situation des minorités au sein de tel ou tel État. Bien que la diversité en soi soit un phénomène positif, en Asie centrale elle peut potentiellement poser des problèmes. Afin de le comprendre, il est nécessaire de voir comment la carte de l'Asie centrale a été redessinée au tournant des XIX^e et XX^e siècles.

Avant l'intégration dans l'Empire russe, l'Asie centrale a été composée de khanats, royaumes des khans, de Khokhand, de Khiva, de Boukhara, de Ferghana et le khanat Turkmène, et d'autres domaines féodaux de taille moins importante². Ces khanats regroupaient entre autres les peuples kirghize, tadjik, kazakhe, turkmène, ouzbèke et karakalpak. À la suite des guerres menées par la Russie tsariste dans les années 1840-1880, les khanats ont été intégrés au territoire de l'Empire russe, en dépit des revendications de l'Angleterre, qui remontait du Sud-est depuis les Indes. Ainsi, onze nouvelles oblasts (régions) de l'Empire ont été formées. Pourtant, au début du XX^e siècle, une nouvelle révision des frontières des sujets administratifs de l'État a eu lieu, résultant de la formation de l'URSS. Entre 1924 et 1936, le Kazakhstan, le Kirghizistan, l'Ouzbékistan, le Tadjikistan et le Turkménistan sont apparus sur la carte. La division s'est effectuée sur la base du principe d'autonomisation nationale, ce que démontre également les noms des États nouveau-nés. Or, en réalité, la spécificité de chaque région a été largement négligée. Par exemple, la zone de la vallée de Ferghana, qui avait longtemps appartenu presque entièrement au khanat de Khokhand, a été attribuée à la république socialiste soviétique autonome (RSSA) kazakhe, mais comprend des enclaves tadjikes et kirghizes. Pour cette raison, aujourd'hui la région de Ferghana est un point chaud où nous observons de nombreux conflits³, parmi lesquels des conflits ethniques et des incidents frontaliers récurrents.

Ainsi, la diversité de l'Asie centrale est un facteur potentiellement dangereux, vu qu'elle résulte des politiques de délimitation imposées par un autre État. Puisqu'elle n'a pas

¹ FOURNIAU Vincent, « Qu'est-ce que l'Asie centrale? », *Outre-Terre*, vol. no 16, no. 3, 2006, pp. 15-29.

² FOURNIAU Vincent, « Qu'est-ce que l'Asie centrale? », *Outre-Terre*, vol. no 16, no. 3, 2006, pp. 15-29

³ DANKOV Artem, « Ферганская долина: проблемы обеспечения экономической стабильности », *Центральная Азия и Кавказ*, №2 (50), 2007, p. 130

été formée et délimitée selon des processus naturels, après la chute de l'URSS et la disparition de la superstructure encadrant ces États, les conflits potentiels contenus par l'État soviétique se sont ravivés.

3. L'évolution de la diversité linguistique en Asie centrale

Le contrôle exercé par la Russie sur les territoires d'Asie centrale s'est étendu jusqu'au domaine linguistique. Pour les dirigeants de l'URSS, dans un État à caractère multinational, il était nécessaire d'assurer son unité. Pour cette raison et au vu de l'importance de la langue dans la formation de l'identité, il fallait organiser l'État de telle sorte que tout le monde puisse se comprendre et donc que tous parlent la même langue.

En Asie centrale il y a toujours eu une grande diversité linguistique, résultant de son parcours historique. Au X^e siècle, le persan et le turc deviennent les deux langues dominantes. Après avoir conquis une partie de l'Asie centrale jusqu'en Kirghizie, les Sassanides de la Perse imposent le pehlvi (ou farsi), persan islamisé. C'est aujourd'hui la langue officielle de l'Iran, de l'Afghanistan et du Tadjikistan. Lors de la conquête mongole, le chinois et le mongole deviennent les langues officielles de l'Empire. Du XII^e au XVII^e siècle, le persan restera la langue des belles-lettres dans les cours musulmanes, alors qu'à l'Est, les Turcs karakhanides conservent des dialectes turcs¹. Dans les premières années de l'existence de l'URSS, les autorités ont apporté un soutien considérable au développement des langues indigènes dans le cadre de la politique de *korenisatsia*, ou « indigénisation », afin de réduire les différends entre les nombreuses républiques de l'État soviétique. Pourtant, à partir de 1938, la politique de russification a été mise en œuvre. Le russe a commencé à être enseigné de manière obligatoire dans toutes les écoles nationales primaires et secondaires. Cela a été accompagné par le développement des médias russophones. La russification a touché les langues indigènes elles-mêmes. En 1949, le tadjik a été « cyrillisé », suivi par le kirghiz², le turkmène³, le kazakh⁴ et l'ouzbek l'année suivante.

¹ BEAUMONT Hervé, *Asie centrale: Le guide des civilisations de la route de la soie*, Editions Marcus, 2008, pp. 74-75 (634)

² KOUDAIBERGENOV S., *Совершенство и унификация алфавита киргизского языка. Вопросы совершенствования алфавитов тюркских языков СССР*, Наука, 1972, pp. 93-98

³ Лингвистический энциклопедический словарь, Институт языкознания АН СССР, «Советская энциклопедия», 1990, pp. 524 -525

⁴ Собрание постановлений и распоряжений правительства Союза Советских Социалистических республик, 1940, № 29, p. 990

Aujourd'hui, on parle environ une trentaine de langues en Asie centrale. Le russe, bien que parlé dans une certaine mesure dans tous les États d'Asie centrale, a commencé à reculer depuis la chute de l'URSS. Lorsque le système soviétique s'est effondré, le pouvoir politique des États centrasiatiques a été pris par les dirigeants qui ont déclaré la souveraineté des États et qui ont adopté des lois sur les langues nationales. Initialement, les réformes linguistiques dans les États nouveau-nés d'Asie centrale ont été inspirées des mouvements nationalistes au début des années 1990. Afin de retrouver leur identité nationale, les États se sont référés à leurs racines, notamment vers leurs origines turques. A la même période, la Russie, plongée dans la crise économique et politique, a mis la région centrasiatique à l'écart de sa politique étrangère. Ainsi, l'Asie centrale a commencé à présenter un intérêt stratégique géopolitique pour la Turquie. Après la chute de l'URSS, le développement des liens avec les ex-républiques soviétiques du Caucase du Sud et de l'Asie centrale est devenu un objectif important de la politique extérieure de la Turquie.

Tout d'abord, elle s'est efforcée de promouvoir des contacts économiques et culturels avec les États respectifs. La Turquie s'est largement engagée dans les activités économiques de la région. Au début des années 2000, les investissements directs turcs ont atteint le montant de 10 milliards USD, alors que les entrepreneurs nationaux mettaient en œuvre plus que 1700 projets dans les États eurasiatiques¹.

Par ailleurs, la Turquie s'est donné pour objectif d'exercer une influence sur l'orientation politique des États nouveaux-nés d'Asie centrale en promouvant auprès d'eux des idées pan-turques. Dans une certaine mesure, le but ultime de la Turquie consistait à créer potentiellement une alliance à caractère politique des pays turcophones. Ce « modèle turc » a été soutenu par les pays Occidentaux, parce qu'il servait à créer de nouveaux alliés disposant d'un système politique laïc et démocratique, ainsi que d'une économie libérale, aux frontières de la Russie, héritière de leur adversaire stratégique de longue date.

Ainsi, en 1991, malgré ses déclarations de ne pas avoir intention de s'imposer en Asie centrale, Turgut Özal, l'ancien président de la Turquie, s'est lancé dans un « véritable ballet diplomatique » avec les républiques désormais indépendantes. En automne, une rencontre des présidents des ex-républiques soviétiques turcophones a été organisée, lors de laquelle entre autres la question de la latinisation de leurs langues nationales a été discutée. Les ministres de la Culture et de l'Éducation de Turquie, d'Azerbaïdjan et des États d'Asie

¹ LAUMOULLIN Mourat, « Турция и Центральная Азия », *Carnegie endowment for international peace*, le 22 octobre 2012 [En ligne] carnegieendowment.org/2012/10/22/ru-pub-49758 (date de consultation : le 15 mai 2017)

centrale (À l'exception du Tadjikistan) s'étaient même mis d'accord sur une administration commune pour la culture et les arts turcs. Finalement, un alphabet de 34 lettres a été élaboré et proposé aux pays turcophones pour adoption¹. Or, à l'exception de quelques régions, comme par exemple la république autonome des Karakalpaks au sein de l'Ouzbékistan, cet alphabet n'a pas été accepté par les pays centrasiatiques. Bien que la latinisation ait bien eu lieu, au Turkménistan en 1993, en Ouzbékistan en 1994, ainsi qu'au Kazakhstan dans un futur à moyen terme, elle s'est effectuée de manière indépendante de l'influence turque.

Au début des années 2000, à la suite du retour de la Russie en Asie centrale, la Turquie a fait un pas en arrière. La coopération économique avec la région a été poursuivie, en particulier avec le Kazakhstan et le Kirghizistan, mais les ambitions pan-turques se sont transformées en objectifs plus pragmatiques. De plus, la Chine a entamé son projet de la nouvelle Route de la Soie, en réclamant ainsi son intention de s'engager dans le « nouveau Grand Jeu » en Asie centrale.

4. La langue en tant qu'outil politique

Dans ce contexte, la décision du Président du Kazakhstan peut être traitée de plusieurs manières différentes. De manière générale, la proclamation de la latinisation de la langue kazakhe ne doit pas étonner, puisqu'elle s'inscrit dans la lignée des événements identiques intervenus dans d'autres pays de la région². C'est une conséquence naturelle résultant d'une volonté des peuples des ex-républiques soviétiques de consacrer leur autonomie et leur indépendance. Pour cela, il devient évident qu'il s'agit d'une distanciation de la part du Kazakhstan de l'héritage soviétique. L'idée de la création de l'État-nation appuyé par la langue nationale est assez populaire parmi les autorités kazakhes, bien que la majorité de la population soit en mesure de s'exprimer librement et de lire en russe (84,8% en 2009³). Néanmoins, la langue russe reste une langue officielle⁴ au Kazakhstan.⁵ Pourtant, si nous nous référons aux données kazakhes sur la population russe, nous pouvons voir qu'elle ne

¹ BALCI Bayram, « Les relations entre la Turquie et l'Asie centrale turcophone 1991-2004 », *Outre-Terre*, vol. 10, no. 1, 2005, pp. 297-315.

² SCHLYTER Birgit N., « Language Policies in Present-Day Central Asia », *International Journal on Multicultural Societies (IJMS)*, Vol. 3, No. 2, 2001, pp. 127 - 136

³ Round table with the participation of Gaziz Telebayev, Vice Minister of Culture and Information of Kazakhstan [En ligne] azattyq.org/content/Kazakhstan_kazakh_language_bill_roundtable/1828028.html (date de consultation: le 15 mai 2017)

⁴ Alors que la langue kazakhe est une langue nationale.

⁵ « Dans les organisations gouvernementales et les collectivités locales, la langue russe est employé à l'égal de la langue kazakhe », La loi de la République de Kazakhstan du 11 juillet 1997 № 151-I « Sur les langues de la République de Kazakhstan »

constitue que 23,7% de la population totale d'après le recensement de 2009. D'ailleurs, il existe une tendance à l'émigration parmi cette population. Ainsi, le taux de la population russe au Kazakhstan s'est abaissé à 20,6% en 2016¹. Parallèlement à la décroissance de la population russe, la langue kazakhe va occuper une place de plus en plus importante dans la vie du pays.

Nous pouvons en conclure que la réforme de la langue kazakhe est un événement imminent. Le Kazakhstan n'est pas le premier pays d'Asie centrale à avoir voulu latiniser son alphabet. Au contraire, il est parmi les derniers, ce qui s'explique par la démographie de la région. En total, environ 4,7-4,8 million de Russes habitent en Asie centrale actuellement – un chiffre deux fois moins important qu'en 1991². Par ailleurs, les trois quarts de cette population sont concentrés au Kazakhstan, où le taux de décroissance de cette population est moins important que dans les autres États d'Asie centrale. C'est pour cette raison que l'Ouzbékistan et le Turkménistan ont été les premiers à latiniser leurs alphabets et à quitter la zone de l'influence culturelle russe. De plus, au Tadjikistan³ et au Kirghizistan, dont les langues « titulaires »⁴ sont toujours transcrites en cyrillique, il y a actuellement des débats sur le retour vers l'écriture arabe⁵.

Dans le contexte de la chute de l'URSS et de l'ouverture de la région aux autres puissances du monde, des réformes linguistiques ont un effet significatif sur l'orientation politique des États d'Asie centrale. La latinisation de l'alphabet démontre leur volonté de se rendre plus accessibles à la communauté internationale, y compris aux partenaires européens, aux États-Unis et à d'autres États. Les partisans de la traduction de l'écriture tadjike en arabe déclare à leur tour avoir pour but de restaurer les liens historiques avec l'Iran et l'Afghanistan perdus à la période soviétique.

Les États d'Asie centrale se rendent bien compte qu'à l'issue de la chute de l'URSS, le « nouveau Grand Jeu » a lieu dans la région, entre la Turquie (et les pays occidentaux), la Chine et la Russie. Dans ce contexte, les cinq États centrasiatiques s'efforcent de profiter de

¹ 2016 жыл басындағы жекелеген этностардың Қазақстан Республикасының жалпы санындағы үлесі, Демография, Қазақстан Республикасы Ұлттық экономика министрлігі Статистика комитеті, Серия 23, 2016, с. 2

² CHOUSTOV Aleksandr, « Русский мир Средней Азии сжимается », *Независимая газета*, 1 февраля 2016 [En ligne] ng.ru/dipkurer/2016-02-01/11_asia.html (date de consultation : le 15 mai 2017)

³ Il est nécessaire de rappeler que la langue tadjik est une langue proche à la langue persane, donc il ne fait pas partie du groupe des langue turques.

⁴ Langue indigène.

⁵ « Таджикистан: споры о письменности не прекращаются », *ВВС:Русская служба*, 31 января 2013 [En ligne] bbc.com/russian/international/2013/01/130131_tajikistan_alphabet (date de consultation : le 15 mai 2017)

chaque alliance sans pour autant de choisir définitivement un camp. Cette approche s'inscrit dans leur logique d'usage de moyens contradictoires afin de renforcer leur identité nationale et leur poids dans l'arène internationale. En fonction de la situation, les États centrasiatiques mettent en avant tel ou tel côté de leurs politiques : l'appartenance au monde turcophone s'il s'agit des liens avec la Turquie, leur côté asiatique s'il s'agit de demande de prêts auprès de la Banque asiatique de développement ou de la participation dans le projet de la Nouvelle Route de la Soie, ou bien leur côté européen lors des négociations avec l'Union Européenne, et eurasiatique quand il s'agit de la Russie¹.

¹ LARUELLE Marlène, « Внешняя политика и идентичность в Центральной Азии », *Pro et Contra*, janvier – avril 2013, p. 9

CHAPITRE IV :

LA NOUVELLE ROUTE DE LA SOIE -

L'AMBITION MAJEURE DE XI JINPING

En mars 2015, la Commission nationale du développement et de la réforme de la RPC (République populaire de Chine), l'organe principal responsable de la planification économique de l'État et le ministère des Affaires étrangères ont publié un programme détaillé de l'initiative *One Belt, One Road (OBOR)*.¹ La publication de ce programme a déclenché de nombreux débats à ce sujet. Plusieurs questions se posent : qu'est ce que ce projet présente pour la communauté internationale? Est-il un projet purement économique ou bien est-il la traduction des ambitions politiques de la Chine?

Il est vrai qu'à l'heure actuelle la Chine est devenue une puissance mondiale, avec le deuxième plus important PIB au monde. Son succès dans le domaine économique résulte de la politique de réforme et d'ouverture lancée par Deng Xiaoping en 1978. Le pays, qui avait été longtemps plongé dans la pauvreté, conséquence directe du Grand Pas en avant et de la Révolution culturelle, s'est rétabli au fur et à mesure et a obtenu un succès sans précédent dans les années 1990 et 2000. Au début du XXI^e siècle, la RPC a un taux de croissance économique supérieur à celui des pays développés.

Cependant, si à la suite des réformes de Deng Xiaoping le taux de croissance s'élevait à 15%, aujourd'hui nous observons une diminution significative de celui-ci. Le taux de croissance n'était ainsi plus que de 6.7%² en 2015, ce qui a fait l'objet de nombreuses déclarations constatant un échec économique imminent pour la Chine. Les raisons d'une telle baisse peuvent être diverses. Alors que les dirigeants chinois défendent que ce phénomène est dû au retour vers une croissance normale, une soi-disant « nouvelle norme »³, certains experts sont convaincus qu'il provient principalement du ralentissement de l'expansion de la production de la Chine⁴. En l'espèce, l'initiative *OBOR* semble s'inscrire bien dans la logique de la recherche de nouveaux marchés de commercialisation de biens produits en Chine et de

¹ Une ceinture, un chemin.

² calculé sur *Perspective monde* [En ligne]

<http://perspective.usherbrooke.ca/bilan/tend/CHN/fr/NY.GDP.MKTP.KD.ZG.html> (date de consultation : le 13 avril 2017)

³ « Chine : estimation de l'impact d'un ralentissement chinois sur l'économie mondiale », Société Générale, Département des études économiques et sectorielles, *Econote*, N°32, juillet 2016, p.2

⁴ REZA Abeer, Subrata SARKER, « La croissancelente : la nouvelle norme dans les économies avancées? », *revue de la Banque du Canada*, automne 2015, p. 2 (pp. 1-14)

nouveaux débouchés pour les investisseurs chinois. Dans ce chapitre, nous allons examiner le projet de la Nouvelle Route de la Soie et sa portée dans les États centrasiatiques notamment.

1. L'essentiel du projet OBOR

L'image de l'ancienne Route de la Soie est souvent faussée dans la société contemporaine. Malgré les représentations fréquentes des caravanes qui poursuivent leur chemin afin de livrer les richesses de l'Asie vers l'Europe, elle est en effet l'une des routes les moins empruntées dans l'Histoire¹. Sa véritable valeur consiste en fait que les gens qui cherchaient à traverser la Route, *via* l'Asie centrale notamment, se sont installés dans les régions traversées et ont apporté leurs cultures dans l'espace centrasiatique. C'est grâce à la Route de la Soie que nous pouvons observer aujourd'hui une multitude des peuples, des langues et des religions dans cette région. Le terme « Route de la Soie » lui-même est apparu seulement en 1877 quand le baron Ferdinand von Richtofen l'a inscrit sur sa carte².

L'image de la Route de la Soie a été popularisée par les Chinois en particulier au début du XXI^e siècle. Il présente de nouvelles perspectives, la grandeur de ce parcours et par conséquent la grandeur de la Chine sous l'égide de laquelle la Route est censée être restaurée. Autrement dit, à l'époque contemporaine la Route de la Soie est devenue un outil du *soft power* chinois qui est diffusé à l'échelle globale, comme l'atteste le premier sommet international de l'initiative *OBOR* qui a réuni les représentants de 57 États, y compris les présidents du Kazakhstan, du Kirghizistan, de l'Ouzbékistan et de la Russie.³ La nouvelle Route de la Soie a également un impact au niveau national. Ce projet présenté comme une initiative personnelle de Xi Jinping sert de moyen de consolidation du pouvoir du président et d'augmentation de son prestige. La Route de la Soie est la culmination de la présidence de Xi Jinping, à la suite et par analogie à la politique de réforme et d'ouverture pour Deng Xiaopin et de la montée pacifique de la Chine pour Hu Jintao.

La Chine s'engage donc dans la mise en œuvre d'un immense projet qui vise à relier l'Est et l'Ouest par le biais du développement des réseaux de transport et de l'infrastructure. Le projet va s'articuler autour de deux axes : maritime, qui passe par l'Asie du Sud-Est, et terrestre qui passe par l'Asie centrale. Dans le cadre de notre recherche, nous

¹ HANSEN Valerie, *The Silk Road : a new history*, Oxford University Press, 2012, p. 235 (304)

² JIAN Yuan, « Silu bushi yitiaolu » (丝路不是一条“路”), *Jingbo Daily*, le 28 juillet 2015

³ Belt and Road Attendees List, *The Diplomat*, le 12 mai 2017 [En ligne] thediplomat.com/2017/05/belt-and-road-attendees-list/ (date de consultation : le 20 mai 2017)

allons étudier le volet terrestre qui concerne directement les États d'Asie centrale. L'initiative *OBOR* fait une référence non-ambiguë à la théorie de Halford MacKinder des puissances maritimes et terrestres, et notamment du *Heartland*.¹ D'après lui, le contrôle sur la région pivotale qui correspond à l'espace eurasiatique est essentiel pour le contrôle du monde. MacKinder souligne également l'importance de la connectivité au sein de cette région et c'est justement cet aspect qui est mis au cœur du projet chinois.

Les objectifs principaux de la nouvelle Route de la Soie sont consacrés dans le programme « La vision et les actions pour construire ensemble la Ceinture économique de la Route de la Soie et de la Route de la Soie maritime du XXI^e siècle » qui énonce notamment que le projet vise à promouvoir la coordination politique au niveau intergouvernemental, la connectivité entre les structures, le libre commerce, l'intégration financière et les relations interpersonnelles au niveau de la société.²

Cependant, l'*OBOR* nécessite des sources financières considérables afin que ce projet soit mis en place. À cette fin, une plateforme de financement se composant de plusieurs sources a été mise en place. Premièrement, on y trouve le Fonds de la Route de la Soie créée en décembre 2014 spécifiquement pour soutenir le projet qui est largement financé par la Banque centrale de la RPC. En tant qu'initiateur principal de projet, la Chine met ses agences nationales à la disposition du projet, comme l'Administration d'État des échanges étrangers, la Corporation chinoise d'investissement, la Banque chinoise des exportations et importations et la Banque chinoise pour le développement. Une grande contribution peut potentiellement être faite par la Banque asiatique d'investissement pour les infrastructures (AIIB) qui est financée non seulement par le capital national, mais également par le capital étranger contrairement au Fonds de la Route de la Soie³. De plus, la Nouvelle Banque pour le développement a été fondée en 2014 remplaçant l'ancien Banque des BRICS.

Derrière ces organisations financières mises en place afin d'appuyer le projet chinois, nous pouvons discerner un système solide qui constitue un contrepoids important du système déjà existant qui est fondé sur le Dollar américain et qui est représenté par les structures comme la Banque européenne pour la reconstruction et le développement, le Fonds

¹ MACKINDER H.J. , « The Geographical Pivot of History », *The Geographical Journal*, Vol. 23, No. 4, April 1904, pp.421-437

² Vision and Actions on Jointly Building Silk Road Economic Belt and 21st-Century Maritime Silk Road, Issued by the National Development and Reform Commission, Ministry of Foreign Affairs, and Ministry of Commerce of the People's Republic of China, mars 2015

³ BESSLER Patrick, « China's "new Silk road": Focus on Central Asia », rapport du *EU-Asia economic governance forum*, le 22 décembre 2015 [En ligne] kas.de/wf/doc/kas_43841-1522-2-30.pdf?160401030733 (date de consultation : le 13 mars 2017)

monétaire international, et d'autres. Contrairement aux agences occidentales, le système bâti par la Chine permet une plus large liberté de manœuvre et présentent des exigences moins scrupuleuses.

2. La place de l'Asie centrale dans le projet de la nouvelle Route de la Soie

Le volet terrestre de la Route de la Soie vise à lier l'Est et l'Ouest à travers l'Asie centrale qui joue un rôle clef dans la mise en place du projet. Tandis que le marché des États centrasiatiques a longtemps été inaccessible pour la Chine, ils se sont ouverts aux investisseurs étrangers à partir de leur indépendance suite à l'effondrement de l'URSS. Dans les années 1990, les enjeux géopolitiques en Asie centrale ont été partagés principalement entre les États-Unis et la Russie. Pourtant, au tournant du siècle, les États-Unis, ayant partiellement perdu ses positions dans la région, ont été remplacés par la Chine qui est entrée vigoureusement dans le Grand Jeu centrasiatique.

Le rapprochement de la Chine avec les États centrasiatiques s'est effectué parallèlement au départ des États-Unis de la région et aux Révolutions de couleur qui ont perturbé la région à partir de 2003. L'Ouzbékistan, étant le premier pays à accueillir favorablement la coopération avec la Chine, commence à établir des liens économiques et culturels avec cette dernière. C'est ainsi que les premiers centres culturels, comme par exemple l'Institut Confucius (*Kongzi xueyuan*) sont apparus en l'Ouzbékistan. Plus tard, en 2004, Hu Jintao et Islom Karimov ont signé une déclaration conjointe sur l'élargissement de la coopération bilatérale dans les domaines politique, économique et commercial, scientifique, culturel, etc¹.

À la suite des attentats du 11 septembre 2001 aux États-Unis, la Chine renforce son rapprochement des États centrasiatiques dans le domaine sécuritaire. La menace terroriste, voire séparatiste, est largement présente dans les territoires de l'Ouest de la Chine, notamment dans la région de Xinjiang. Afin de les isoler des mouvances terroristes de l'Asie centrale, la Chine cherche à coopérer avec les gouvernements sur place. Ainsi, La Chine a signé des

¹ Совместная Декларация между Китайской Народной Республикой и Республикой Узбекистан, le 17 juin 2004, Посольство КНР в Республике Узбекистан [En ligne] uz.chineseembassy.org/rus/zwxg/zywj/t139438.htm (date de consultation : le 17 mai 2017)

traités d'amitié et de coopération avec le Kirghizstan (juin 2002), le Kazakhstan (décembre 2002), l'Ouzbékistan (mai 2005) et le Tadjikistan (janvier 2007)¹.

Cependant, l'avancée de la Chine en Asie centrale s'est faite non sans quelques obstacles. Sur le plan des représentations identitaires, la Chine est souvent considérée comme l'« ennemi historique des peuples des steppes »² de l'Asie centrale et donc suscite un certain sentiment de méfiance quant à ses ambitions dans la région. S'y ajoutent des craintes quant aux courants migratoires en provenance de la Chine. Le phénomène de « péril jaune » a dominé les médias en particulier kazakhs et kirghizstanais dans les années 1990.³ Bien qu'il soit difficile de mesurer l'ampleur de ces courants puisque la majorité d'entre eux a été constituée par l'immigration illégale, leur impact a été souvent exagéré et présentait plutôt des clichés infondés. Pourtant, malgré ces difficultés, le bilan de l'avancement de la Chine en Asie centrale après la première décennie du XXI^e siècle est plutôt positif. Depuis l'établissement des relations diplomatiques en 1992 entre la Chine et des États centrasiatiques, le volume de commerce a augmenté de 462 million USD à 46 milliard USD en 2010, multiplié par près de 100⁴. Il est composé principalement des importations par la Chine des hydrocarbures et par ses exportations de produits finis – des équipements, des voitures, des produits métalliques et des produits agricoles.

L'un des exemples symboliques de la coopération entre la Chine et l'Asie centrale est la construction de Khorgos sur la frontière sino-kazakhstanaise. Cette ville, qui relie l'Asie centrale et la Chine, est en effet une zone économique spéciale et un maillon important de la nouvelle Route de la Soie. C'est à la suite de l'initiative de Noursoultan Nazarbaïev que ce port terrestre est apparu en 2004. Son but principal consiste en la création d'un « centre de transport et logistique efficace qui subviendra au besoins des activités commerciales et qui facilitera la réalisation du potentiel de transit du Kazakhstan et l'intégration des produits kazakhs dans le système mondial de production et commercialisation »⁵.

¹ KELLNER Thierry, « La Chine et la Grande Asie centrale », *Politique étrangère*, 2008/3 (automne), p. 576 (pp. 575-587)

² *ibid.*

³ PEYROUSE Sébastien, « La présence chinoise en Asie centrale. Portée géopolitique, enjeux économiques et impact culturel », *Les Études du CERI*, N° 148, septembre 2008, p. 10

⁴ BORDATCHEV Timofey, SMALL Andrew, WAN Jinsong, « Россия, Китай и США в Центральной Азии: баланс интересов и возможности сотрудничества », rapport du club international de discussion *Valdai*, septembre 2016

⁵ « Одной из ее главных целей является создание эффективного транспортно-логистического центра, обеспечивающего интересы торгово-экспортной деятельности, реализацию транзитного потенциала Республики Казахстан и интеграцию казахстанской продукции в общемировую систему производства и сбыта товаров » « Вдоль "Пояса и пути" », *Xinhua News*, le 9 août 2016 [En ligne] russian.news.cn/2016-08/09/c_135579861.htm (date de consultation : le 10 mai 2017)

De manière générale, le marché centrasiatique sert potentiellement de moyen d'expansion de l'économie chinoise. Dans les conditions actuelles, marquées par l'excédent des infrastructures construites sur le territoire de la Chine, il lui est essentiel de trouver de nouveaux débouchés pour ses investisseurs. Autrement dit, c'est par le biais de l'Asie centrale que la Chine va alimenter sa croissance.¹

Parallèlement à la croissance du commerce avec les républiques d'Asie centrale, la Chine y développe un réseau de routes de transport. Traditionnellement, les livraisons se font par deux voies maritimes : la route Dalian – Rotterdam *via* le canal de Suez, et la Route maritime du Nord, actuellement navigable uniquement en été. Pourtant, leur désavantage principale consiste en la longue durée de livraison – de 45 à 48 jours et de 35 à 36 jours respectivement. Les livraisons aériennes sont coûteuses et limitées par leur capacité de charge. Ainsi, la Chine s'investit à construire un réseau de chemins de fer qui reliera l'Europe et l'Asie. La route « du Nord » commence à Chongqing, s'étend jusqu'à Ürümqi et, en traversant le Kazakhstan et la Russie, se dirige vers l'Europe. En totalité, le parcours va s'étendre sur 8400 kilomètres. Cette route est plus efficace sur le plan temporel par rapport aux routes maritimes, mais elle nécessite des investissements majeurs dans l'amélioration des chemins de fer russes et kazakhs. À ce stade, la Chine s'est déjà engagée dans des travaux de reconstruction entre Kazan et Moscou (Russie) et Moscou – Sagartchine (Kazakhstan).² La route « du Sud » à son tour va traverser le Kirghizistan (ou le Kazakhstan), l'Ouzbékistan, le Turkménistan, l'Iran et la Turquie avant de déboucher vers l'Europe.³ Cette route est un atout supplémentaire pour la Chine, puisqu'elle exclut tout passage sur le territoire de la Russie et constitue donc une alternative.

De plus, les États d'Asie centrale sont des partenaires énergétiques les plus prometteurs de la Chine⁴. Cette dernière en tant que l'un des plus grands consommateurs des ressources énergétiques au monde, cherche à diversifier la provenance des ressources qu'elle importe. Dépendant largement en cette matière des pays du Moyen-Orient,⁵ elle envisage

¹ SAUZE Caroline, « Quelles stratégies russes et chinoises en Asie centrale ? », *IRIS*, le 3 mai 2016 [En ligne] iris-france.org/77158-queelles-strategies-russes-et-chinoises-en-asie-centrale/ (date de consultation : le 13 avril 2017)

² MENDKOVITCH Nikita, « Евразийский транзит как проект в рамках ЕАЭС », *Ош Мамлекеттик Университетинин Жарчысы*, numéro 2, 2016, pp. 11-15

³ ZASYADKO Nikolai, « Новый шелковый путь: где Китай построит ж/д коридоры », Centre des stratégies de transport, le 26 novembre 2014 [En ligne] cfts.org.ua/articles/novyy_shelkovyy_put_gde_kitay_planiruet_postroit_zh_d_koridory_699/68076 (date de consultation : le 23 février 2017)

⁴ LANTEIGNE Marc, « China, energy security and Central Asia diplomacy. Bilateral and multilateral approaches » dans *Caspian energy politics. Azerbaijan, Kazakhstan and Turkmenistan*, sous la direction de OVERLAND Indra, KJAERNET Heidi, KENDALL-TAYLOR Andrea, *Routledge*, 2011, p. 105 (188 p.)

⁵ Breakdown of China's crude oil imports in 2014, by source country, Statista

d'exploiter les hydrocarbures centrasiatiques en implantant dans la partie Ouest a région ses compagnies pétrolières, comme China National Petroleum Corporation (CNPC) et Sinopec. Depuis les années 1990, le géant pétrolier chinois CNPC achète notamment des actions des compagnies locales, comme celles de Actobemunaigaz (Kazakhstan), PetroKazakhstan, Karazhanbas et KazMunaiGaz. En Ouzbékistan, les deux États ont enclenché une coopération énergétique, notamment entre la CNPC et Uzbekneftegaz, qui ont formé un *joint-venture* de 90 million USD, chargé de l'exploration et l'exploitation de champs pétrolifères dans la région de Boukhara et de Khiva.¹

Le projet le plus marquant de la Chine en Asie centrale est la construction des pipelines par CNPC. Convenue en 1997, la construction de l'oléoduc Kazakhstan – Chine a été achevée en 2009 par CNPC et KazMunaiGaz. En 2015, les deux lignes parallèles du gazoduc « Asie centrale – Chine » sont entrées en service, rejoignant le Turkménistan, l'Ouzbékistan, le Kazakhstan et la Chine.

Enfin, État limitrophe de l'Asie centrale, la Chine cherche à assurer la stabilité de ses régions frontalières, notamment du Xinjiang, perturbé par des mouvements radicaux islamistes et séparatistes. La région de Xinjiang joue un rôle clef dans l'économie du pays. Cette région autonome, qui occupe un sixième du territoire de la Chine, dispose en même temps riche en réserves de pétrole, de gaz naturel et de charbon qui représentent respectivement 30%, 24% et 40% des réserves du pays.² La position géographique du Xinjiang est également d'un intérêt stratégique pour Pékin : il est limitrophe de nombreux États, comme la Russie, la Mongolie, le Kazakhstan, le Kirghizistan, le Tadjikistan, le Pakistan, l'Inde, et au sein de la Chine il se situe dans le voisinage du Tibet. D'un côté, une telle position est extrêmement avantageuse pour la RPC, vu qu'elle met la Chine en communication avec ses voisins et lui donne accès aux pays partenaires, notamment dans le cadre du transit des hydrocarbures.³ De l'autre côté, c'est une zone d'instabilité permanente liée à la présence des mouvances séparatistes. Au niveau de la population, Xinjiang est une région très diversifiée. D'après les données statistiques de la fin de l'année 2013, la population han constitue presque 38%, alors que 62% sont représentés par les peuples minoritaires

¹ KELLNER Thierry, « La tranquille montée en puissance de la Chine en Asie centrale » dans *Quinze ans d'indépendance, les nouveaux enjeux en Asie centrale*, La revue internationale et stratégique, sous la direction de PEYROUSE Sébastien, hiver 2006-2007, p. 144 (pp. 143 – 154)

² SAUZE Caroline, « Quelles stratégies russes et chinoises en Asie centrale ? », *IRIS*, le 3 mai 2016 [En ligne] iris-france.org/77158-quelles-strategies-russes-et-chinoises-en-asie-centrale/ (date de consultation : le 13 avril 2017)

³ KELLNER Thierry, *L'Occident de la Chine. Pékin et la nouvelle Asie centrale (1991-2001)*, Graduate Institute Publications, 2008, p. 53 (624 p.)

(*shaoshu minzu*) dont la majorité est constituée par le peuple ouïghour (48%).¹ Les ouïghours ont toujours été en opposition avec les autorités chinoises. Victimes de la politique de l'assimilation forcée, ils se distinguent nettement du peuple han, l'ethnie majoritaire de la Chine, sur les plans religieux et culturel. Les ouïghours sont principalement des musulmans turcophones et ils se rapprochent plutôt des peuples d'Asie centrale, ce qui provoque des protestations nationalistes et séparatistes, violents et non-violents, régulièrement réprimés par les autorités chinoises. Ainsi, en juillet 2009 des affrontements interethniques ont fait officiellement 156 morts. Le désaccord entre les autorités chinoises centrales et les mouvances nationalistes dans le Xinjiang, aggravé par une répression sévère de la part de Pékin, a abouti finalement à la « montée en puissance d'un islam identitaire de combat ».² Par conséquent, des groupes, comme le Mouvement islamique du Turkestan oriental, cherchent à obtenir l'indépendance du Xinjiang et à instaurer leur propre gouvernement dans cette région et dans les terrains attenants appartenant au Kazakhstan, au Kirghizistan, Ouzbékistan, Pakistan et Afghanistan. Ces groupes extrémistes profitent activement de la position géographique de la région, et ils coopèrent notamment avec les mouvances islamistes présents dans les États centrasiatiques.

À ce stade, les autorités de la Chine considèrent les États d'Asie centrale comme des partenaires majeurs dans la lutte contre le terrorisme. Depuis 2001, la coopération sécuritaire se fait dans le cadre des relations bilatérales, aussi bien qu'au sein du Groupe eurasiatique pour la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme, dont la Russie, la Chine et les cinq États d'Asie centrale font partie, et enfin de l'OCS.³ Parallèlement, la Chine cherche à promouvoir le projet de la nouvelle Route de la Soie afin d'encourager le développement économique des zones « sensibles » et de renforcer les liens culturels afin de combattre le terrorisme.

3. Les défis de la nouvelle Route de la Soie

Malgré le nombreux avantages du projet chinois, il existe dans le même temps certains obstacles qui pourraient empêcher sa mise en œuvre efficace.

¹ «Wuge minzu zongjiao», Xinjiang wewuer zitaiqu tongjiju, le 31 août 2015 [En ligne] xjtj.gov.cn/sjcx/zgxj_3740/zgxj2014/201509/t20150902_478515.html (date de consultation : le 23 mai 2017)

² SALA Ilaria Maria, « Assimilation forcée dans le Xinjiang chinois », *Le Monde Diplomatique*, février 2002, pp. 8-9

³ TANNER Murray Scot, BELLACQUA James, *China's Response to Terrorism*, CNA analysis and solutions, juin 2016, p. 81 (188 p.)

Tout d'abord, la difficulté consiste en le fait que la dimension politique du projet chinois demeure opaque, et provoque par conséquent une certaine réticence de la part des États d'Asie centrale, notamment du Kazakhstan, ainsi que d'autres acteurs intéressés dans la région, en particulier la Russie. Alors que les dirigeants chinois soulignent que l'*OBOR* est une initiative ouverte à tous, certains experts considèrent que dans le cadre de ce projet, il s'agit d'une stratégie à long terme, ou bien d'un nouveau « plan Marshall ».¹ Ces soupçons ne sont pas entièrement infondés, puisque la portée de l'*OBOR* a en effet des implications géopolitiques. La création de l'AIIB et de la Nouvelle Banque pour le développement présente une alternative au système financier déjà existant et fondé sur la vision occidentale (système Bretton-Woods). D'ailleurs, il est plus probable que les pays en développement, tels que les États d'Asie centrale opteront plutôt pour le modèle chinois, qui requiert moins d'obligations en matière de normes juridiques et politiques, que pour celui des pays occidentaux, beaucoup plus exigeants. Ainsi, ce nouveau modèle chinois de coopération et de gouvernance globale peut potentiellement conduire à la domination régionale de la Chine dans le domaine économique et sécuritaire.

Cependant, l'*OBOR* est contraint de faire face non seulement aux réticences de l'extérieur, mais également à celles de l'intérieur. Pour l'instant, l'intérêt du projet chinois est sa participation financière dans le projet de la nouvelle Route de la Soie. Dans l'idée, le projet est ouvert au financement des autres États. Si celui-ci n'arrive pas à recueillir suffisamment de sources financières, il sera voué à l'échec. D'après Yan Xuetong, directeur de l'Institut des relations internationales de l'Université Qinghua à Pékin, l'initiative de Xi Jinping n'a pas été comprise. « Tout le monde a cru qu'il s'agissait d'un projet basé sur les capacités d'investissement de la Chine. Mais ce n'est pas le cas. La Chine a proposé de travailler conjointement. La Chine elle-même n'a pas les moyens satisfaire tout le monde. [...] C'est au de-là des capacités de la Chine. »²

Un autre problème auquel fait face l'*OBOR* est les conditions juridiques et économiques dans lesquelles il va opérer. Pour la Chine, il est important que l'État dans lequel elle envisage d'investir fournisse une liberté économique suffisante. Selon l'auteur de l'article, le Kazakhstan et le Kirghizistan ont un degré relativement élevé de liberté économique (67° et

¹ TIEZZI Shannon, *The New Silk Road: China's Marshall Plan?*, *The Diplomat*, November 06, 2014

² « Никто не понял, что Си Цзиньпин предложил. Все подумали, что это проект, базирующийся на китайских инвестиционных возможностях. Это совершенно не так. Китай предложил всем странам работать сообща — у самого Китая денег всех облагодетельствовать нет. [...] Это за рамками возможностей Китая. » YAN Xuetong, KOROSTIKOV Mikhail, « Не понимаю, почему Россия не настаивает на формировании альянса с Китаем », *Россия в глобальной политике*, le 17 mars 2017 [En ligne] globalaffairs.ru/diplomacy/Ne-ponimayu-pochemu-Rossiya-ne-nastaivaet-na-formirovanii-alyansa-s-Kitaem-18629 (date de consultation : le 30 mars 2017)

85^e place respectivement sur 184 États). Les trois autres États ont des indices assez bas, en particulier le Turkménistan (171^e place sur 184). Il s'y ajoute le taux élevé de corruption. Les États d'Asie centrale sont marqués par un niveau très haut de la corruption et d'inefficacité des autorités locales. Le mieux classé d'entre eux l'est à la 126 position (le Kazakhstan).¹ Les autorités locales ont déjà été impliquées dans des affaires de corruption, comme par exemple Temir Sariiev, Premier ministre kirghizstanais, qui a été soupçonné d'avoir falsifié l'appel d'offre de construction de l'autoroute Balyktchi – Koroumdou.²

Finalement, pour la mise en œuvre efficace de la Route de la Soie les projets sur place doivent être assurés par un niveau de sécurité stable. Dans les conditions de l'expansion des mouvements radicaux, il est problématique de garantir un niveau de sécurité suffisant, comme l'atteste par exemple l'attaque sur l'ambassade chinoise à Bichkek en août 2016. Il est envisageable donc qu'afin de réaliser les projets de l'*OBOR*, la Chine devra s'occuper de leur protection et s'engager davantage dans les affaires sécuritaires de la région.

Le projet de la nouvelle Route de la Soie est dictée par une multitude des intérêts de la RPC : économiques, financières, diplomatiques et géopolitiques. Officiellement, elle propose une coopération gagnant-gagnant sans aucune limitation quant aux participants, méthodes et normes. Par contre, le projet chinois, qui est déjà en cours, a un cadre juridique, légal et institutionnel assez flou. À ce stade il existe des programmes, des documents déclaratifs concernant l'*OBOR*, mais il manque d'instructions plus précises. De plus, il n'est pas suffisamment claire quels types de projet peuvent être considérés comme appartenant à la nouvelle Route de la Soie. Pour cette raison, chaque annonce d'investissement en Asie centrale est désormais estampillée comme faisant partie de l'*OBOR*.³

L'*OBOR* laisse ainsi une grande marge de manœuvre et une haute degré de flexibilité. Son volet terrestre vise l'Asie centrale dans sa totalité et il compte s'investir largement dans le développement de la connectivité de la région, par le biais des chemins de fer, des pipelines et d'autres infrastructures. Nous pouvons constater que la présence de la

¹ LI Chunmei, LI Xiaomin, « Yidaiyilu zhanluexiade zhongguo yu zhongya channeng hezuo yanjiu », *Journal of Lanzhou University of Finance and Economics*, vol. 32, no. 3, juin 2016, p. 5

² « Обзор: отставка Темира Сариева », CA-portal, le 12 avril 2016 [En ligne] ca-portal.ru/article:26433 (date de consultation : le 21 mars 2017)

³ SCHAEFFER Frédéric, « Chine : les enjeux d'influence des nouvelles routes de la soie », *Les Echos*, le 11 mai 2017 [En ligne] lesechos.fr/idees-debats/editos-analyses/0212041971300-chine-les-enjeux-d'influence-des-nouvelles-routes-de-la-soie-2085858.php (date de consultation : le 23 mai 2017)

nouvelle Route de la Soie en Asie centrale aura une incidence importante sur le développement de la région, y compris sur le développement économique, social, et potentiellement politique¹. Le projet chinois prévoit également l'engagement de la RPC dans les affaires sécuritaires de la région centrasiatique, dont la stabilité est une condition *sine qua non* pour la mise en place de la nouvelle Route de la Soie. De manière générale, les États d'Asie centrale pourront largement profiter de l'initiative *OBOR* en augmentant leurs capacités économiques et financières et en coopérant avec la Chine sur les questions liées aux mouvances terroristes.

¹ Ghiasy Richard, ZHOU Jiayi, *The Silk road economic belt Considering security implications and EU–China cooperation prospects*, SIPRI, 2017, p. 3 (61 p.)

CHAPITRE V :

LE CROISEMENT DES INTÉRÊTS SINO-RUSSES EN ASIE CENTRALE

Le contexte géopolitique actuel dans les États d'Asie centrale est très complexe. Le XXI^e siècle les a mis en face d'un choix d'orientation de leur développement économique et des rapports vis-à-vis des puissances intéressées par la région. Il s'agit en premier lieu de la Russie, qui exerce traditionnellement son influence dans les cinq États, et de la Chine, qui s'introduit vigoureusement dans la région. D'après Marlène Laruelle, la Chine s'est imposée en Asie centrale en trois étapes. Les premiers échanges commerciaux ont eu lieu après l'ouverture des frontières suite à la chute de l'URSS. Ensuite, la Chine commence à s'investir sur le plan énergétique pour profiter des richesses en hydrocarbures de la région. L'étape finale est la mise en place par la Chine de la nouvelle Route de la Soie, ce qui se traduit par des investissements massifs dans les infrastructures de transport, de communications et de transit de pétrole et de gaz naturel.¹

L'Asie centrale est ainsi devenu un terrain du croisement des intérêts stratégiques de la Russie et de la Chine et des deux projets qu'ils promeuvent, respectivement le projet de l'espace eurasiatique et celui de la nouvelle Route de la Soie. A l'heure actuelle, nous n'observons pas d'affrontement sérieux entre la Russie et la Chine dans cette région. Au contraire, les Présidents des deux pays se rencontrent régulièrement et font des déclarations concernant la fusion de leurs projets. Or, nous devons nous interroger sur la viabilité d'une telle fusion. Le caractère asymétrique sur plusieurs points des relations sino-russes, en particulier au niveau du potentiel économique, présente un obstacle à une alliance mutuellement bénéfique. Les experts n'excluent pas la possibilité que la Chine expulse la Russie de la région centrasiatique. La RPC figure déjà parmi les partenaires principaux des États centrasiatiques et dépasse la Russie dans plusieurs domaines. Elle s'impose activement dans les affaires sécuritaires de ces pays, malgré le fait qu'il s'agisse d'un domaine traditionnel d'influence russe. Dans ce chapitre, nous allons analyser les enjeux sino-russes en Asie centrale afin de définir s'il s'agit plutôt d'une relation compétitive ou d'une relation de coopération.

¹ LARUELLE Marlène, « Vers une nouvelle Route de la Soie ? Enjeux de l'influence chinoise en Asie centrale », conférence à IFRI, Paris, le 12 mai 2015

1. La nature des relations sino-russes en Asie centrale

Depuis les années 1990, le rapport d'influence en Asie centrale a beaucoup changé. Celle de la Russie diminue au fur et à mesure que d'autres acteurs s'implantent dans la région. Le Turkménistan s'oriente vers la Chine où il exporte 90% de sa production de gaz naturel, l'Ouzbékistan oscille entre la Russie et les États-Unis, tandis que le Kazakhstan, bien conscient de son potentiel économique, maintient des relations de coopération avec la Russie, la Chine et l'Occident. Même les pays les plus pauvres de la région centrasiatique, comme le Tadjikistan et le Kirghizistan, disposent d'une certaine flexibilité non-imaginable auparavant.¹

Il faut donc s'interroger : quel est l'avenir des relations sino-russes dans ce contexte ? De manière générale, Moscou et Pékin ont beaucoup en commun au niveau de la vision globale des affaires internationales. Tous les deux rejettent l'interventionnisme libéral des États-Unis et l'ingérence des États dans les affaires intérieures d'autres pays au nom de la démocratie et des droits de l'Homme. De même, et la Russie et la Chine se soucient de la présence militaire américaine dans leur voisinage et la jugent inacceptable. S'y ajoutent enfin les systèmes politiques locaux assez proches, avec un pouvoir représenté par un leader fort, et le passé communiste².

Or, une grande différence se retrouve dans le potentiel économique des deux États. Tandis que la Chine, malgré la baisse de sa croissance économique, demeure un des acteurs majeurs sur ce plan, la Russie, affaiblie par la crise pétrolière, les dépenses militaires et les sanctions économiques occidentales fait face à de nombreuses difficultés. D'ailleurs, la Chine, bien qu'en opposition à la présence américaine croissante, maintient cependant des relations bien développées avec les États-Unis, alors que la Russie s'est retrouvée dans une situation d'isolation des pays Occidentaux, provoquée notamment par ses activités dans l'espace post-soviétique, son « étranger proche ».

Nous pouvons en conclure qu'alors qu'il existe une base pour l'alliance sino-russe, elle va probablement être contenue par un certain nombre d'obstacles. C'est précisément ce que nous observons aujourd'hui. Malgré les déclarations mutuelles de Xi Jinping et de Vladimir Poutine, les relations sino-russes restent en état d'« entente », comme qualifiées par Dmitri Trénine. Il s'agit notamment d'un rapprochement sans obligations et sans promesses qui implique toutefois la coopération, les échanges culturelles et d'autres activités. En effet,

¹ LO Bobo, « La Russie a-t-elle une stratégie en Asie centrale », *Centre Russie.Nei*, IFRI, janvier 2015, p.18

² TRENINE Dmitri, *Politique russe en Asie : d'une approche bilatérale à une stratégie globale*, Centre Russie.Nei, IFRI, p. 12 (26 p.)

après la chute de l'URSS, la Russie et la Chine ont cherché d'instaurer une relation de partenariat constructif et de minimiser les conflits. Désormais les relations sino-russes se sont inscrites dans le paradigme de la prudence et du pragmatisme, sans composante idéologique. Au fur et à mesure les deux États ont élaboré une formule de partenariat mutuellement bénéfique, la norme d'une « relation égale, désidéologisée et pragmatique basée sur les intérêts des deux États, où ils gardent des attentes réalistes quant au comportement de son homologue »¹.

À l'heure actuelle, la coopération entre la Russie et la Chine se traduit largement par des projets menés par les investisseurs chinois dans l'Extrême-Orient russe. Ainsi, plus de 3 milliard USD ont été octroyés pour financer vingt-et-un projets mis en place dans les domaines de l'agriculture, de la transformation des ressources naturelles, de la logistique et du tourisme.² Il existe également une ligne de chemin de fer à haute vitesse en cours de construction qui va relier Moscou à Kazan (Tatarstan), financée entre autres par la China Railway Eryuan Engineering Group Co. Ltd. Finalement, de nombreux accords dans le domaine énergétique ont été signés au plus haut niveau, destinés à faciliter les exportations de pétrole vers la Chine.

Dans le cadre de cette relation d'« entente », la Chine ne s'oppose pas au développement des organisations comme l'UEE et l'OTSC dans la région centrasiatique, alors que de son côté la Russie accueille favorablement la mise en oeuvre de l'*OBOR*. Il est nécessaire de faire remarquer que d'après la position officielle de la Chine, le projet chinois se veut être ouvert aux autres États.

La nouvelle Route de la Soie va potentiellement s'accorder avec les initiatives de même genre au niveau locale, notamment avec La Route claire (*Nyrly Zhol*) du Kazakhstan, la Route de la Steppe de la Mongolie, l'Initiative eurasiatique de la Corée du Sud, et d'autres projets. Le 8 mai 2015, la Russie et la Chine ont fait une déclaration sur le mariage de l'UEE et de la Route de la Soie. Dans ce cas-là, il s'agit d'une volonté de mettre en place des négociations sur la coopération économique et commerciale entre l'Union eurasiatique et la Chine. Une telle initiative est vitale, en particulier pour la Russie, vu qu'elle permettra de coordonner la concurrence des intérêts chinois et russes en Asie centrale. Comme le remarque Sergueï Loukonine, les entrepreneurs russes en Asie centrale risquent de se retrouver à l'écart

¹ EDER Thomas Stephan, *China Russia Relations in Central Asia*, Springer VS, 2014, p. 28

² « На Дальнем Востоке реализуется 21 проект с участием китайских предприятий -- А.Галушка », *Xinhua News*, le 3 juin 2017 [En ligne] russian.news.cn/2017-06/03/c_136335880.htm (date de consultation : le 3 juin 2017)

des activités économiques au fur et à mesure que la Chine s'y impose. Pour cette raison, il semble approprié de créer un groupe de travail pour la coordination des programmes chinois et locaux, y compris celui de la Russie, afin d'inclure cette dernière dans le développement économique.¹

Pourtant, un tel mécanisme n'a toujours pas été mis en place. La nouvelle Route de la Soie existe sous une forme principalement théorique, sans encadrement juridique ou institutionnel, (à l'exception du Fonds de la Route de la Soie, déjà créé). La Chine utilise des organisations internationales en tant que plateforme pour les négociations, ou bien s'adresse aux autres États au cours de rencontres bilatérales. Le premier événement destiné uniquement à la nouvelle Route de la Soie a eu lieu les 14 et 15 mai 2017 à Pékin et a réuni à peu près de 60 représentants d'États, alors que le projet était déjà mis en œuvre depuis plusieurs années.

2. L'OCS en tant que plaque tournante entre les intérêts de la Chine et de la Russie en Asie centrale

Aujourd'hui, l'OCS est la seule structure institutionnalisée qui sert de plateforme de coordination des intérêts russes et chinois dans l'espace eurasiatique, dont entre autres la Russie, la Chine et quatre des cinq États d'Asie centrale, à l'exception du Turkménistan, font partie. Fondée en 1996 sous le format *Shanghai Five*, cette organisation est initialement une alliance sécuritaire. Comme le note Peter Konecny, l'OCS s'est voulue la « première tentative concertée visant à créer un nouveau cadre de sécurité en Asie centrale »². L'organisation s'est formalisée définitivement en 2001, après qu'elle a été rejointe par l'Ouzbékistan. Aujourd'hui, l'OCS forme la base de deux institutions, notamment un secrétariat à Shanghai et, à partir de 2004, une Structure régionale antiterroriste à Tachkent.

Pour la Russie et la Chine le dialogue au sein de l'OCS est une opportunité d'accorder leurs intérêts dans la région et de mener une lutte contre les « trois maux » : le terrorisme, le séparatisme et le fondamentalisme. La nécessité d'une telle organisation est devenu évident en particulier après les attentats du 11 septembre 2001 aux États-Unis, qui d'un côté ont fourni une marge de manœuvre plus large dans la lutte contre le terrorisme, et

¹ LOUKONINE Sergueï, « Экономический пояс Шелкового пути: риски и возможности для России », *Международная торговля и торговая политика*, 2015, № 4(4), p. 28 (pp. 18 – 29)

² KONECNY Peter, « Asie Centrale : une histoire hypothéquée par les conflits », *Asie Centrale et Caucase. Une sécurité mondialisée*, sous la direction de Thomas JUNEAU, Gérard HERVOUET, Frédéric LASSERRE, Les presses de l'Université Laval, 2004, p. 37 (242 p.)

qui de l'autre côté ont provoqué l'engagement des États-Unis dans le domaine sécuritaire centrasiatique. Ces derniers se sont largement impliqués dans la région après les attentats du 11 septembre 2001. Premièrement, cet engagement n'a pas rencontré d'opposition de la part de la Chine ou de la Russie. Au contraire, la présence temporaire américaine leur semblait avantageux dans la mesure où elle était censée résoudre le problème posé par les Talibans dans la région. Pourtant, après que le régime des Talibans ait été écrasé, les bases américaines sont restées dans la région, ce qui a provoqué une méfiance de la Chine et de la Russie. En 2005, quand les États-Unis ont exprimé leur indignation à la suite des événements à Andijan, par rapport à la réaction des autorités ouzbékistanaises, l'OCS a produit une déclaration qui demandait aux États-Unis de préciser la date de leur retrait de la région centrasiatique. L'OCS sert ainsi à la Chine et la Russie à garantir une certaine solidarité en matière de non-alignement avec les États-Unis dans le domaine sécuritaire en Asie centrale et de promouvoir un certain discours politique, notamment en ce qui concerne la non-ingérence dans les affaires internes des États. Ils récusent toute critique des démarches des autorités destinées à réprimer les manifestations comme celle d'Andijan en Ouzbékistan, ou au Tibet et Xinjiang en Chine.

L'ordre du jour de l'OCS est défini principalement par la Russie et la Chine. Inversement, pour les pays d'Asie centrale, l'OCS est une arène où les États négocient à parité avec deux grandes puissances, évitant ainsi une confrontation entre ces dernières¹. Il existe notamment un débat sur l'ordre du jour général. Au fur et à mesure la Chine cherche à élargir le domaine d'activités de l'OCS et de mettre en place la conception des « deux roues » de l'OCS, proposée par le secrétaire chinois de l'OCS en 2004 : sécurité et économie. Tandis que la Russie insiste sur la priorité des affaires sécuritaires, la Chine défend que l'OCS devra comprendre une direction de la coopération économique.² Les représentants de la Chine ont proposé à plusieurs reprises la création d'une zone de libre-échange sous l'égide de l'OCS, ce qui a été favorablement accueilli par le Kazakhstan et le Kirghizistan, mais pas par la Russie.³ Une telle perspective signifiera un affaiblissement majeur des positions de la Russie. Celle-ci, bien consciente du potentiel économique et financier chinois, accueille avec scepticisme la possibilité de la projection de ce potentiel en Asie centrale.⁴ Ainsi, lors du forum des experts des États membres de l'OCS tenu le 23 juin 2014 à Bichkek, alors que l'expert de l'Institut des

¹ EISENBAUM Boris, « Négociation, coopération régionale et jeu d'influences en Asie centrale : l'Organisation de coopération de Shanghai », *Politique étrangère*, 2010/1 (Printemps), pp. 151-164

² ARIS Stephen, « Poste d'observation sino-russe », *Russie Nei Visions*, IFRI, no. 34, septembre 2008, p. 13 (p. 21)

³ KIM Evgueniya, « Безопасность превыше всего — Китай и Средняя Азия за месяц », REGNUM, le 10 mai 2017 [En ligne] regnum.ru/news/polit/2272423.html (date de consultation : le 1 juin 2017)

⁴ COOLEY Alexander, « The Stagnation of the SCO Competing Agendas and Divergent Interests in Central Asia », *PONARS Eurasia Policy*, Memo No. 85, septembre 2009, p. 3

recherches internationales Chen Yurong a déclaré que la ceinture économique ne vas pas « empêcher les activités de l'UEE », le secrétaire générale de l'OCS Dmitri Mezentsev a reconnu qu'il existait une compétition économique sino-russe dans la région centrasiatique.¹ La Chine est déjà le partenaire et le créateur principal du Kirghizistan, et elle augmente le volume de son commerce avec le Kazakhstan et le Turkménistan.

L'interprétation politique de l'OCS constitue également un point problématique des relations sino-russes. Alors que la Russie envisage que l'OCS devienne un contrepoids solide à l'influence des États-Unis, la Chine est assez réticente quant à cette question. Elle le voit plus comme un instrument de réalisation de son potentiel économique qu'un outil politique. Pour cette raison, nous n'observons pas de ligne commune de politique étrangère des États membres de l'OCS. Cela est devenu évident en 2008 lors du sommet à Douchanbé, où la Russie espérait assurer la reconnaissance de l'Abkhazie et de l'Ossétie du Sud par les États membres de l'OCS. Cependant la Chine, qui se prononce fortement contre les mouvements séparatistes, a encouragé les États membres à adopter la même position. La Russie n'a donc pas obtenu le soutien de ses partenaires centrasiatique et s'est retrouvée isolée à l'OCS. Afin de renforcer son influence parmi les États de cette région, la Russie s'est mis à développer davantage la coopération au sein de l'OTSC et l'UEE. De la même manière, la Russie agit seule en Ukraine et en Syrie, alors que la Chine mène des actions dans la Mer de Chine du Sud sans appui de l'OCS.

Nous pouvons conclure que malgré des intérêts communs de la Russie et de la Chine en Asie centrale, la coopération dans le cadre de l'OCS s'est avérée problématique. De nombreux différends entre Moscou et Pékin les empêche de coordonner la politique commune de l'OCS, ce qui a une incidence importante sur le poids politique de cette organisation. Forte à l'étape initiale, elle se trouve aujourd'hui en crise. Son potentiel politique est d'autant plus faible que plusieurs projets et activités sont mis en œuvre hors du cadre de l'OCS, notamment au niveau bilatéral. Ainsi, par exemple, la Chine a organisé des exercices militaires avec le Tadjikistan en septembre 2016 et plus tard une Initiative quadruple avec le Tadjikistan, le Pakistan et l'Afghanistan a été créée dans le domaine sécuritaire. Ainsi, la Chine cherche à s'implanter dans la région non seulement dans le domaine économique dans lequel elle peut difficilement être contestée, mais aussi dans le domaine de sécurité. Depuis 2001, la Chine a cherché l'engagement de ses voisins centrasiatiques pour approfondir leur coopération dans la lutte contre le terrorisme et le séparatisme. Le premier exercice militaire antiterroriste conjoint

¹« Россия и Китай продемонстрировали глубокие разногласия на форуме ШОС », CA-Portal, le 26 juin 2014 [En ligne] ca-portal.ru/article:12400 (date de consultation : le 17 mars 2017)

avec le Kirghizistan a eu lieu en octobre 2002. Parallèlement, elle a promu le développement des contacts bilatéraux entre responsables militaires avec le Kazakhstan, l'Ouzbékistan, le Tadjikistan et même le Turkménistan.¹ La volonté de la Chine de se promouvoir dans la région centrasiatique à une grande échelle est un facteur déconstructif pour la coopération sino-russe qui est à la base de l'OCS.

Ainsi, la Chine qui avait refusé auparavant de s'engager dans un quelconque mécanisme sécuritaire, accueille favorablement la création de l'OCS et y prend au fur et à mesure une position dominante.

3. La position des États d'Asie centrale dans le contexte de la compétition sino-russe

Au vu des divergences des intérêts russes et chinois dans la région d'Asie centrale, les États centrasiatiques doivent faire face au choix stratégique de leur développement. C'est la dynamique de leur développement politique qui va également définir les positions russes et chinoises dans la région.

Quand nous nous référons à la région centrasiatique, il faut bien comprendre qu'elle peut difficilement être analysée en tant qu'unité géopolitique unique. Les cinq États diffèrent par leur niveau de développement économique, par l'orientation de leur politique étrangère et par leur stabilité sécuritaire. Le Turkménistan, qui refuse toute participation à une quelconque alliance, l'Ouzbékistan qui cherche à protéger son autonomie stratégique, le Kazakhstan (le plus développé parmi les États centrasiatiques) et les deux pays les plus pauvres, le Kirghizistan et le Tadjikistan, jouent pourtant un rôle important dans la sécurité de la région. La situation en Asie centrale est d'autant plus compliquée qu'elle fait face à de nombreuses disputes entre les cinq États. Les États riverains de la mer Caspienne profitent de l'abondance des réserves d'hydrocarbures, alors que les États du côté Est, riches en ressources hydrauliques, se servent de cet avantage pour influencer leurs voisins.

Or, tous ces États ont en commun une volonté de conserver une certaine liberté de manœuvre quant à leur politique étrangère. Aujourd'hui, quand les intérêts de la Chine et de la Russie sont croisés dans la région, les républiques centrasiatiques préfèrent une politique pluri-vectorielle, sans donner la priorité à un seul partenaire. Comme le note Marlène Laruelle,

¹ KELLNER Thierry, « La tranquille montée en puissance de la Chine en Asie centrale », dans *Quinze ans d'indépendance, les nouveaux enjeux en Asie centrale*, sous la direction de Sébastien Peyrouse, *La revue internationale et stratégique*, hiver 2006-2007, p. 146

« les États centrasiatiques ont élaboré leur propre manière de communication avec les acteurs extérieurs, qui leur permet d'adopter le comportement qu'on attend d'eux.[...] l'aspect post-communiste est mis en avant lors des négociations avec les instituts financiers internationales sur le sujet des emprunts [...], l'aspect musulman – quant il est important de consacrer leur appartenance à la communauté musulmane [...], la composante asiatique devient importante quand ces pays participent dans les forums asiatiques ou quand ils s'adressent à l'AIIIB, la composante européenne – lors des négociations avec l'UE ou l'OSCE ». ¹ Pour cette raison, il est difficile d'anticiper comment les États centrasiatiques vont se comporter au fur et à mesure que la Russie et la Chine vont chercher à accroître leur influence dans la région. Nous pouvons pourtant constater que le maintien des rapports au niveau des élites politiques va demeurer une composante importante des stratégies russe et chinoise.

Un exemple particulièrement éloquent du caractère pluri-vectoriel de la politique des États en Asie centrale est le Turkménistan. Après l'explosion du gazoduc « Asie centrale – Centre » en 2009, celui-ci a fait porter la responsabilité de l'incident à la Russie et s'est rapproché de la Chine. En 2016, la Russie a cessé d'importer le gaz turkmène et aujourd'hui la Chine est le seul importateur pour le gaz en provenance du Turkménistan. ²

L'Ouzbékistan, bien que distancié de l'intégration eurasiatique, maintient toutefois des rapports constructifs avec la Chine et la Russie. Afin de contrebalancer le rôle dominant de l'entreprise pétrolière russe Loukoil, l'Ouzbékistan diversifie ses partenariats par le biais de la coopération avec CNPC et par les tentatives de développer les compagnies nationales, comme UzbekNeftGaz. ³

Le Kazakhstan est l'une des destinations les plus intéressantes pour la Chine et la Russie. Ses capacités commerciales, les réserves de pétrole et sa position géographique (dont découle le potentiel de transit important) le rend attractif pour ses partenaires. Alors que la destination la plus importante des exportations kazakhes est la Chine (5,53 milliards USD en 2015), la Russie est l'État le plus important pour la provenance de ses importations (10,5 milliards USD en 2015). ⁴ La Chine a été particulièrement active dans le secteur économique kazakh dans les années 1990, quand les compagnies pétrolières ont profité de la privatisation

¹ LARUELLE Marlène, « Внешняя политика и идентичность в Центральной Азии », *Pro et Contra*, janvier – avril 2013, p. 9 (pp. 6-20)

² PANNIER Bruce, « Конец «газовой мечты» в Туркменистане », Radio Azattyq, le 7 mars 2017 [En ligne] rus.azattyq.org/a/centrasia-turkmenistan-gaz/28354994.html (date de consultation : le 25 mai 2017)

³ CUTLER Robert M., « Российско-китайское соперничество за энергетические ресурсы в Центральной Азии », *Russian Council on International Affairs*, le 6 juin 2013 [En ligne] russiancouncil.ru/analytics-and-comments/interview/rossiysko-kitayskoe-sopernichestvo-za-energeticheskie-resurs/ (date de consultation : le 3 avril 2017)

⁴ calculé sur *The Observer of Economic Complexity* [En ligne] atlas.media.mit.edu/en/

en cours pour racheter les compagnies kazakhes. La coopération énergétique du Kazakhstan avec Moscou est également assez forte. De plus, le Kazakhstan se dit favorable à l'intégration eurasiatique avec la Russie. Ainsi, c'est lui notamment qui a été l'initiateur de la création de l'UEE.

Finalement, le Kirghizistan et le Tadjikistan sont largement dépendants de la Russie à cause des flux de travailleurs migrants qui fournissent une partie majeure du PIB de ces États. Leurs gouvernements sont bien conscients à quel point la stabilité de leurs pays dépendent de ces flux humains et financiers et font donc de grands efforts pour la défendre politiquement en gardant de bonnes relations avec la Russie. À son tour, la Chine s'implique pour soutenir financièrement ces deux États et y investir. Ainsi, en 2016 le volume total des investissements chinois au Tadjikistan s'élevait à 1,16 milliards USD, ayant dépassé la Russie dont les investissements ont été seulement de 985,6 millions USD.¹

Aujourd'hui, les relations sino-russes s'inscrivent dans la conception « jamais l'un contre l'autre, mais pas nécessairement toujours l'un avec l'autre ». Les deux États agissent en Asie centrale avec la volonté de construire un partenariat bénéfique mutuellement, sans pour autant se borner à une quelconque obligation. Au plus haut niveau, les présidents Xi Jinping et Vladimir Poutine ont exprimé l'idée de joindre la nouvelle Route de la Soie et l'UEE, les incarnations de leurs ambitions dans la région.

D'un côté, la coopération sino-russe en Asie centrale peut être une alliance dont tous les membres pourront profiter. Les capacités militaires russes pourront notamment assurer la stabilité de la mise en œuvre des projets de construction d'infrastructures dans les États centrasiatiques. De plus, les liens forts basés sur la coopération énergétique datant de l'époque soviétique, mais ne s'y bornant pas, sur l'aide que la Russie octroie à ses partenaires centrasiatiques fournissent une fondation solide pour la consécration des positions russes dans la région. La Chine a tout obtenu un accès aux nouveaux marchés et trouve un terrain pour l'expansion économique dont elle a particulièrement besoin aujourd'hui.

Or, les relations sino-russes sont fortement conditionnées par des facteurs extérieurs. Tout d'abord, c'est la situation mondiale dans laquelle la Russie se trouve actuellement dans une position isolée et manque d'alliés forts. Elle est également dans une situation de crise

¹ « Китай обошел Россию по прямым инвестициям в Таджикистан », *Asia-Plus*, le 2 février 2017 [En ligne] news.tj/ru/news/tajikistan/economic/20170202/kitai-oboshel-rossiyu-po-pryamim-investitsiyam-v-tadzhikistan (date de consultation : le 2 mars 2017)

économique. Dans ce contexte, la Russie doit également faire face à son puissant voisin, la Chine, qui se promet dans une région appartenant traditionnellement à la zone d'influence russe. La Russie n'a pas le choix que de s'allier de la Chine afin de ne pas créer un nouveau rival à sa frontière orientale. Pourtant, elle s'efforce de préserver ses intérêts en Asie centrale en maintenant des liens politiques avec les élites des républiques centrasiatiques et en contenant l'expansion de la Chine au sein de l'OCS. Pourtant, ses capacités politiques (au vu du fait que les élites politiques en Asie centrale sont en train progressivement de changer) et économiques limitent sa marge de manoeuvre.

CONCLUSION

Aujourd'hui, le nouveau Grand Jeu en Asie centrale se traduit de manière générale à la présence sino-russe dans la région. Ce sont principalement la Chine et la Russie qui disposent des moyens d'influence politique, économique et sécuritaire en Asie centrale. Ces deux États partagent les mêmes objectifs à court terme, notamment la stabilité des régimes politiques, la lutte contre le terrorisme et le séparatisme, l'exploitation des richesses du sous-sol et la réalisation du potentiel de transit de la région. Cette vision commune quant au développement de l'Asie centrale est appuyée par les rencontres fréquentes au plus haut niveau, en particulier par des échanges et des sommets au sein de l'OCS.

En effet, la coopération sino-russe peut être très bénéfique pour les deux États et pour les cinq États d'Asie centrale. Premièrement, ils encadrent le complexe de sécurité régionale qui met en œuvre la lutte contre le séparatisme et le terrorisme. Alors que les États centrasiatiques profitent ainsi du système de sécurité qu'ils ne peuvent pas mettre en place seuls, la Chine et la Russie non seulement sécurisent les activités de leurs entreprises sur place, mais ils empêchent également le trafic de drogue et l'infiltration de terroristes sur leurs propres territoires. De plus, l'Asie centrale est une région tampon entre la Russie et la Chine qui permet d'éviter les disputes potentielles entre deux puissances militaires majeures.

Tandis que sur le plan sécuritaire, la Chine et la Russie n'ont pas encore rencontré de différends sérieux, sur le plan économique elles deviennent de plus en plus des concurrents. Le potentiel économique chinois, incomparable à celui de la Russie, cherche à se projeter sur la zone centrasiatique. Pourtant, la Russie considère la région comme sa zone d'influence traditionnelle. Bien qu'elle soit consciente de la menace qu'implique l'expansion de la Chine dans la région, la Russie se trouve incapable de contester les ambitions chinoises en raison de la situation politique dans laquelle elle se trouve. La Russie ne peut donc pas se permettre d'aller directement à l'encontre de la Chine, et elle se contente de contenir celle-ci par le biais de politiques implicites, en dehors de l'OCS. Elle essaie notamment de renforcer la coopération au sein de l'OTSC, dont la Chine ne fait pas partie. De la même manière, le gouvernement russe fournit autant de soutien que possible, dans les conditions de crise économique auxquelles elle doit faire face, aux compagnies pétrolières majeures afin qu'elles puissent se maintenir en Asie centrale. La Russie se sert des leviers d'influence dont elle dispose pour encourager les États centrasiatiques à coopérer avec elle. C'est le cas par exemple du Kirghizistan et du Tadjikistan, pour lesquels la politique migratoire de la Russie a

un impact direct sur la vie de leurs citoyens. C'est également l'aspect politique qui contribue largement au développement des liens entre la Russie et l'Asie centrale. Les similarités entre les régimes politiques de la Russie et des États d'Asie centrale servent de base fiable qui consolide leur coopération. Pourtant, il faut se rappeler que les élites politiques centrasiatiques aujourd'hui sont principalement issues de l'appareil du Parti communiste de l'époque soviétique et qu'elles maintiennent globalement la même vision des affaires internationales et internes. Pourtant, au cours des prochaines années, quand des changements interviendront dans l'appareil gouvernemental des États centrasiatiques, il n'y aura plus de garanties que les contacts politiques vont être aussi efficaces qu'aujourd'hui.

De manière générale, nous pouvons constater qu'à ce stade du développement des relations de la Russie et des États centrasiatiques, le Kazakhstan, le Kirghizistan et le Tadjikistan vont poursuivre leur coopération avec la Russie. Par contre, la position du Turkménistan et de l'Ouzbékistan demeure dans une certaine mesure plus restrictive pour la Russie. C'est dans cette zone-là que l'influence de la Russie est la plus vulnérable et où elle risque de perdre ses positions au profit de la Chine.

La Chine à son tour emploie ses capacités financières et son potentiel d'investissement afin d'instaurer des relations de partenariat avec les États d'Asie centrale. Elle octroie des aides au développement importantes, en particulier aux États frontaliers, le Kirghizistan et le Tadjikistan. Les projets énergétiques chinois sont mis en œuvre partout en Asie centrale, de même que de nouvelles voies de chemins de fer sont en cours de construction. La Chine est même prête à la création d'une zone de libre-échange dans la région, mais sur ce plan elle a fait face à l'opposition de la Russie. Pour cette raison, la Chine a déclenché le mécanisme géant de la nouvelle Route de la Soie qui pourtant manque à ce stade de son développement d'un cadre institutionnel et juridique. Cette initiative présente une formulation des intérêts de la RPC : économiques, financiers, diplomatiques et géopolitiques. La Chine réfute officiellement toute implication géopolitique de l'*OBOR*, alors qu'elles sont inévitables. Elle invite activement d'autres États à participer au projet, et elle offre une intégration des projets similaires, comme celui de la Russie, dans la nouvelle Route de la Soie. Aujourd'hui, nous sommes témoins de l'étape initiale de l'*OBOR* : la base institutionnelle n'est pas encore créée, et la liste définitive des participants au projets n'est pas encore connue.

Les ambitions de la Chine vont s'entrechoquer avec celles de la Russie dans la région centrasiatique. Les deux États essaient de préserver leurs relations amicales de partenariat, car ils ont besoin l'un de l'autre dans le contexte actuel et car une relation de

rivalité peut potentiellement s'étendre à la région centrasiatique, dont la stabilité est primordiale pour les deux États. Pour cette raison, la Chine et la Russie maintiennent leur coopération au sein de l'OCS, qui s'est néanmoins déjà largement affaiblie en raison de plusieurs différends .

Pour conclure, l'avenir des relations sino-russes va dépendre de plusieurs facteurs :

- du contexte international, notamment des relations de la Russie avec les pays occidentaux ;
- de la situation politique dans les États d'Asie centrale, de la présence ou l'absence des changements politiques dûs au renouvellement des élites politiques ;
- du succès de la Chine dans le développement de son projet et dans la recherche des partenaires et investisseurs ;
- de la conjoncture sécuritaire non seulement en Asie centrale, mais aussi dans les États frontaliers de la région : Pakistan, Afghanistan en particulier ;
- la situation économique mondiale, et le niveau des prix des hydrocarbures.

Il faut également dire que cette liste n'est pas exhaustive, mais ce sont ces facteurs-là qui vont principalement définir le cadre des relations sino-russes.

SOURCES PRIMAIRES

I. Traités, accords internationaux, déclarations communes

- L'accord sur la collaboration dans le domaine de garde des frontières des États membres de la CEI, le 10 juillet 1996, Le registre unique des actes législatives et réglementaires et d'autres documents de la CEI
- Traité de sécurité collective, le 15 mai 1992
- Accord sur l'union de coopération entre la Fédération de Russie et la République du Tadjikistan orientée pour le XXI^e siècle, le 16 avril 1999, Département juridique du Ministère des affaires étrangères de la Russie, registre des accords bilatéraux internationaux de la Fédération de Russie
- L'accord entre le gouvernement de la Fédération de la Russie et le gouvernement de la République du Tadjikistan sur les biens immobiliers, la quantité et les limites des terrains fournis à accueillir les installations militaires russes, et sur leur location sur le territoire de la République du Tadjikistan, Bulletin des accords internationaux, Ministère des affaires étrangères, 2005, № 8, p.70
- L'accord entre la Fédération de la Russie et la République du Kazakhstan sur la coopération en matière de garde des frontières, le 21 octobre 1994, Bulletin des accords internationaux, Ministère des affaires étrangères, 2004, № 5, p. 11
- Accord sur la division du fond sous-marin de la mer Caspienne pour la réalisation des droits souverains à leur exploitation du 6 juillet 1998, Бюллетень международных договоров, 2004, №1, p.71
- Déclaration commune de la République populaire de Chine et de la République de l'Ouzbékistan, le 17 juin 2004, Ambassade de la RPC à l'Ouzbékistan
- La décision du Conseil des chefs d'États du CEI du 21 juin 2000 sur « La création de Centre contre terrorisme des États membres de la CEI », Le registre unique des actes législatives et réglementaires et d'autres documents de la CEI

II. Documents intergouvernementaux

- Données statistiques sur la situation migratoire dans la Fédération de Russie pour 12 mois de l'année 2016, Ministère de l'intérieur de la Russie

- « Stratégie Kazakhstan-2050 », allocution de Noursoultan Nazarbaiev, le 14 décembre 2012, portail « Stratégie-2050 »
- « Dans les organisations gouvernementales et les collectivités locales, la langue russe est employé à l'égal de la langue kazakhe », La loi de la République de Kazakhstan du 11 juillet 1997 № 151-I « Sur les langues de la République de Kazakhstan »
- Vision and Actions on Jointly Building Silk Road Economic Belt and 21st-Century Maritime Silk Road, Issued by the National Development and Reform Commission, Ministry of Foreign Affairs, and Ministry of Commerce of the People's Republic of China, mars 2015
- 2016 жыл басындағы жекелеген этностардың Қазақстан Республикасының жалпы санындағы үлесі, Демография, Қазақстан Республикасы Ұлттық экономика министрлігі Статистика комитеті, Серия 23, 2016

III. Documentation et statistique des entreprises privées

- British Petroleum Statistical Review of World Energy
- China national petroleum corporation
- Gazprom
- International Labour Organization, ILOSTAT database
- International Trade Agency Trade Map
- PetroChina Company Limited
- RZD Russian railways
- Statista portal for market data and market research
- The Observateur of Economic Complexity
- Кыргыз Республикасынын Ұлттық банкына

BIBLIOGRAPHIE

I. Ouvrages, chapitres d'ouvrages collectifs

- AVCHAROV Arsen, *Государственная внешнеэкономическая политика Российской Федерации: Учебник*, Питер, 2012, p. 528
- BEAUMONT Hervé, *Asie centrale: Le guide des civilisations de la route de la soie*, Editions Marcus, 2008, 634 p.
- BOBOKHONOV Rakhimbek, *История ислама в Центральной Азии (средневековое, новое и новейшее время)*, vol.2, 2016, 420 p.
- DAGIEV Dagikhudo, *Regime transition in Central Asia*, Routledge, 2014, 240 p.
- EDER Thomas Stephan, *China Russia Relations in Central Asia*, Springer VS, 2014, 28 p.
- HANSEN Valerie, *The Silk Road : a new history*, Oxford University Press, 2012, 304 p.
- KELLNER Thierry, *L'Occident de la Chine. Pékin et la nouvelle Asie centrale (1991-2001)*, Graduate Institute Publications, 2008, 624 p.
- KONECNY Peter, « Asie Centrale : une histoire hypothéquée par les conflits », *Asie Centrale et Caucase. Une sécurité mondialisée*, sous la direction de Thomas JUNEAU, Gérard HERVOUET, Frédéric LASSERRE, Les presses de l'Université Laval, 2004, 242 p.
- KOUDAIBERGENOV S., *Совершенствование и унификация алфавита киргизского языка. Вопросы совершенствования алфавитов тюркских языков СССР*, Наука, 1972
- LANTEIGNE Marc, « China, energy security and Central Asia diplomacy. Bilateral and multilateral approaches» dans *Caspian energy politics. Azerbaijan, Kazakhstan and Turkmenistan*, sous la direction de OVERLAND Indra, KJAERNET Heidi, KENDALL-TAYLOR Andrea, Routledge, 2011, 188 p.
- MENDKOVICH N. A., *На пути к евразийскому экономическому чуду. Россия и интеграция на постсоветском пространстве*, ТД Алгоритм, 2015
- OVERLAND Indra, TORJESSEN Stina, « Just good friends. Kazakhstan's and Turkmenistan's energy relations with Russia », dans *Caspian Energy Politics*, sous la

direction de OVERLAND Indra, KJAERNET Heidi, KENDALL-TAYLOR Andrea, Routledge, 2010, pp. 136 – 149

- SENGUPTA Anita, *Heartlands of Eurasia. The geopolitics of political space*, Lexington Books, 2009, 220 p.

II. Articles scientifiques, rapports périodiques

- ARIS Stephen, « Poste d'observation sino-russe », *Russie Nei Visions*, IFRI, no. 34, septembre 2008, 21 p.
- BALCI Bayram, « Les relations entre la Turquie et l'Asie centrale turcophone 1991-2004 », *Outre-Terre*, vol. 10, no. 1, 2005, pp. 297-315
- BAYOU Céline, « Les hydrocarbures centrasiatiques à la croisée des chemins » dans *Questions internationales, L'Asie centrale. Grand Jeu ou périphérie*, La documentation française, numéro 2, novembre-décembre 2016
- BORODIN E.A., « Интеграционные процессы в Центральной Азии », *Мир и политика*, n.7, 2012
- CHARAUDEAU Patrick, « Langue, discours et identité culturelle », *Ela.Études de linguistique appliquée*, vol. 123-124, no. 3, 2001, pp. 341-348.
- CHUMSKOY N. N., Региональные экономические объединения постсоветских государств: организационно-правовое обеспечение процессов интеграции, *Беларуская навука*, 2010
- CUTLER Robert M., « Российско-китайское соперничество за энергетические ресурсы в Центральной Азии », *Russian Council on International Affairs*, le 6 juin 2013
- COOLEY Alexander, « The Stagnation of the SCO Competing Agendas and Divergent Interests in Central Asia», *PONARS Eurasia Policy*, Memo No. 85, septembre 2009
- DANKOV Artem, « Ферганская долина: проблемы обеспечения экономической стабильности », *Центральная Азия и Кавказ*, №2 (50), 2007
- DJALILI Mohammad-Reza, KELLNER Thierry, « L'Asie centrale, terrain de rivalités », *Le Courrier des pays de l'Est*, 2006/5 (no 1057), pp. 4-16

- EISENBAUM Boris, « Négociation, coopération régionale et jeu d'influences en Asie centrale : l'Organisation de coopération de Shanghai », *Politique étrangère*, 2010/1 (Printemps), pp. 151-164
- FATHI Habiba, « Genre, modernisation soviétique et usage des « langues de religion » en Asie centrale (Ouzbékistan et Tadjikistan) », *Revue des mondes musulmans et de la Méditerranée*, numéro 124, novembre 2008, p. 181-202
- FOURNIAU Vincent, « Qu'est-ce que l'Asie centrale? », *Outre-Terre*, vol. no 16, no. 3, 2006, pp. 15-29
- GILBERT François, « La politique extérieure du Turkménistan. Entre neutralité permanente et diplomatie économique », *Questions internationales*, numéro 82, novembre-décembre 2016
- GHIASY Richard, ZHOU Jiayi, The Silk road economic belt Considering security implications and EU–China cooperation prospects, *SIPRI*, 2017, 61 p.
- HOHMANN Sophie, « Le narcotrafic en Asie centrale : enjeux géopolitiques et répercussions sociales » dans *Quinze ans d'indépendance, les nouveaux enjeux en Asie centrale*, sous la direction de Sébastien Peyrouse, *La revue internationale et stratégique*, numéro 64, hiver 2006/2007
- ISKANDAROV Akbarcho, « Безопасность и интеграция в Центральной Азии: роль ОДКБ и ШОС », *Центральная Азия и Кавказ*, №2, 2013
- KAZOUKHIRO Koymo, « Таджикские трудовые мигранты и их международные денежные переводы », *Экономика региона*, № 2 / 2012, pp. 285-301
- KELLNER Thierry, « La Chine et la Grande Asie centrale », *Politique étrangère*, 2008/3 (automne), pp. 575-587
- KELLNER Thierry, « La tranquille montée en puissance de la Chine en Asie centrale », dans *Quinze ans d'indépendance, les nouveaux enjeux en Asie centrale*, sous la direction de Sébastien PEYROUSE, *La revue internationale et stratégique*, numéro 64, hiver 2006-2007, p. 143 – 154
- KHALID Adeeb, « L'Islam et l'État post-soviétique en Asie centrale », dans *Quinze ans d'indépendance, les nouveaux enjeux en Asie centrale*, sous la direction de SÉBASTIEN PEYROUSE, *La revue internationale et stratégique*, numéro 64, hiver 2006/2007, pp. 101 – 109
- LARUELLE Marlène, « Внешняя политика и идентичность в Центральной Азии », *Pro et Contra*, janvier – avril 2013, pp. 6-20

- LI Chunmei, LI Xiaomin, « Yidaiyilu zhanluexiade zhongguo yu zhongya channeng hezuo yanjiu », *Journal of Lanzhou University of Finance and Economics*, vol. 32, no. 3, juin 2016, pp. 1 – 6
- LO Bobo, « La Russie a-t-elle une stratégie en Asie centrale », *Centre Russie.Nei*, IFRI, janvier 2015, 18 p.
- LOUKONINE Sergueï, « Экономический пояс Шелкового пути: риски и возможности для России », *Международная торговля и торговая политика*, 2015, № 4(4), pp. 18 – 29
- MACKINDER H. J., « The Geographical Pivot of History », *The Geographical Journal*, Vol. 23, No. 4, avril 1904, pp. 421-437
- MARANGE Céline, « Ouzbékistan : une quête d'autonomie contrariée », *Questions internationales*, numéro 82, novembre-décembre 2016
- MENDKOVITCH Nikita, « Евразийский транзит как проект в рамках ЕАЭС », *Ош Мамлекеттик Университетинин Жарчысы*, numéro 2, 2016, pp. 11-15
- NAZARBAEV Noursoultan, « Болашаққа бағдар: рухани жаңғыру », *Егемен Казакстан*, №70 (29051), le 12 avril 2017
- PARAMONOV Vladimir, STROKOV Aleksei, « Проекты и инвестиции России в государствах Центральной Азии: нефтегазовая сфера », *Центральная Азия и Кавказ*, numéro 6(60), 2008, pp. 101-113
- PEYROUSE Sébastien, « La présence chinoise en Asie centrale. Portée géopolitique, enjeux économiques et impact culturel », *Les Études du CERi*, N° 148, septembre 2008
- PEYROUSE Sébastien, « L'Asie centrale quinze ans après l'indépendance. Un bilan en demi-teinte », *Politique étrangère*, 2006/2 (Été), p. 397-406
- PEYROUSE Sébastien, « Le tournant ouzbek de 2005. Éléments d'interprétation de l'insurrection d'Andijan » dans *Quinze ans d'indépendance, les nouveaux enjeux en Asie centrale*, sous la direction de Sébastien PEYROUSE, *La revue internationale et stratégique*, numéro 64, hiver 2006/2007
- POUJOL Catherine, « L'Islam en Asie centrale : une visibilité accrue après un long confinement », *Questions internationales, L'Asie centrale. Grand Jeu ou périphérie*, La documentation française, numéro 2, novembre-décembre 2016

- REZA Abeer, Subrata SARKER, « La croissancelente : la nouvelle norme dans les économies avancées? », *revue de la Banque du Canada*, automne 2015, pp. 1-14
- SAIDOV Chukhrat, « Исламский фактор в политических процессах Центральной Азии », *Вестник ТГУПБП*, 2013, №1 (53)
- SCHLYTER Birgit N., « Language Policies in Present-Day Central Asia », *International Journal on Multicultural Societies (IJMS)*, Vol. 3, No. 2, 2001, pp. 127 – 136
- STOUPNIKOVA Liubov, « Les alliances énergétiques : vers une réorganisation de l'espace eurasiatique? », *Revue internationale et stratégique*, 2008/4 (n° 72), pp. 131-140
- TANNER Murray Scot, BELLACQUA James, China's Response to Terrorism, *CNA analysis and solutions*, juin 2016, 81 p.
- TRENINE Dmitri, Politique russe en Asie : d'une approche bilatérale à une stratégie globale, *Centre Russie.Nei*, IFRI, 26 p.
- VERCUEIL Julien, « L'Union économique eurasiatique : vue d'Asie centrale et de Moscou » dans *Questions internationales, L'Asie centrale. Grand Jeu ou périphérie*, La documentation française, numéro 2, novembre-décembre 2016
- ZELENEVA Irina, « Перспективы экономического и политического присутствия России и Китая в Центральной Азии », *Управленческое консультирование*, numéro 9, 2014, pp. 31-38
- « Афганский наркотрафик: состояние границ Афганистана », *Совместная российско-американская рабочая группа по афганскому наркотрафику East-West*, avril 2015
- Перспективы сотрудничества России и Китая в Центральной Азии, sous la direction d'IVANOV I.S., *Conseil russe des affaires internationales*, numéro 28, 2016, 52 p.
- « Chine : estimation de l'impact d'un ralentissement chinois sur l'économie mondiale », *Société Générale*, Département des études économiques et sectorielles, Econote, N°32, juillet 2016

III. Commentaires, analyses

- DOUBNOV Arkadiy, « Пограничное беспокойство. Что показал тур Путина по Центральной Азии », *Centre Carnegie de Moscou*, le 1 mars 2017
- DREYFUS François-Gérard, « La Russie et l'Asie centrale », *Académie de géopolitique de Paris*, le 22 mars 2016
- LAUMOULLIN Mourat, « Турция и Центральная Азия », *Carnegie endowment for international peace*, le 22 octobre 2012
- MADIEVA-MARTIN Maral, « Les enjeux russes au Kirghizstan et Tadjikistan », *Regard sur l'Est*, le 17 décembre 2010
- NICHOL Jim, *Kyrgyzstan and the Status of the U.S. Manas Airbase: Context and Implications*, *Congressional Research Service*, 2009
- PEYROUSE Sébastien, « Наркотрафик в Центральной Азии. Плохо продуманная борьба? », *ПОНАРС Евразия*, Аналитическая записка № 218, septembre 2012
- SAUZE Caroline, « Quelles stratégies russes et chinoises en Asie centrale ? », *Institut de Relations Internationales et Stratégiques*, le 3 mai 2016
- YAN Xuetong, KOROSTIKOV Mikhail, « Не понимаю, почему Россия не настаивает на формировании альянса с Китаем », *Россия в глобальной политике*, le 17 mars 2017
- ZASYADKO Nikolai, « Новый шелковый путь: где Китай построит ж/д коридоры », *Centre des stratégies de transport*, le 26 novembre 2014
- « Russia re-evaluates security ties in Central Asia », *Nazarbayev university political science review*, le 3 mars 2016

IV. Articles des médias

- ABDOURASOULOV Abdouzhilil, « Россия усиливает военное присутствие в Центральной Азии », *BBC : Russia service*, le 16 octobre 2015
- ВАЙКОВА Tatyana, « Китай теснит Россию в Центральной Азии », *Известия*, le 16 mars 2016
- CHOUSTOV Aleksandr, « Русский мир Средней Азии сжимается », *Независимая газета*, le 1 février 2016

- DZHABIROV Roustam, « Наша безопасность – наша общая забота », *Asia-Plus*, le 21 février 2017
- JIAN Yuan, « Silu bushi yitiaolu » (丝路不是一条“路”), *Jingbo Daily*, le 28 juillet 2015
- KIM Evgueniya, « Безопасность превыше всего — Китай и Средняя Азия за месяц », *REGNUM*, le 10 mai 2017
- LIKHOMANOV Petr, « Устали от языка », *Российская газета*, le 12 avril 2017
- NIKOLAEV Andrey, « Казакстан, Казахстан или Kazakhstan? », *РОСБАЛТ*, le 3 mars 2016
- PANNIER Bruce, « Конец «газовой мечты» в Туркменистане », *Radio Azattyq*, le 7 mars 2017
- RADNITZ Scott, « Memories of Manas: What Central Asia Taught America about Geopolitics », *The National Interest*, le 30 juin 2014
- SALA Paria Maria, « Assimilation forcée dans le Xinjiang chinois », *Le Monde Diplomatique*, février 2002
- SCHAEFFER Frédéric, « Chine : les enjeux d'influence des nouvelles routes de la soie », *Les Echos*, le 11 mai 2017
- SHIHAB Sophie, « Toutes les conditions « classiques » menant à l'émergence de mouvements extrémistes sont réunies en Ouzbékistan », *Le Monde*, le 9 septembre 2000
- TIEZZI Shannon, « The New Silk Road: China's Marshall Plan? », *The Diplomat*, le 6 novembre 2014
- VOROBIEV Vladislav, « Атамбаев : Российская база должна уйти из Киргизии », *Российская газета*, le 1 décembre 2016
- « Belt and Road Attendees List », *The Diplomat*, le 12 mai 2017
- « Entretien avec Sergey Lavrov lors de la 25e anniversaire de l'établissement des relations diplomatiques avec des États d'Asie centrale », *International affairs*, le 15 mars 2017
- « Some countries want to destabilize Tajikistan – Speaker of Parliament », *AKIpress*, le 1 juillet 2014

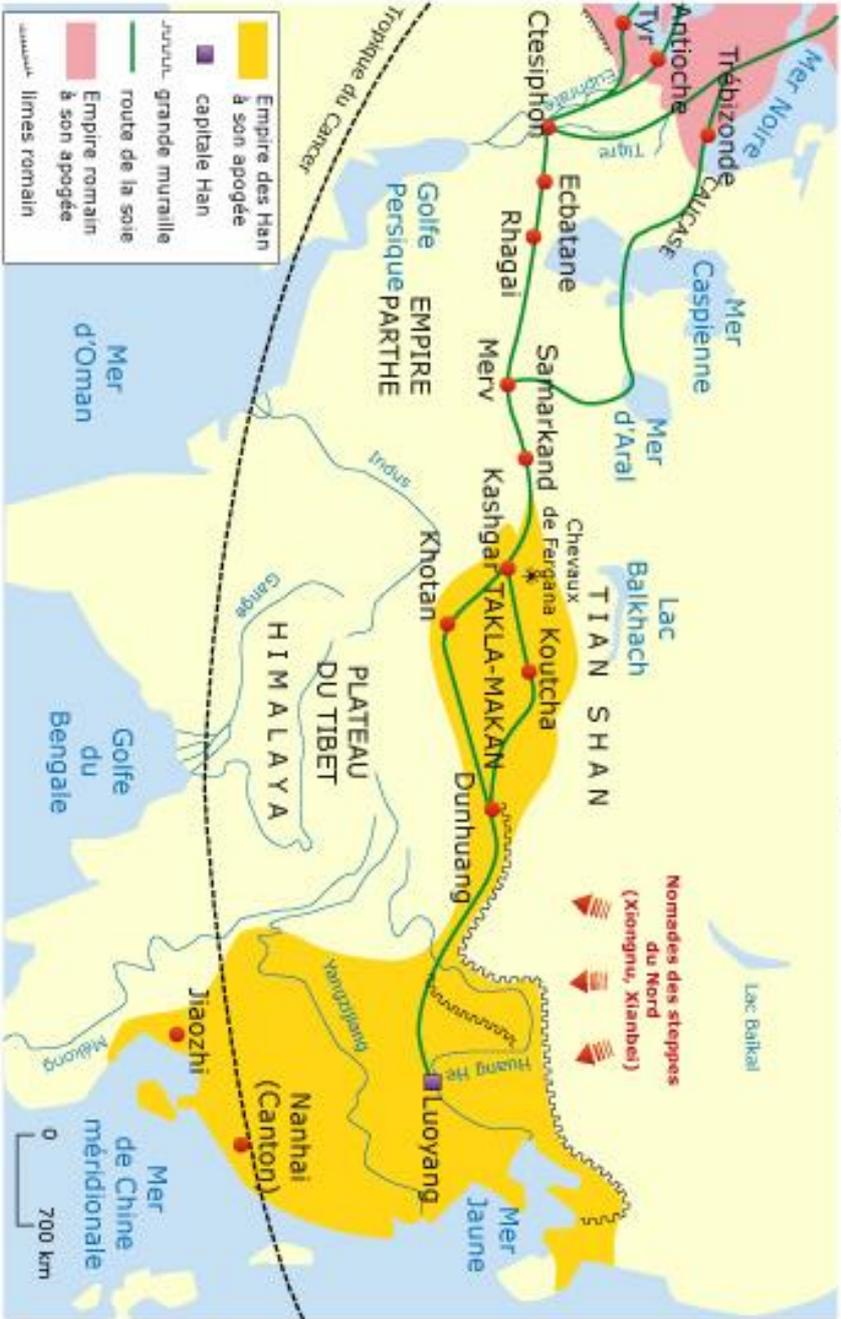
- « Wuge minzu zongjiao», *Xinjiang wewuer zitaiqu tongjiju*, le 31 août 2015
- « На Дальнем Востоке реализуется 21 проект с участием китайских предприятий - А.Галушка », *Xinhua News*, le 3 juin 2017
- « Россия и Китай продемонстрировали глубокие разногласия на форуме ШОС », *CA-Portal*, le 26 juin 2014
- « РФ продолжает переговоры по сопряжению ЕвразЭС и Экономического пояса Шелкового пути », *TASS*, le 13 octobre 2016
- «Правоохранительные органы способствуют развитию наркотрафика в Центральной Азии », *agence de presse REGNUM*, le 10 février 2015
- « Таджикистан: споры о письменности не прекращаются », *BBC:Русская служба*, le 31 janvier 2013
- « Вдоль "Пояса и пути" », *Xinhua News*, le 9 août 2016
- « Обзор: отставка Темира Сариева », *CA-portal*, le 12 avril 2016
- « Китай обошел Россию по прямым инвестициям в Таджикистан », *Asia-Plus*, le 2 février 2017

V. Documents relatifs aux congrès et conférences

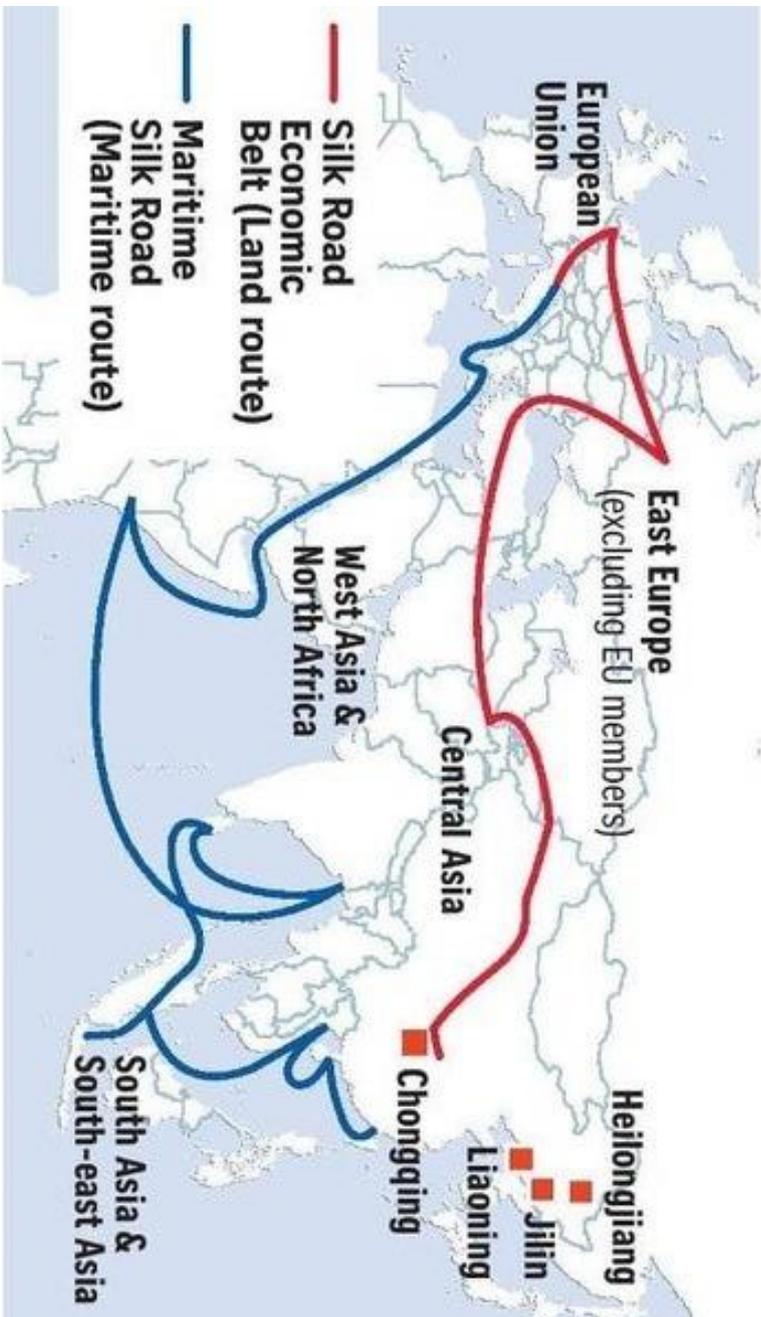
- BESSLER Patrick, « China's "new Silk road": Focus on Central Asia », rapport du EU-Asia economic governance forum, le 22 décembre 2015
- BORDATCHEV Timofey, SMALL Andrew, WAN Jinsong, « Россия, Китай и США в Центральной Азии: баланс интересов и возможности сотрудничества », rapport du club international de discussion Valdai, septembre 2016
- LARUELLE Marlène, « Vers une nouvelle Route de la Soie ? Enjeux de l'influence chinoise en Asie centrale », conférence à IFRI, Paris, le 12 mai 2015
- « Энергетическая политика России в Центральной Азии и на Каспии », table ronde du PIR-Center, le 3 octobre 2007

ANNEXES

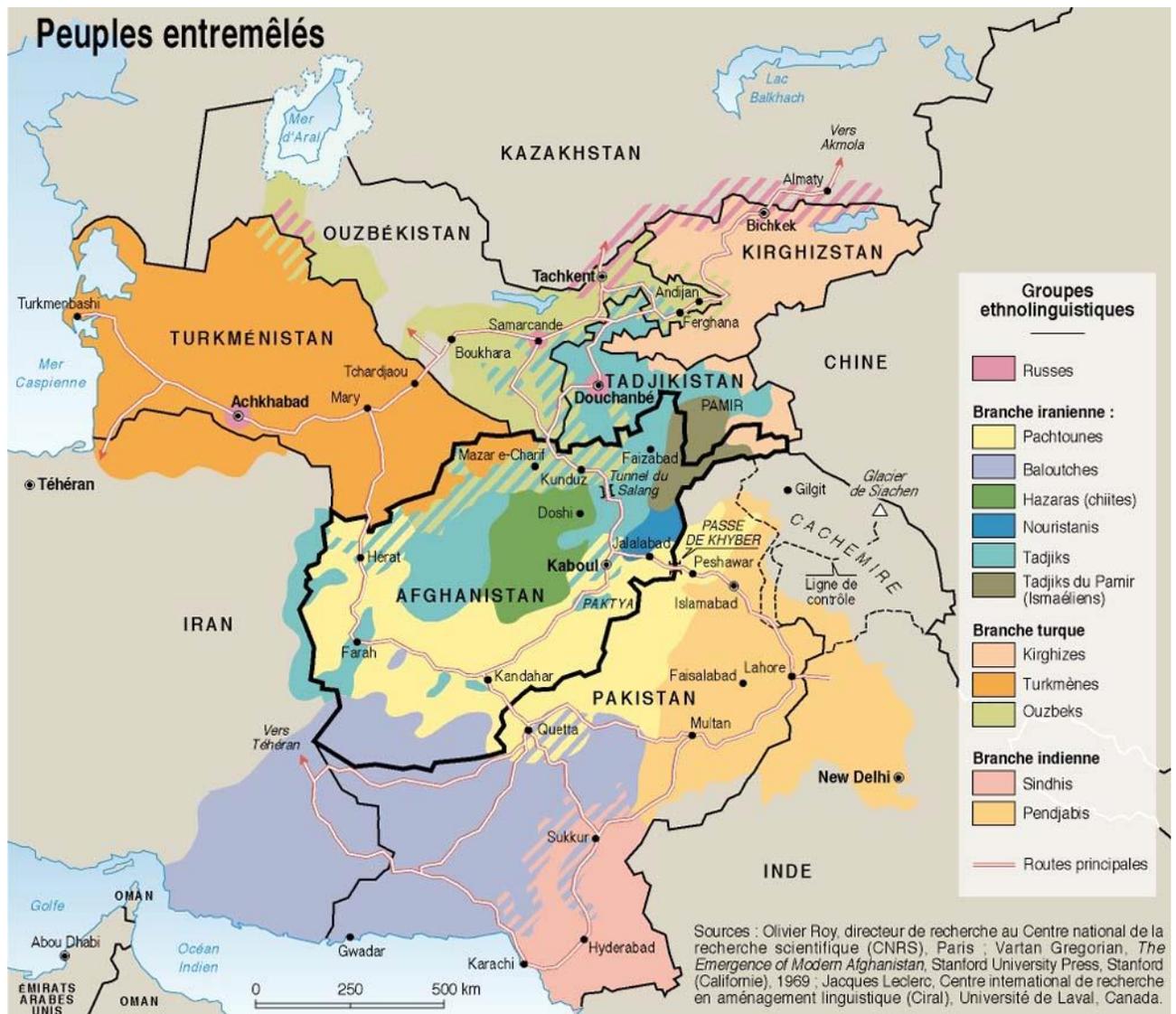
La route de la soie à l'époque des Han



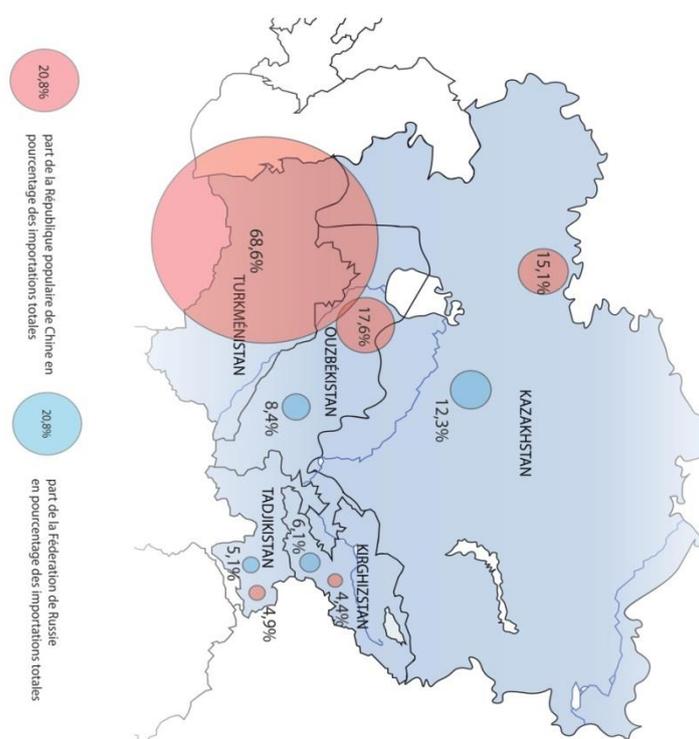
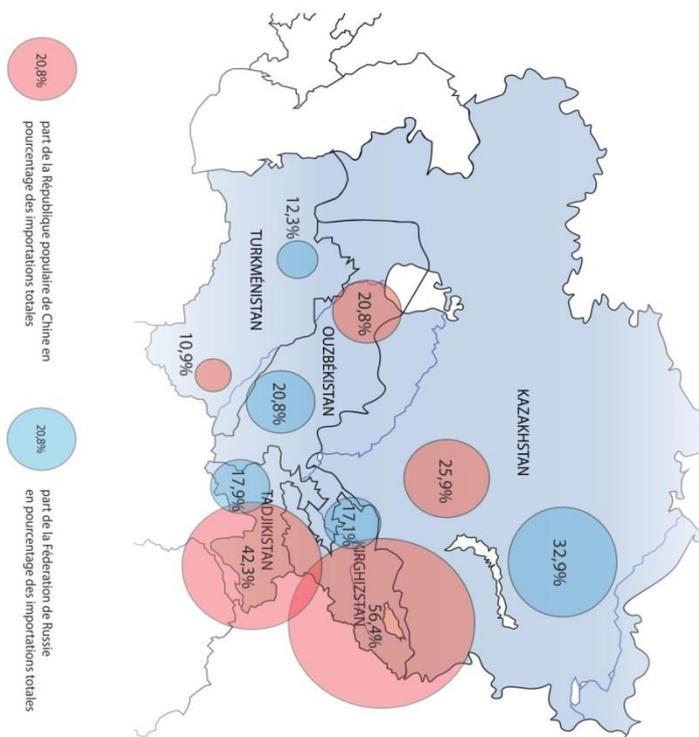
China's One Belt, One Road initiative



Source : Bloomberg

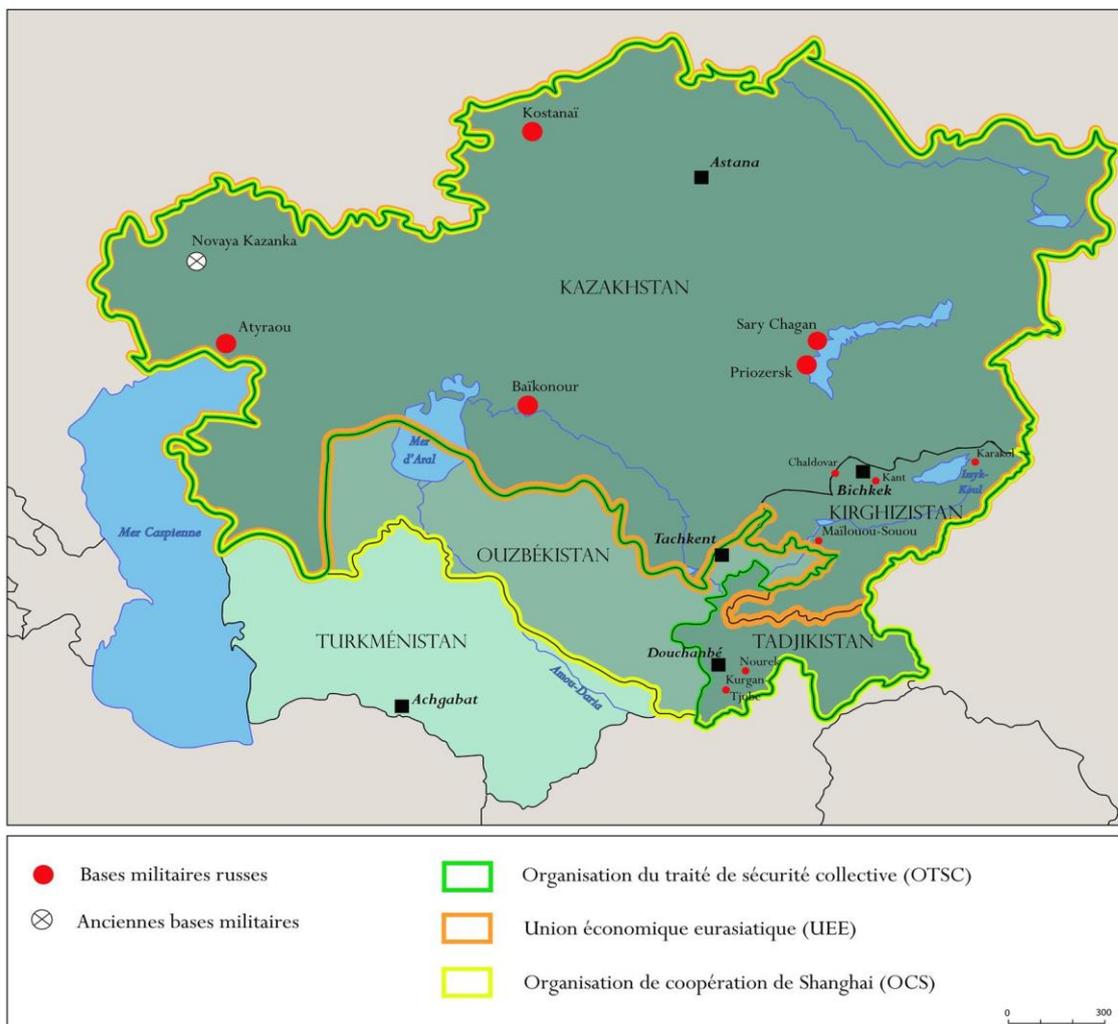


Source : *La Documentation française*



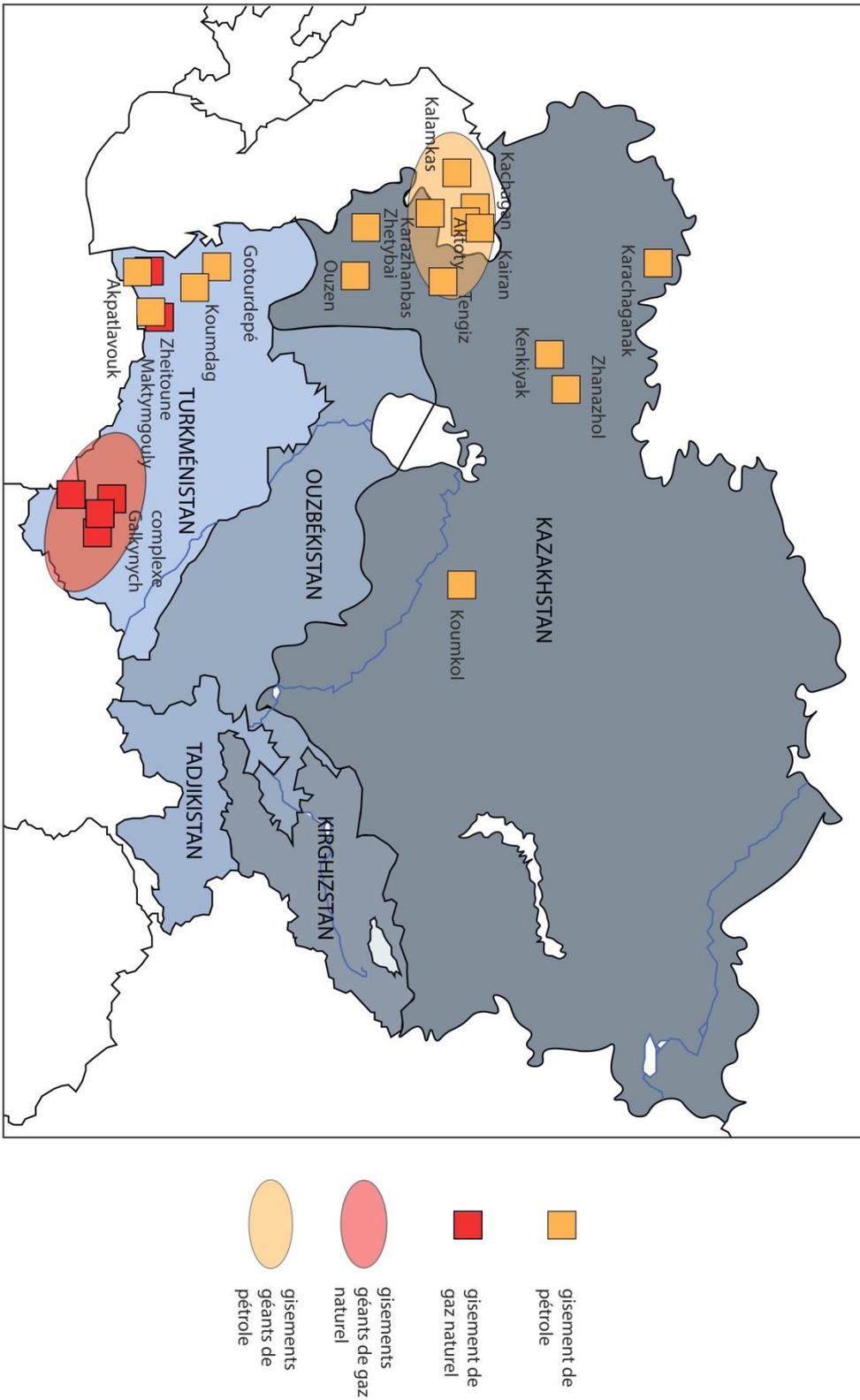
Les exportations et les importations des États centrasiatiques : Russie, Chine
 par Aleksandra Bolonina

PRÉSENCE MILITAIRE ÉTRANGÈRE EN ASIE CENTRALE



par Aleksandra Bolonina

LES PLUS GRANDS GISEMENTS DES HYDROCARBURES EN ASIE CENTRALE



par Aleksandra Bolonina



La route de chemin de fer Kazan-Moscou

Source : RZD.ru

LA NOUVELLE ROUTE DE LA SOIE



La route claire



L'Union économique
eurasiatique



La route de steppe



L'initiative eurasiatique



Deux routes et un cycle
économique

TABLE DES MATIÈRES

Remerciements	2
Sommaire	3
Introduction	4
Chapitre I. Les questions sécuritaires en Asie centrale et l'implication de la Russie	15
1. Les défis sécuritaires en Asie centrale à l'époque post-soviétique.....	15
2. La fin de la présence américaine militaire en Asie centrale	19
3. La stratégie russe en Asie centrale.....	21
Chapitre II. L'intégration économique eurasiatique	27
1. La période transitoire des années 1990.....	27
2. Les étapes d'intégration eurasiatique	29
3. Enjeux énergétiques en Asie centrale	34
Chapitre III. Les réformes linguistiques dans les États d'Asie centrale en tant qu'un indicateur d'une volonté politique.....	37
1. La réforme de la langue kazakhe en tant qu'ouverture des débats sur l'alphabet cyrillique	37
2. La composition et recomposition de l'Asie centrale dans la perspective historique.	38
3. L'évolution de la diversité linguistique en Asie centrale	40
4. La langue en tant qu'outil politique.....	42
Chapitre IV. La nouvelle Route de la Soie : ambition majeure de Xi Jinping.....	45
1. L'essentiel du projet OBOR	46
2. La place de l'Asie centrale dans le projet de la nouvelle Route de la Soie	48
3. Les défis de la nouvelle Route de la Soie	52

Chapitre V. Le croisement des intérêts sino-russes en Asie centrale.....	56
1. La nature des relations sino-russes en Asie centrale.....	57
2. L'OSC en tant que plaque tournante entre les intérêts de la Chine et de la Russie en Asie centrale	59
3. La position des États d'Asie centrale dans le contexte de la compétition sino-russe	62
Conclusion.....	66
Sources primaires	69
Bibliographie.....	71
Annexes.....	79